





# Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Tél. : 204.808 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile :  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
« Association Beuve-Méry »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde.  
Le Monde-Entreprises.  
M. André Fontaine, gérant.

# Le Monde

## PUBLICITE

André Fontaine, président  
Philippe Dupuis, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Michèle Orléans,  
directrice du développement  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F  
Tél. : 45-55-91-71  
du Journal Le Monde et de la Presse SA.

Impression  
du « Monde »  
12, rue de la Chapelle  
94852 IVRY CEDEX  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Représentations sur les télévisions et  
autres médias du Monde au (1) 40-66-28-33

## LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE  
ou 36-15 - Types LM  
ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-  
BEUVÉ-MÉRY,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEM.	AUTRES PAYS vix monnaie y compris CET et CEE
3 mois	400 F	570 F	790 F
6 mois	780 F	1 120 F	1 500 F
1 an	1 400 F	2 080 F	2 960 F

**ÉTRANGER :**  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
Reenvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO  
SERVICE A DOMICILE :  
Pour tous renseignements :  
Tél. : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse défilants ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE**  
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les  
noms en lettres capitales d'imprimerie.  
PP Paris 90 DEJ MON 01

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauve (1989-1992)  
André Laurens (1992-1995)  
Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet  
Administrateurs délégués :  
Antoine Gristet, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef :  
Bruno Frappet,  
Jacques Attali,  
Jean-Marie Colombani,  
Philippe Herremann,  
Robert Solé

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

## DATES

Il y a dix ans

# L'attentat de la rue Copernic

**V**ENDREDI 3 octobre 1980, comme chaque veille de *shabbat* - jour de repos - plusieurs centaines de fidèles sont rassemblés dans la synagogue de la rue Copernic, à Paris. Vers 18 h 30, un bruit sec et violent interrompt les prières. Une partie du plafond s'écroule. La salle est plongée d'un coup dans l'obscurité. La verrière du temple vole en éclats, criblant la foule, qui d'instinct se jette à terre. Le rabbin Williams conseille de ne pas sortir : « *Nous craignons une fusillade* », dira une fillette. En réalité, au-dessus, c'est la charge d'un explosif peu connu en France - la penthrite - qui vient de sauter dans la sacoch d'une moto. Éclatant à la sortie de l'office, un quart d'heure plus tard, la bombe aurait provoqué un véritable massacre. Le bilan est cependant lourd : quatre tués (Jean-Ernest Barbé, Philippe Bouissou, Mario Lopez-Fernandez, et une Israélienne, Aliza Shagrir), une trentaine de blessés, des files de voitures transformées en amas de ferraille, et toutes les vitres des alentours soufflées.

Les flammes ne sont pas encore éteintes que l'AFP répercute une revendication téléphonique de l'attentat au nom des Faisceaux nationalistes européens. C'est plausible : ce groupuscule n'a-t-il pas pris la suite d'un mouvement néofasciste, la FANE, dissout un mois plus tôt par le gouvernement ? Dès le lendemain une douzaine d'extrémistes de droite sont interpellés, et dans les heures qui suivent la polémique va bon train sur le thème de l'infiltration de la police par des réseaux néonazis. Le *Matin*, sous la plume de Jean-François Kahn, va jusqu'à suggérer la démission du ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet. Il est vrai, un attentat ne vient jamais seul, et les explications du terrorisme obéissent à la loi des séries. Justement, depuis quelques mois, il existe une « série noire » qui comprend l'attentat de Bologne le 2 août, (85 morts) et celui de la Fête de la bière à Munich le 27 septembre (12 morts).

## Onde de choc

Mais cette « filiation » ne donne rien. Un nombre infime de policiers sont finalement convaincus d'entretenir des liens avec les groupuscules d'extrême droite. Quant à la revendication de l'AFP, elle se révèle être l'œuvre d'un exalté qui reconnaît avoir menti. Les pistes menant au côté de l'extrême droite espagnole se révèlent tout aussi infructueuses. L'analyse des débris calcinés de la moto permet aux enquêteurs de remonter jusqu'à un prétendu acheteur d'origine chypriote, Alexander Panadryu, dont les papiers et l'identité furent le faux. Le *Monde* du 11 août 1982 parla de « cinq hommes venus de Beyrouth », dont deux ont été identifiés par les policiers « comme des militants d'un groupe palestinien marginal gravitant autour de l'OLP ». On n'en saura guère plus sur les commanditaires et les auteurs de l'attentat. Et aujourd'hui encore, même si le dossier, entre les mains du célèbre juge Bruguière, n'est toujours pas clos, l'attentat de Copernic demeure un crime sans châtiment.

Dans ces conditions « Copernic » aurait pu rester l'un de ces faits divers dramatiques et mystérieux qui jalonnent l'histoire d'un terrorisme dont on croyait la France jusqu'à miraculeusement épargnée.

Il n'en est rien. Les réactions à l'événement prennent une ampleur telle que Copernic va passer du rang d'action criminelle à celui de crise politique. Dès le lendemain matin de l'attentat, plusieurs milliers de manifestants se retrouvent spontanément devant la synagogue, convergent vers le ministère de l'Intérieur, puis remontent les Champs-Élysées. Tout aussi spontanés sont les rassemblements dans les grandes villes de province, à Strasbourg, à Lyon, à Toulouse. Apprenant la nouvelle à la radio, Bernard Pivot décide de recueillir à « chaud » les réflexions de ses invités d'« Apostrophes », parmi lesquels Alexandre Minkowski et Bernard Kouchner. L'onde de choc traverse les frontières. Elle atteint Israël, dont le premier ministre Menahem Begin dénonce à l'habitude officielle de ne jamais réagir le samedi, et s'en prend durement à « la politique anti-Israélienne du gouvernement français ». Elle gagne les États-Unis, où le candidat à la vice-présidence George Bush manifeste son indignation : l'Allemagne fédérale, dont le

chancelier, Helmut Schmidt, condamne « un attentat lâche et meurtrier » qui remplit ses compatriotes d'effroi ; l'Algérie, où un éditorial d'El Moudjahid, rapproche « les rations » dont sont victimes les Africains du Nord « des bombes dans les synagogues ». En France, l'émotion culmine lors de la grande manifestation du mardi 7 octobre, où défient 200 000 personnes de la Nation à la République - un nombre comparable à celui de la manifestation contre la profanation du cimetière juif de Carpentras, dix ans plus tard. Fait rarissime, dans la journée du 7 octobre 1980, l'Assemblée nationale, après avoir observé une minute de silence à la mémoire des « martyrs », vote à l'unanimité de ses 475 membres une suspension de séance. Elle a pour but de permettre aux

Quelques hommes politiques prennent la mesure de l'événement et sentent que les forces de mobilisation sont passées des programmes des partis - communs ou pas - à la défense de « valeurs essentielles ». « *Quand souffle fort l'indignation de tout un peuple* », dit ainsi Bernard Stasi, les banderoles des partis apparaissent vite comme des colifichets dérisoires.

En revanche, s'il est un acteur de l'époque qui ne donne à aucun moment l'impression d'être au diapason de ce « consensus » d'un genre inédit, c'est bien le pouvoir. Dès le vendredi 3, le premier ministre Raymond Barre, au journal du soir de Joseph Poli sur TF 1, commet une énorme maladresse verbale en clamant son indignation : « *Cet attentat odieux, dit-il, a voulu frapper les*

cation politique que l'événement est en train de prendre. Un vide politique se crée : sommet, tandis que la gauche, et surtout gauche socialiste, retrouve dans ces jours une énergie perdue depuis la rupture du programme commun (1977), et son échec à élections législatives (1978). En revanche, droite libérale - et sans qu'il y ait rien d'irréductible de par sa tradition - perd po- longtemps la possibilité d'engranger les bénéfices politiques de la lutte contre l'antisémitisme d'abord, contre le racisme p- tard. Elle ne retrouvera vraiment un terrain de dialogue avec la société civile que lors des manifestations en faveur de l'enseignement privé, en 1984.

Il serait cependant exagéré de soutenir que Valéry Giscard d'Estaing a perdu la présidence. En fait, au dire de ses conseillers, sa cote de popularité s'effritait régulièrement depuis quelques mois. Tout au plus Copernic et surtout l'« après-Copernic » ont-ils donné un nom à un mécontentement diffus.

## Le vent empoisonné du révisionnisme

Mais Copernic donne aussi un nom à un phénomène inquiétant : un certain renouveau de l'antisémitisme, brisé depuis la Libération. Copernic, n'est pourtant que la plus spectaculaire illustration d'une tension antisémite qui se fait sentir depuis 1975. Sur la période 1975-1980, la commission du bilan, établie par François Mitterrand après son élection, recense en effet une centaine de synagogues et plus de vingt cimetières profanés. Fait troublant : ces actions sont parfois l'œuvre de très jeunes gens. Cinquante-trois incidents antijuifs (dont dix-sept particulièrement graves) sont dénombrés en 1975. Deux cent trente-cinq, dont soixante-quinze graves, en 1980. Il est cependant clair que l'opinion publique française se veut globalement hostile à l'antisémitisme. Un sondage Louis-Harris-France/Express, réalisé sur un échantillon de mille personnes trois jours après l'attentat, révèle par exemple que seules 10 % des personnes interrogées répondent « non » à la question : « *Un juif est-il aussi français que les autres Français ?* » (en 1977, elles étaient encore 22 %). Pourtant, le même sondage montre que 42 % des sondés estiment que l'antisémitisme est « assez répandu ». En somme, en 1980, la renaissance d'un activisme antijuif s'accompagne du maintien d'un foyer antisémite, en déclin, certes, mais qui représente tout de même un Français sur dix.

Or, depuis 1978, souffle sur ce foyer le vent empoisonné du révisionnisme, négateur des chambres à gaz, où l'antisémitisme d'une certaine extrême gauche en déclin rejoint l'antijudaïsme des milieux d'extrême droite. Comme si les barbares édifiés par le souvenir du massacre organisé des Juifs d'Europe, et notamment de France, étaient peu à peu attaqués.

Face à cette situation, la communauté organisée, après l'attentat, peut avoir le sentiment d'être insuffisamment protégée. Alain de Rothschild, alors président du Conseil représentatif des institutions juives de France, homme pourtant modéré, dénonce « la passivité des pouvoirs publics et l'indifférence de nos gouvernants ». Derrière lui la colère gronde, au point de susciter de la part des autorités communautaires des appels au calme répétés. Sur la base de quel quel actions isolées, et de raids menés par de prétendues « Brigades juives » contre des membres de l'ex-FANE, on croit nécessaire de multiplier les appels à ne pas céder à provocation. Craintes de débordements sans doute exagérées. La communauté réagit dans l'ensemble avec sang-froid, et c'est un débat parlementaire qui, le 8 octobre, clôt provisoirement la crise. « *Certes, se souvient Roger Assol, le rédacteur en chef de l'Arché, un mensuel de la communauté, il y avait quelques bandes d'extrêmes qui cherchaient à en découdre. En découdre contre qui ? C'était un second front dérisoire.* »

L'émotion s'apaise cependant. Et le 17 octobre, le *Monde* ferme sa page « Idées » au flot de réactions qui continuent inlassablement d'arriver rue des Frères. Une cicatrice se forme. Rien n'empêche plus.



députés qui le souhaitent de se joindre au cortège, et ils sont beaucoup, de Georges Marchais à Bernard Pons. Ceux que les divisions politiques traditionnelles n'ont jamais rassemblés pour défiler ensemble.

## Une énorme maladresse

Et, au-delà des politiques, que peut bien signifier la juxtaposition inédite des gitanes et des policiers de la Fédération autonome, des francs-maçons des quatre obédiences, des syndicalistes et d'innombrables inorganisés ? Pour les « vieux de la gauche », elle ne pouvait pas ne pas rappeler la grande manifestation unitaire et antifasciste du 12 février 1934. Pour la communauté juive, n'évoque-t-elle pas ce million de Berlinois descendus dans la rue un 4 juillet 1922 pour protester contre l'assassinat du démocrate juif Walther Rathenau ? Mais, dans la décennie qui commence en France, cette manifestation est surtout l'acte de naissance d'un phénomène nouveau avec lequel il faut désormais compter : la société civile.

Israéliens qui se rendaient à la synagogue, il a frappé des Français innocents qui traversaient la rue Copernic. » Dans l'atmosphère exacerbée du moment, cette formulation malheureuse s'imprime dans les mémoires. Et les propos fermes et chaleureux que Raymond Barre prononce le 8 octobre à l'Assemblée nationale, assurant « ses compatriotes juifs » de la « sympathie de l'ensemble de la nation », ne suffiront pas à la faire oublier.

Quant au président Giscard d'Estaing, il est en route vers sa propriété familiale d'Auton, quand il apprend la nouvelle de l'attentat. Il fait publier par l'Élysée un bref communiqué, puis envoie un message de sympathie au grand rabbin Kaplan. Mais il s'obstine à ne pas venir en personne à la synagogue, et cette attitude ne peut que trancher sur celle d'un François Mitterrand, qui, à peine revenu de l'Île de la Réunion, est accouru à la cérémonie du samedi matin rue Copernic en compagnie de Simone Veil. « *Je suis arrivé ici pour être auprès de mes amis frappés* », déclare-t-il.

L'absence du président modifie la signifi-

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

animé par  
Olivier MAZEROLLE  
avec André PASSERON  
et Jacques ISNARD (Le Monde)  
Paul JOLY  
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

# JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

en direct s

# RI

مركزنا من الأصل



# LA CRISE DU

Aux Nations unies

## Les Cinq appuient « un processus de négociation » englobant Israël et le peuple palestinien

Par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, la Chine a appelé vendredi 28 septembre l'Irak à répondre favorablement à toute médiation arabe et invité toutes les parties à faire preuve de retenue afin d'éviter le recours à la force.

NEW-YORK  
(Nations unies)

de notre correspondant

En marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, France et Grande-Bretagne) se sont entretenus le 28 septembre avec le secrétaire général de l'ONU pour la première fois depuis le vote de la dernière résolution décrétant l'em-

bargo aérien contre l'Irak. A l'issue de cette rencontre, les Cinq ont à nouveau mis en avant leur volonté de rechercher « ensemble, en totale transparence, une solution pacifique à la crise ». Ils ont exigé que l'Irak « se soumette à la volonté de la communauté internationale et se retire sans condition et sans délai du Koweït, permettant ainsi la restauration de la pleine souveraineté du Koweït sous l'autorité de son gouvernement légitime ».

Cette formulation a dû rassurer les commentateurs qui avaient cru déceler dans une partie des propos prononcés par le chef de l'Etat français à la tribune des Nations unies, davantage qu'une simple nuance par rapport à la position américaine et britannique. Les Cinq exigent aussi à nouveau que l'Irak « libère tous les otages détenus en Irak et au Koweït ». En outre, déterminés à « appuyer un

processus actif de négociation », ils sont convenus que ces négociations, fondées sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, « devaient tenir compte du droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à la sécurité, et des droits légitimes du peuple palestinien ». Deux dossiers « chauds » évoqués par les Cinq dans un document commun, cela constitue une procédure assez exceptionnelle.

A l'issue d'un entretien entre le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, et le prince Hassan, frère du roi de Jordanie, on apprendait que la possibilité avait un instant été évoquée de soumettre au Conseil un projet de résolution condamnant sous une nouvelle forme l'action de l'Irak au Koweït, voire autorisant le principe d'un éventuel recours à la force.

SERGE MARTI

Après la décision irakienne de couper les vivres aux étrangers

## La Jordanie reçoit un nouvel afflux de réfugiés

Trois avions civils en provenance d'URSS, d'Inde et de Pologne, faisant route vers Bagdad pour rapatrier d'Irak des ressortissants de ces pays, se sont posés en Turquie sur les aéroports d'Adana et d'Ankara, à la demande des autorités turques qui ont inspecté leur cargaison. C'est la première application de l'embargo aérien décidé mardi par le Conseil de sécurité de l'ONU.

La cellule de contrôle de l'embargo mise en place à Paris par l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a indiqué que les marines des pays européens avaient depuis le 26 août « reconnu » 2 018 navires (opération qui consiste à vérifier leur identité, leur provenance et leur destination) et en avaient « visité » dix-sept. Les bâtiments européens assurent le contrôle de l'embargo à l'entrée du golfe d'Osman, dans le détroit de Bah-el-Mandeb et de part et d'autre du Golfe.

Le prince héritier de Jordanie a de nouveau souligné vendredi les rigueurs que l'embargo fait peser sur son pays et, reprochant aux pays riches de n'avoir toujours pas tenu leurs promesses d'aide, il a déclaré que les Jordaniens se sentent « chaque jour de plus en plus isolés, de plus en plus désespérés ». La Jordanie a connu jeudi et vendredi un nouvel afflux de réfugiés arabes et asiatiques déclenché par la décision de l'Irak de couper les vivres aux étrangers se trouvant sur son territoire.

Le flot des 5 000 Asiatiques par jour constaté la semaine dernière a grimpé à 7 000 jeudi et vendredi, et selon les autorités jordaniennes les réfugiés arabes, essentiellement des Egyptiens, arrivent à peu près en même nombre. Les organisations humanitaires estiment toutefois que les camps de transit dressés à la frontière irako-jordanaïenne et les ponts aériens mis en place

par l'Organisation internationale pour les migrations et l'ambassade d'Irak à Amman permettent de faire face à ce nouvel afflux.

La commission humanitaire de l'ONU (UNDRO) a lancé vendredi un appel urgent pour le soutien financier de la communauté internationale aux opérations d'évacuation des réfugiés du Golfe.

L'UNRWA, l'organisation de l'ONU chargée des secours aux réfugiés palestiniens, notamment dans les territoires occupés, a annoncé vendredi qu'elle était, quant à elle, à court d'argent. Son commissaire général, M. Giorgio Giacomelli, a déclaré que l'aide aux pays qui soutiennent le blocus de l'Irak devait aussi aller aux réfugiés palestiniens qui, eux, s'opposent à ce blocus. Le Koweït était l'un des principaux bailleurs de fonds de l'organisation. - (AFP, Reuters.)

## « L'Irak échouera »

promet M. Bush à l'émir du Koweït

Le président George Bush a promis, vendredi 28 septembre, à l'émir du Koweït en exil que les Etats-Unis poursuivraient leur action jusqu'au retrait de l'Irak du Koweït et gardaient toutes les options ouvertes pour atteindre ce but. « L'Irak échouera. Le Koweït, le Koweït libre survivra », a déclaré M. Bush à Cheikh Jaber El Ahmed El Sabah qu'il a reçu à la Maison Blanche.

Le président a précisé que lui et l'émir étaient « d'accord pour garder toutes les options ouvertes pour obtenir que l'occupation illégale du Koweït par l'Irak prenne fin et que le gouvernement légitime du Koweït soit restauré ». Il a en outre pris l'engagement de principe de se rendre dans l'émirat. « J'attends avec impatience le jour où je pourrai vous rendre visite à vous et à ce peuple koweïtien dans ce qui est de plein droit chez vous - le Koweït », a-t-il dit.

Pillage  
généralisé

Le conseiller du chef de l'Etat américain pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft, a, de son côté, rapporté que l'émir Jaber avait dressé à George Bush un « tableau tout à fait apocalyptique » de l'occupation irakienne. L'émir a notamment déclaré que les troupes d'occupation irakiennes se livraient à un pillage généralisé et tentaient de peupler le Koweït d'Irakien et de Palestiniens.

Selon la CIA

## M. Saddam Hussein aura des armes biologiques prêtes en 1991

Selon une étude de la CIA dévoilée, vendredi 28 septembre, à Washington, par M. Les Aspin, président de la commission des forces armées à la Chambre des représentants, l'Irak a développé des armes biologiques dont la mise au point est suffisamment avancée pour qu'elles puissent être une menace, dès 1991. C'est la première fois, selon le *New York Times*, repris par l'*International Herald Tribune* de samedi-dimanche 29-30 septembre, que la CIA reconnaît, dans un document officiel établi la semaine dernière, que l'Irak a réussi à concevoir un tel armement et détient un stock « d'un volume convenable ».

## Des poisons

Définies par la Convention internationale de 1972, qui les a en principe interdites, les armes d'origine biologique (les ABO), comme on les appelle, sont des agents, vivants ou non vivants, issus des règnes animal, végétal ou microbien au sens large des termes, y compris bactéries, virus, parasites, mycètes et toxines. Pour un usage militaire, aucun de ces agents n'est véritablement une nouveauté puisque, dès l'Antiquité, on a tenté d'empoisonner son adversaire.

En théorie, plusieurs centaines de micro-organismes peuvent devenir des ABO, mais peu nombreux, en réalité, sont les agents pathogènes suffisamment résistants, virulents, toxiques ou contrôlables par l'utilisateur pour constituer, après préparation et stockage, une capacité à attaquer une population et propager une épidémie. Les recherches des

laboratoires concernés ont porté sur les toxines botaniques, les endotoxines ou les toxines issues de plantes et d'animaux ; sur les virus (entérovirus, myxovirus et arbovirus) ou sur des mutants (qui sont des germes nouveaux dérivés des vaccins et des sérums habituels). Comme pour les agents chimiques, tous les moyens militaires (avions, canons et missiles) peuvent délivrer des ABO, d'autant qu'ils sont sous forme d'aérosols.

L'emploi de telles armes est aussi dangereux pour son détenteur que pour l'adversaire qui serait menacé par elles. En 1989, dix pays dans le monde ont été identifiés comme étant capables d'en produire, au point d'être contrôlés par l'utilisateur pour conserver, après préparation et stockage, une capacité à attaquer une population et propager une épidémie. Les recherches des

## Bagdad et des groupes palestiniens brandissent de nouvelles menaces

L'Irak a de nouveau menacé, vendredi 28 septembre, de mettre la région à feu et à sang en cas de guerre, tandis que le chef d'un groupe palestinien a agité le spectre du terrorisme. Le journal gouvernemental irakien *El Jomhuriya* a ainsi mis en garde les Etats-Unis contre « l'incendie qui s'annonce » et affirmé que Bagdad porterait le combat sur plusieurs théâtres d'opération si la guerre éclate dans le Golfe.

« L'Irak ne fera pas de son territoire le seul théâtre des combats contre l'ennemi, mais portera le combat en plus d'un endroit », assure le journal, qui réitère les menaces irakiennes précédemment faites contre Israël et les Etats pétroliers du Golfe : « L'incendie dévorera tous les puits de pétrole, ainsi que l'entité sioniste et les agents américains dans la région ».

De son côté, Aboul Abbas, le chef du Front de libération de la Palestine (FLP), a menacé de déclencher des raids « terroristes » dans le monde entier si les Américains ou leurs alliés déployés dans le Golfe attaquaient des avions irakiens. « Toute agression terroriste lancée par l'Amérique et ses alliés contre des avions irakiens ou que ce soit entrainera une réaction similaire dans le monde entier et à plus grande échelle », a-t-il déclaré. Les propos d'Aboul Abbas, qui réside à Bagdad et avait organisé la prise d'otages sur le paquebot italien *Achille-Lauro* en 1985 en Méditerranée, ont été rapportés par l'agence irakienne INA, qui a fait état d'une entrevue du chef palestinien avec un haut responsable irakien, M. Taha Yassin Ramadan.

Enfin, un autre leader palestinien, Nayer Hawatmeh, secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), a accusé les Etats-Unis de conduire le Proche-Orient à la guerre et a dit que celle-ci éclaterait en octobre. « La guerre n'a pas commencé parce que les Américains n'ont pas terminé leurs préparatifs », a-t-il déclaré. Selon des informations, ces préparatifs seront terminés au cours de la seconde quinzaine d'octobre », a-t-il ajouté, estimant que la guerre commencerait « entre la mi-octobre et début novembre ». - (Reuters.)

## Arrivée à Yanbu des premiers légionnaires

Les premiers éléments du 2<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie, basé normalement à Nîmes (Gard), devaient arriver, samedi 29 septembre, dans le port saoudien de Yanbu à bord du premier des onze navires civils affectés par le ministère de la défense pour acheminer le dispositif « Daguet ». Ces légionnaires ont fait partie des 4 200 hommes que la France a prévu de déployer à King Khalid Military City, à proximité de la ville de Hafar-al-Batin, face à la frontière du Koweït.

Dans la même journée, doivent également arriver à Yanbu des détachements du 21<sup>e</sup> régiment d'infante-

rie de marine, stationné à Fréjus (Var). Les derniers bateaux français, avec d'autres renforts, sont attendus à Yanbu lundi 1<sup>er</sup> octobre. La trentaine d'avions (des Mirage 2000, F-1 et des Jaguar avec leurs ravitailleurs) regroupés à Istres (Bouches-du-Rhône) ne devraient pas arriver avant le milieu de la semaine prochaine.

C'est par la route que les éléments blindés français et l'infanterie motorisée devraient rallier Yanbu à Hafar-al-Batin, soit un trajet de 1 000 kilomètres en trois jours.

Selon le porte-parole du Quai d'Orsay

## Le gouvernement va prendre des mesures pour assurer la protection sociale des otages français

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué, vendredi 28 septembre, que le gouvernement devrait prendre, dans les prochains jours, des dispositions pour permettre aux Français retenus en Irak et au Koweït, de conserver une protection sociale, un emploi et des ressources.

Il s'agit de « veiller à ce que personne ne passe au travers des mailles du filet », a précisé le porte-

parole du Quai d'Orsay. Le gouvernement envisage, notamment, la création d'un fonds, réclamé par le CNPF, qui serait alimenté par des crédits émanant du ministère du travail, des partenaires sociaux (UNEDIC), des entreprises et du fonds d'indemnisation des victimes d'attentat.

Les trésoriers payeurs généraux devraient débloquer des aides aux entreprises en difficulté, tandis que

les inspecteurs du travail redoubleront de vigilance en matière de licenciements, certains ressortissants retenus ayant d'ores et déjà vu leur contrat de travail suspendu.

Les salariés des entreprises, en dépôt de bilan à cause du Golfe, devraient, en outre, bénéficier d'une procédure de licenciement pour raisons économiques.

## Les sociétés d'assistance sont inquiètes

Les rapatriements sanitaires du Proche-Orient sont devenus la bête noire des sociétés d'assistance. D'Europ Assistance à Mondial Assistance en passant par la GESA, on se dit quelque peu effrayé par les notes présentées par les compagnies d'aviation privées pour procéder à des évacuations d'urgence à l'est du territoire saoudien.

Les coûts d'affrètement s'envoient depuis le 2 août sous l'effet conjugué de la flambée du prix du kérosène et des surcoûts pour risque de guerre réclamés par les compagnies d'assurances. Ces hausses, souvent répercutées en grande partie par les assureurs, font frémir les sociétés d'assistance liées à leur clientèle d'entreprises par des contrats conclus à l'année et qu'elles ne peuvent donc renégocier.

La compagnie suisse d'aviation privée Aero Leasing, l'un des grands spécialistes de l'évacuation sanitaire, très sollicitée pour aller au Proche-Orient (le pavillon helvétique offrant

avantagé de sécurité dans la région) a fait ses comptes. Pour Chypre et la Turquie ses assureurs lui réclament une surprime représentant 0,0006 % de la valeur de l'avion. Ce pourcentage passe à 0,014 % pour Bahrein, les Emirats, le Qatar, Oman et l'Egypte. La Syrie est gratifiée d'un taux de 0,023 %, l'Arabie saoudite et la Jordanie d'un coefficient maximum de 0,058 %.

Pour un avion de type Falcon 20, pouvant transporter une dizaine de passagers et du matériel médical, la surprime varie ainsi de 3 700 à 36 300 francs. Ce barème est renégocié toutes les quarante-huit heures en fonction des événements. Une compagnie qui a procédé il y a quelques jours à une intervention sanitaire d'urgence au Caïre a dû payer 5 650 francs suisse (environ 22 600 francs) de charges supplémentaires pour cause de surcoûts d'assurance et de hausse du carburant. Ces frais ont été quasiment intégralement refacturés à l'organisme d'assis-

tance affrété. Beate que, même à des tarifs élevés, les avions sont plus faciles à assurer que les hommes. Les entreprises qui envoient des salariés en mission au Proche-Orient ne parviennent pas à se couvrir pour les frais de séjour qu'elles auraient à payer si leurs équipes demeuraient, pour une raison ou une autre, bloquées sur leur lieu de mission. De telles formules n'existent pas. Et visiblement les assureurs ne sont pas pressés de les mettre en place.

Ce vide a provoqué une assez vive émotion à la Sofresid, société française d'ingénierie, qui a expédié la semaine dernière cinq techniciens et ingénieurs sur une plate-forme pétrolière au large des côtes irakiennes. Le président de la Sofresid a dû s'expliquer jeudi devant le comité d'entreprise. Et garantir aux représentants du personnel que les frais seraient pris en charge par sa société en cas de séjour prolongé de ses salariés. C. M.

## Israël en état d'alerte pour le Yom Kippour

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Peut-être est-ce l'effet du Yom Kippour - célébré samedi 29 septembre - et de l'inévitable souvenir de la guerre d'octobre 1973 qui l'accompagne, mais, à Jérusalem, la presse était ces dernières vingt-quatre heures encore un peu plus alarmiste qu'à l'accoutumée.

Ce sentiment est partagé par certains milieux officiels qui se fondent sur l'analyse des derniers gestes et déclarations du dirigeant irakien. Ils témoigneraient d'une nervosité croissante à Bagdad, où l'on commencerait, selon ces sources, à réaliser que la position de l'Irak va rapidement devenir intenable : sanctions économiques accrues avec l'embargo aérien, solidité de l'alliance diplomatique forgée par les Etats-Unis, renforcement constant du dispositif militaire en Arabie saoudite, etc. Contrairement à ce qui est souvent dit, le président Saddam Hussein, écrit le très informé correspondant militaire du *Yedioth Aharonot*, peut parfaitement juger que le temps ne travaille pas pour lui et commettre un acte de désespoir sous forme « d'attaque préventive ». D'où la position des milieux officiels israéliens, qui répètent qu'ils prennent « très au sérieux » et au pied de la lettre les menaces de Saddam Hussein de s'en prendre à l'Etat hébreu au cas où l'Irak serait économiquement « étranglé ».

Ce n'est pas non plus par hasard si ces mêmes dirigeants ont tenu à faire

savoir cette semaine que les Etats-Unis se sont engagés à venir à l'aide d'Israël s'il devait être attaqué par l'Irak. A en croire la presse israélienne, pareil engagement a été formulé lors des entretiens que le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a eus mercredi à New-York avec le secrétaire d'Etat, M. James Baker. Le *New York Times* et le *Washington Post* vont plus loin et affirment que les Etats-Unis « interviendront » aux côtés d'Israël dans cette hypothèse.

S'ils confirment volontiers un « état d'alerte » militaire avancé, les Israéliens restent éminemment discrets sur les mesures et précautions qu'ils ont prises. On qualifie de totalement fiables les informations de la presse étrangère avançant que quelque 55 000 réservistes de l'armée de l'air auraient été mobilisés. Mais on ne démentait pas une rumeur selon laquelle des mesures de défense civile pourraient être très prochainement appliquées. L'affaire est délicate car le gouvernement ne veut envoyer aucun signal erroné au régime irakien et, surtout, ne lui fournir « aucun alibi ».

Si le président irakien est tenté par l'agression, soulignent les milieux bien informés, il doit savoir qu'Israël se réserve une marge d'interprétation dans ce qu'il considèrera comme le franchissement d'une « ligne rouge ».

ALAIN FRACHON

هكذا من الأصل



## LA CRISE DU GOLFE

Polémique aux Etats-Unis  
entre deux journalistes vedettesCelui qui veut la guerre  
et celui qui ne la veut pasDeux journalistes new-yorkais s'affrontent à propos du conflit du Golfe. Un commentateur prestigieux de la télévision, Buchanan, accuse un éditeur du *New York Times* et plusieurs de ses confrères juifs de pousser à la guerre contre l'Irak, par amour pour Israël.

WASHINGTON

correspondance

Rosenthal contre Buchanan... Il ne s'agit pas d'un match de boxe, encore que l'affrontement entre ces deux journalistes connus a pris la dimension d'un pugilat verbal où les adversaires ont témoigné de leurs qualités de pugilistes. Mais, aux yeux d'un arbitre impartial, les coups échangés pourraient les disqualifier l'un et l'autre.

Rosenthal, ancien rédacteur en chef du *New York Times*, aujourd'hui un de ses commentateurs attitrés, a déclenché la bagarre. Il a accusé d'antisémitisme Buchanan, commentateur très recherché et très bien payé de la télévision. A cet effet, il a cité les propos de Buchanan dans un débat télévisé : « Deux groupes seulement battent du tambour pour la guerre : le ministre de la défense d'Israël et ses amis béli-béli-oui-oui des Etats-Unis (...) Les Israéliens veulent cette guerre pour que nous détruisions la machine de guerre irakienne. Nos relations avec les Arabes ne les intéressent pas ».

En outre, dans un article, Buchanan avait dénoncé cinq personnalités - dont Rosenthal - poussant à la guerre, toutes juives. Rosenthal n'a pas eu de mal à trouver dans les propos et écrits antérieurs de Buchanan de quoi justifier son accusation. Buchanan, en effet, a toujours minimisé l'horreur de l'Holocauste, et qualifié le Camp de la mort d'« territoire occupé par Israël ». Il se défend pourtant d'être antisémite. Croisé agressif de l'extrême droite du Parti républicain, il a travaillé pour M. Nixon, qu'il a défendu jusqu'au bout malgré le « Watergate ». D'origine irlandaise, et catholique militant, il estime que « l'antisémitisme » est « l'antisémitisme » des intellectuels. Il est un grand pourfendeur des démocrates libéraux, qu'il traite parfois de « sympathisants communistes », ainsi que des homosexuels et de tous ceux qui veulent « déchristianiser » le

## « Messenger personnel d'Israël »

Hier, il avait approuvé M. Reagan pour être intervenu à la Grenade et à Panama. Aujourd'hui, il se déclare contre l'intervention militaire dans le Golfe et est devenu, en quelque sorte, le défenseur d'un certain isolationisme qu'il qualifie d'« américanisme ».

Buchanan a repris à son compte l'opinion de l'hebdomadaire de gauche *Nation*, qualifiant Rosenthal de « messenger personnel d'Israël au New York Times ». Il est vrai que, dans ses éditoriaux, Rosenthal a tendance à juger les événements à travers le prisme israélien. Il est vrai également que les commentateurs juifs connus, comme Sefire, Krauthammer, Zucherman, sont des apologistes d'une destruction rapide de l'appareil militaire irakien et de ses chefs. Ils rejoignent ainsi les personnalités comme Henry Kissinger, recommandant pudiquement un bombardement « chirurgical » de l'Irak. Buchanan avait le droit de dénoncer les va-et-vient de la guerre, toutes juives. Rosenthal n'a pas eu de mal à trouver dans les propos et écrits antérieurs de Buchanan de quoi justifier son accusation. Buchanan, en effet, a toujours minimisé l'horreur de l'Holocauste, et qualifié le Camp de la mort d'« territoire occupé par Israël ». Il se défend pourtant d'être antisémite. Croisé agressif de l'extrême droite du Parti républicain, il a travaillé pour M. Nixon, qu'il a défendu jusqu'au bout malgré le « Watergate ». D'origine irlandaise, et catholique militant, il estime que « l'antisémitisme » est « l'antisémitisme » des intellectuels. Il est un grand pourfendeur des démocrates libéraux, qu'il traite parfois de « sympathisants communistes », ainsi que des homosexuels et de tous ceux qui veulent « déchristianiser » le

HENRI PIERRE

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Dans un litige opposant les sociétés YVES SAINT LAURENT PARFUMS et YVES SAINT LAURENT INTERNATIONAL B.V. à la COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS D'ORIGINE C.F.P.O. S.A. et à la société JUGUETES MIRA S.A., le Tribunal de Grande Instance de Paris, statuant contradictoirement, a rendu, en date du 10 janvier 1990, un jugement qui, dans ses principales dispositions :

Interdit à la société C.F.P.O. et à la société JUGUETES MIRA toute fabrication, offre en vente, exportation et/ou importation de jouets reproduisant la marque KOUROS et reproduisant la décoration des emballages des produits KOUROS et ce sous astreinte de 500 F par infraction constatée passé un délai de quinze jours de la signification du jugement.

Ordonne la publication du jugement dans trois journaux au choix des demandeurs et aux frais des défenderesses, sans que le coût total de ces insertions excède 20 000 F. Condamne la société YVES SAINT LAURENT INTERNATIONAL B.V. à la somme de 80 000 F en réparation de la contrefaçon de marque ;

à la société YVES SAINT LAURENT INTERNATIONAL B.V. la somme de 80 000 F en réparation de la contrefaçon artistique à titre de dommages-intérêts.

Dit irrecevable la demande en déchéance de la marque KOUROS.

Dit mal fondée la demande reconventionnelle en dommages-intérêts.

Condamne les sociétés défenderesses aux dépens qui comprendront le coût des constats d'écrit.

Les condamnés en sollicitum à payer à chacune des sociétés demanderesse la somme de 3 000 F en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure civile.

pcc M<sup>re</sup> Michel A. DANLOFF.

## EN BREF

Manifestation à Téhéran contre la présence des forces étrangères dans le Golfe. Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé, vendredi 28 septembre, à Téhéran, « l'agression de l'Irak contre le Koweït et la présence des forces étrangères sur les Lieux saints de l'Islam en Arabie Saoudite ». Les manifestants, nettement moins nombreux que par le passé, ont brandi des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Le golfe Persique est la base de l'Islam, et dans cette région, il n'y a pas de place pour l'Amérique ».

L'URSS et Bahreïn rétablissent leurs relations diplomatiques. - L'Union soviétique a rétabli vendredi 28 septembre ses relations diplomatiques avec l'émirat de Bahreïn, seul Etat de la région du Golfe avec lequel Moscou était encore sans liens officiels. Les deux Etats disent notamment partager le souci de défendre la sécurité régionale et internationale, allusion apparente à la crise du Golfe. L'URSS a récemment rétabli ses relations avec l'Arabie saoudite après cinquante-deux ans de rupture.

L'Iran et la Mauritanie renouent. - La Mauritanie et l'Iran ont décidé vendredi 28 septembre de rétablir leurs relations diplomatiques, interrompues depuis 1987. Ce rétablissement, qui prend effet immédiatement, a été décidé à la suite de deux entretiens entre les chefs de diplomatie iranienne et mauritanienne présents à New-York pour l'Assemblée générale de l'ONU.

## EUROPE

## RFA : un entretien avec M. Oskar Lafontaine

« La social-démocratie est la plus apte à résister à l'arrogance nationaliste »

Le Parti social démocrate qui a réuni, jeudi 27 septembre, ses branches de RFA et de RDA a investi, vendredi 28 septembre, M. Oskar Lafontaine comme candidat chancelier contre M. Helmut Kohl pour les élections générales prévues le 2 décembre. Agé de quarante-sept ans, M. Lafontaine a recueilli, lors d'un vote à bulletins secrets, 470 voix sur les 482 suffrages exprimés.

BERLIN

de notre envoyé spécial

De l'attente du 25 mars dernier où une déséquilibrée lui plongea un couteau dans la gorge, M. Oskar Lafontaine ne garde qu'une longue et mince cicatrice sur le cou et, nous dit-il, « quelques problèmes de cordes vocales ». Le timbre de la voix du candidat chancelier SPD est de fait plus rauque, plus assourdi, comme s'il sortait tout juste d'un bon rhume.

Pour le reste, et en dépit des pronostics très défavorables des sondages, il fait montre de sa combativité et de son assurance habituelle. « J'ai souvent été battu sur les sondages mais j'ai toujours gagné les élections auxquelles je me suis présenté, affirme-t-il : « Je remporterai les élections au Bundestag comme les autres en proposant une alternative claire à la politique du gouvernement actuel ».

M. Lafontaine s'attend à une campagne très dure car, dit-il, « les partis conservateurs sont souvent tentés, du fait de leurs structures internes, d'utiliser la diffusion au cours des campagnes électorales. Dans le passé, Willy Brandt en a fait l'expérience, mais comptez sur moi pour trouver les ripostes appropriées ».

Pour l'instant, il fait porter sa principale critique de l'action du chancelier sur « l'erreur capitale » commise, selon lui, par M. Helmut Kohl en introduisant le 1<sup>er</sup> juillet dernier le deuschkemark en RDA au cours d'un contre un. « Le résultat, c'est que l'on assiste à un boom de l'économie ouest-allemande et à l'écroulement de l'économie est-allemande. En conséquence, l'endettement de l'Etat s'accroît de manière gigantesque. Les coûts sociaux de cette manœuvre des deux seront dix fois plus élevés que le gouvernement de Bonn ne l'a annoncé ».

## Dégradation des relations franco-allemandes

A ses yeux, ce choix gouvernemental a d'autres inconvénients, en particulier pour la construction européenne. « Je regrette que les conséquences de cette erreur soient

mises en avant par le gouvernement pour ralentir l'union économique et monétaire au sein de la CEE. Je ne partage pas cette analyse ».

Autre erreur cruciale du chancelier qu'il va s'attacher à rendre évidente aux yeux des électeurs, c'est d'avoir promis que le sort des gens de la RDA sera meilleur pour beaucoup et ne sera moins bon pour personne et que, de surcroît, personne ne devra renoncer à quoi que ce soit en RFA. L'estime que les 100 milliards de deutschemarks par an. Dans ces conditions, le chancelier aurait dû en homme d'Etat responsable s'il avait dit aux habitants de la RDA qu'ils allaient au devant de temps difficiles et à ceux de la RFA qu'ils auraient des sacrifices à consentir. Ne craint-il pas, en tenant un tel discours, de subir le sort peu enviable des messages de mauvaises nouvelles ? « J'ai remporté six élections en disant toujours la vérité, même lorsque celle-ci était impopulaire », rétorque-t-il.

M. Lafontaine constate par ailleurs que la politique du chancelier a eu des conséquences néfastes sur les relations franco-allemandes. « En dépit de ce qu'écrit la presse conservatrice chez nous, j'ai le sentiment, et je suis un connaisseur intime de la politique française, que ces relations se sont effectivement dégradées et je le déplore. On aurait dû rechercher une concertation beaucoup plus étroite

dans le cadre de la processus d'unification. Les plus grands dommages ont été causés par la longue hésitation du chancelier à reconnaître la frontière occidentale de la Pologne ».

S'il était élu chancelier, M. Oskar Lafontaine demanderait le maintien des troupes françaises en Allemagne. « Dans ce domaine, je suis favorable à la mise en œuvre sur le long terme des décisions du sommet de Londres de l'OTAN où l'on a utilisé pour la première fois le concept de forces armées multinationales. Ce que nous avons fait avec la brigade franco-allemande ne doit pas être contrecarré par une approche trop exclusivement nationale des questions de défense et de sécurité ».

## Stopper les exportations d'armes

Il demeure néanmoins réticent à l'idée d'engager dans l'avenir la Bundeswehr dans des actions internationales du type de celle actuellement en cours dans le Golfe. « C'est une chose que d'envoyer la Légion étrangère française ou les soldats professionnels de l'US Army dans la région du Golfe : c'est une autre que d'engager des appels non volontaires comme ceux de la Bundeswehr. Avant de procéder à une réforme de la Constitution allemande sur ce point, on doit éclaircir ce genre de questions. Ce qui est plus important pour nous actuelle-

ment, c'est de stopper la politique d'exportation d'armes du gouvernement Kohl. C'est une perversion, à mes yeux, que de livrer d'abord des gaz de combat à l'Irak et ensuite des masques à gaz pour s'en protéger à l'Arabie saoudite ! »

Après avoir longtemps hésité, M. Lafontaine accepte aujourd'hui cette nouvelle Allemagne qui « a tiré un trait non pas sur le passé - on ne peut tirer un trait sur Auschwitz - mais sur la situation juridique de souveraineté limitée qui en résultait ». Il est cependant conscient qu'un danger de dérive nationaliste reste toujours latent en Allemagne et estime en conséquence que « la social-démocratie allemande est la force politique la plus apte dans ce pays, son histoire le prouve, à opposer une résistance à l'arrogance nationaliste. Pour l'avenir, il faut que nous essayions de répondre à l'europhobie de la politique soviétique initiée par Mikhaïl Gorbatchev en faisant participer les pays d'Europe de l'Est au processus d'intégration européenne sur le plan économique, celui de la sécurité et celui de la culture. Les voisins et partenaires de l'Allemagne doivent savoir que le SPD s'est toujours prononcé pour les Etats-Unis d'Europe, l'Europe des régions dans une structure fédérative ».

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

## RDA : démission d'un ministre

## L'hydre de la Stasi

BERLIN

de notre correspondant

La nouvelle Allemagne va recevoir dans sa corbeille de mariée un legs bien encombrant. C'est à elle qu'incombent désormais la tâche délicate de résoudre le problème de la collaboration dans l'ex-RDA avec l'ancienne police politique est-allemande, la Stasi. Pendant ses sept mois d'existence, le premier et dernier Parlement librement élu de l'Allemagne de l'Est aura traité ce fardeau sans parvenir à trouver de solution.

La dernière séance du Parlement, vendredi 28 septembre, à Berlin-Est, s'est achevée dans le malaise. Il aura fallu attendre la dernière heure pour que la commission chargée, après les élections du 18 mars de combler le passé des nouveaux députés, soit en mesure de publier ses conclusions et les noms des députés coupables ou

suspects de collaboration. Cinq-vingt-sept figures sur la liste. La commission a recommandé la démission de quinze d'entre eux, dont trois ministres. Une partie de ces noms avaient déjà filtré les semaines précédentes en raison des efforts des députés de Neues Forum pour que le Parlement n'entretienne pas purement et simplement l'affaire et que tout soit débattu au grand jour.

Les directions des partis chrétiens-démocrates, libéraux et du PDS (ex-communistes), sont finalement parvenues à obtenir que la liste soit rendue publique en session fermée à la presse et au public. Cette décision avait été vivement contestée par les députés de Neues Forum qui, pour empêcher le manœuvre, sont allés jusqu'à occuper pacifiquement le parchoir de l'Assemblée. Avant que le Parlement ne se réunisse à huis clos, plusieurs députés et ministres dont les noms

avaient déjà été cités ont tenu à se justifier devant leurs pairs, face aux caméras de télévision. Dans un geste dramatique, le jeune ministre libéral de la construction, M. Axel Vietheger, a remis sa démission après avoir plaidé non coupable. Il avait été, sous le régime communiste, conseiller municipal de Dresde chargé de l'énergie et, à ce titre, a-t-il indiqué, il avait eu des rapports à faire à la Stasi sur la situation dans son secteur. Deux autres députés ont été démissionnés en se défendant des accusations portées contre eux.

Avant de se séparer, le Parlement a confirmé la liste des cent quarante-quatre députés qui le représenteront à partir du 3 octobre dans le nouveau Parlement de l'Allemagne unifiée. C'est désormais à lui que revient la tâche de s'occuper de vérifier les états de service de chacun d'entre eux.

HENRI DE BRESSON

## YUGOSLAVIE

## La Serbie s'est dotée d'une nouvelle Constitution

Par deux cent soixante-quatre voix contre six, le Parlement de Belgrade a voté, vendredi 28 septembre, la nouvelle Constitution de la République de Serbie. Celle-ci n'est pas « socialiste » et devient « l'Etat démocratique de tous les citoyens qui y vivent » et « un Etat uni et souverain sur tout son territoire ».

BELGRADE

de notre correspondant

La Serbie, seule des six Républiques de la fédération yougoslave à avoir deux provinces autonomes (Voïvodine et Kosovo) se considérait depuis longtemps « désintégrée ». La promulgation de la Constitution lui permet de réintégrer définitivement ces deux régions, tout en leur laissant une certaine autonomie économique et culturelle. Cette modification approuvée aussi par la

ALBANIE : M. Ramiz Alia s'en prend vivement à la Serbie. - Le président albanais, M. Ramiz Alia, s'est attaqué vivement, vendredi 28 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU, aux autorités serbes. « L'un des problèmes les plus graves dans les Balkans concerne les Albanais en Yougoslavie envers lesquels le gouvernement de Serbie mène une politique manifeste de génocide (...) Les Albanais (du Kosovo) exigent la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination » a-t-il dit. Le président yougoslave, M. Borisav Jovic, a dénoncé en retour « cette attaque flagrante contre l'intégrité territoriale et la souveraineté » de la Yougoslavie. - (Reuters.)

grande majorité des partis d'opposition serbes, vise à mettre un terme aux « prétentions sécessionnistes » de la communauté albanaise qui peuple à 90 % le Kosovo. Pour contrer ce « séparatisme », le pouvoir central serbe avait dissous le 5 juillet le Parlement et révoqué le gouvernement local.

L'Union démocratique du Kosovo, principal parti d'opposition des Albanais de souche, a annoncé que cette Constitution était « illégale et illégitime » et qu'il ne pouvait la considérer que « comme celle d'un Etat étranger ».

L'opposition serbe, qui a milité plusieurs mois pour la tenue d'élections libres et la formation d'une Assemblée constituante, devra se réjouir de voir que la version finale de la Constitution reprend à son compte plusieurs de ces points. L'opposition nationaliste lui reprochera peut-être de mettre en valeur le citoyen et non la nation serbe ; de choisir comme langue officielle le serbo-croate et non le serbe. Toutefois, les critiques les plus fréquentes concernent les trop grands pouvoirs du chef de l'Etat et l'expression de la « propriété sociale », forme de pro-

priété défendue par le Parti socialiste serbe (ex-communiste) et considérée comme révolue par les autres et d'ailleurs condamnée à disparaître selon le programme fédéral de réformes économiques.

Le Parlement de Serbie a également fixé au 9 décembre la date des élections législatives et présidentielles, premier scrutin libre depuis la seconde guerre mondiale. Reste à savoir si l'opposition serbe acceptera les modalités de ces élections ou si elle les boycottera comme elle l'avait annoncé.

FLORENCE HARTMANN

## GRANDE-BRETAGNE

## La criminalité a augmenté de 17 % en un an

LONDRES

de notre correspondant

Les statistiques publiées, mercredi 26 septembre, par le ministère de l'Intérieur broient quelque peu l'image traditionnelle des conservateurs, défenseurs de la loi et de l'ordre. Le nombre des crimes graves et des délits a en effet augmenté de 17 % ce printemps par rapport à l'an dernier. Il s'agit de statistiques méticuleuses, portant sur le deuxième trimestre de cette année, comparées à celles de la même période de 1989.

La police publie ces chiffres chaque trimestre, et seuls les spécialistes y prêtent d'habitude attention. Mais il était difficile de ne pas remarquer l'augmentation la plus importante de la criminalité enregistrée depuis que le Home Office procède à ce bilan, c'est-à-dire depuis... l'an de grâce

1857. Victoria régnait et Sherlock Holmes n'existait pas encore puisque Sir Arthur Conan Doyle ne devait naître que deux ans plus tard.

L'augmentation est de 17 % pour l'ensemble du Royaume-Uni, mais de 13 % seulement pour l'Angleterre et le Pays de Galles. Les Ecosais et les Irlandais du Nord sont donc davantage touchés par cette augmentation de la criminalité. Les statistiques détaillées ne concernent, pour des raisons connues seulement des intéressés, que les Anglais et les Gallois. Les vols ont augmenté de 13 %, les cambriolages de 14 % et le vandalisme de 12 %. Les crimes de sang et les viols ont progressé dans une moindre proportion.

Si l'on prend en référence la période juin 1989-juin 1990, le total est de 4,2 millions de délits, ce qui constitue un record historique absolu.

L'immense majorité d'entre eux (94 %) concernent les biens et non les personnes. Les coups et blessures, violences diverses, crimes de sang, attentats à la pudeur et viols se sont élevés à 244 000, soit les 6 % restants.

Ce sont donc les vols et les cambriolages qui forment l'essentiel de cette progression sans précédent de la criminalité au Royaume-Uni. *The Independent* invite cependant à garder le sens des proportions. Ce quotidien estime, comme M<sup>re</sup> Thatcher, que de nombreux cambriolages sont provoqués par la non-observation de précautions élémentaires telles que de fermer sa porte à clé. *The Independent* rappelle également qu'on court en moyenne autant de risques d'être cambriolé en Grande-Bretagne que dans un autre pays européen, mais plutôt moins d'y être attaqué en pleine rue.

DOMINIQUE DHOMBRES

هكذا من الأصل



051 111 111

# kar Lafontaine

## rogance nationaliste

ment, c'est de stopper la politique d'exportation d'armes du gouvernement Kohl. C'est une perversion, à mes yeux, que de livrer d'abord des gaz de combat à l'Irak et ensuite des masques à gaz pour s'en protéger à l'Arabie saoudite !

Après avoir longtemps hésité, M. Lafontaine accepte aujourd'hui cette nouvelle Allemagne qui a tiré son fruit non pas sur le passé - on ne peut tirer un trait sur Auschwitz - mais sur la situation présente de souveraineté limitée qui en résulte. Il est cependant conscient qu'un danger de dérive nationaliste reste toujours latent en Allemagne et estime en conséquence que la social-démocratie allemande est la force politique la plus apte dans ce pays, son histoire le prouve, à opposer une résistance à l'arrogance nationaliste. Pour l'avenir, il faut que nous essayions de répondre à l'européanisation de la politique soulevée initialement par Mikhaïl Gorbatchev en faisant participer les pays d'Europe de l'Est au processus d'intégration européenne sur le plan économique, celui de la sécurité et celui de la culture. Les valeurs et principes de l'Allemagne doivent servir de modèle à l'Est d'Europe, l'Europe des États-Unis d'Europe, l'Europe des régions dans une structure fédérale.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

### Stasi

Univers déjà est prêt à se justifier devant leurs pairs face aux caméras de télévision. Dans un geste dramatique, le jeune ministre adjoint de la construction, M. Axel Meyer, a refusé la permission après avoir déclaré qu'il n'aurait pas été sous le régime communiste. Les membres du Bundestag ont applaudi et à ce stade, la Stasi a été déclarée responsable de la situation. Deux autres députés ont déclaré en se défendant qu'ils n'avaient pas été sous le régime communiste.

Avant de se séparer, le Bundestag a confirmé la loi des cent quarante-cinq députés qui la réprésentent à partir du 5 octobre dans le nouveau Bundestag d'Allemagne. M. Kohl a déclaré que les députés de la Stasi ne devaient pas occuper de postes de confiance de haut niveau de travail de haut niveau.

HENRI DE BRESSON

### onstitution

prise défensive par le Parti communiste. Les députés communistes ont déclaré qu'ils ne s'opposeraient pas à la loi de la Stasi, mais qu'ils s'opposeraient à la loi de la Stasi selon le programme futur de réformes constitutionnelles.

Le Bundestag de Berlin a également voté la loi de la Stasi. La loi de la Stasi a été votée par les députés communistes et les députés de la Stasi. La loi de la Stasi a été votée par les députés communistes et les députés de la Stasi.

FLORENCE HARTMANN

### 17 % en un an

L'immense majorité d'entre eux (94 %) concernent les biens et non les personnes. Les coups et blessures, violences diverses, crimes de sang, attentats à la bombe et vols se sont élevés à 744 000, soit les 6 % restants.

Ce sont donc les vols et les cambriolages qui forment l'essentiel de cette progression sans précédent de la criminalité au Royaume-Uni. The Independent n'a cependant pas gardé le sens des proportions. Ce quotidien estime, comme M. Thatcher, que de nombreux cambriolages sont provoqués par la non-observation de précautions élémentaires telles que de fermer la porte à clé. The Independent rappelle également qu'on court en moyenne autant de risques d'être cambriolé en Grande-Bretagne que dans un autre pays européen, mais plutôt moins d'y être attaqué en pleine rue.

DOMINIQUE D'HOMBRES

# CHANGEMENT D'HEURE OU PAS. NOUS SOMMES OUVERTS EN PERMANENCE DANS LE MONDE ENTIER.



PARIS



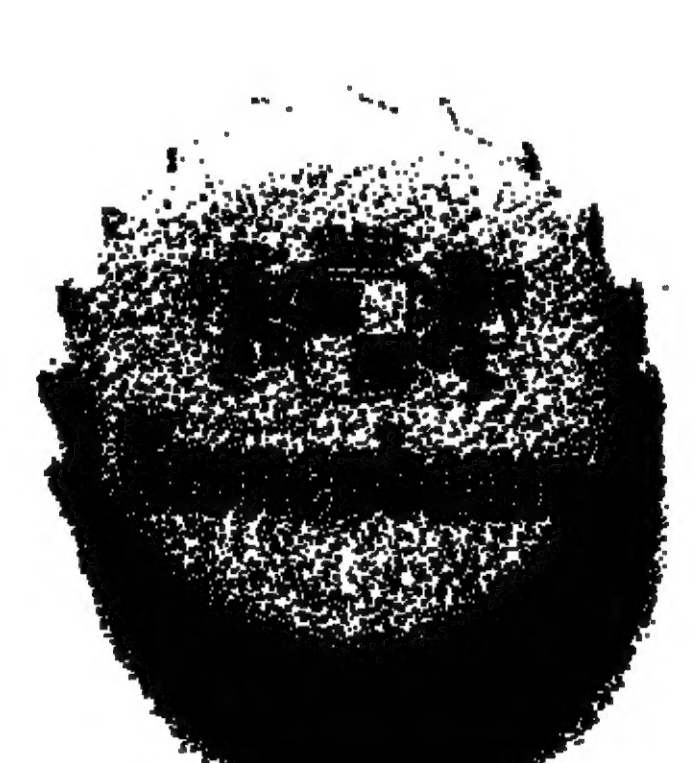
NEW-YORK



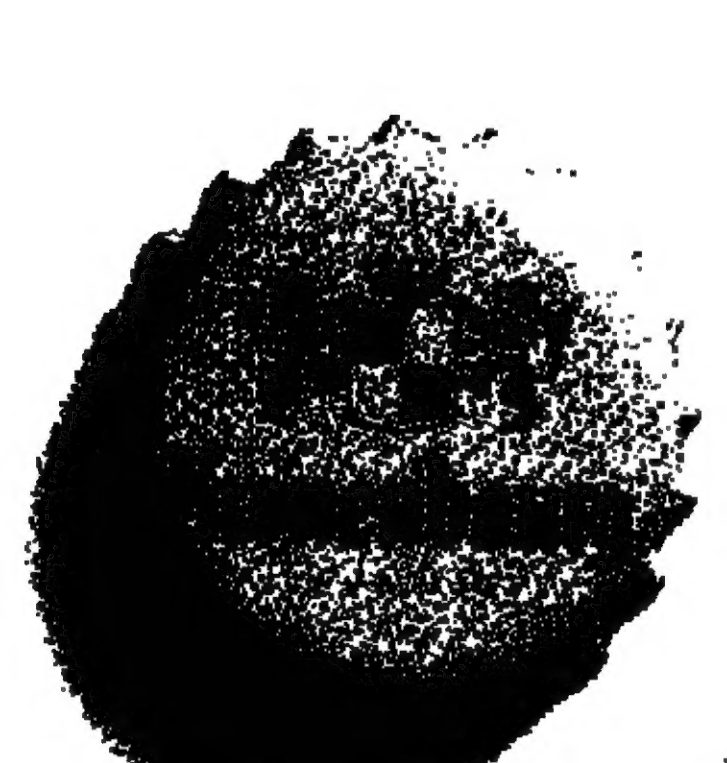
ROME



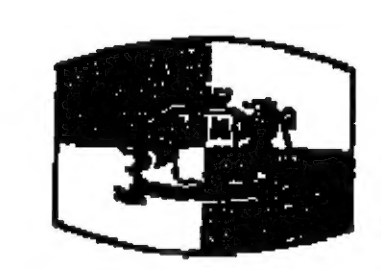
BARCELONE



SYDNEY



PÉKIN



KRONENBOURG.

BRASSONS NOS DIFFÉRENCES.

SACHEZ CONSOMMER AVEC MODÉRATION ET VOUS ABSTENIR AVANT DE CONDUIRE.



## ASIE

INDE : les violences contre les emplois réservés

## Les paysans et des « éléments incontrôlés » rejoignent les étudiants

Jour après jour, les violentes manifestations déclenchées il y a un mois et demi contre le projet du gouvernement sur les emplois réservés prennent de l'ampleur, et le bilan des victimes s'alourdit.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Judi 27 et vendredi 28 septembre, environ vingt-cinq personnes ont été tuées lors d'affrontements avec les forces de l'ordre, le nombre des blessés restant incertain. Alors que le gouvernement avait adopté une attitude mesurée au début de la crise, évitant les provocations policières et laissant le champ libre aux manifestants, les forces para-militaires ont reçu des consignes de fermeté et n'hésitent plus à tirer sur la foule. Il est vrai que, de leur côté, les manifestants se livrent à une escalade de la violence, s'en prenant aux symboles de l'autorité de l'Etat (véhicules de police, autobus, postes de police, etc.).

Depuis mercredi, les étudiants et écoliers ont été rejoints par des « éléments incontrôlés », qui, profitant de la déliquescence de la situation, se livrent à des destructions et au pillage. A New-Delhi, les troubles, qui étaient concentrés dans le sud de la capitale, se sont déplacés au nord et à l'est.

## Grèves générales

Pour la première fois, un officier de police a été tué par balles, à la suite d'un tir vers des rangs des manifestants. Les barrages sur les routes se multiplient, notamment depuis que les paysans ont commencé à mettre à exécution leur menace de procéder à un « siège » de la capitale, en interdisant l'acheminement de denrées de base.

La tension était un peu retombée vendredi, à Delhi, à la veille de l'importante fête hindoue de Dussehra.

JAPON : vers la normalisation avec Pyongyang

## Tokyo promet excuses et dédommagements à la Corée du Nord

TOKYO

de notre correspondant

Dans une déclaration commune signée, vendredi 28 septembre, à l'issue de la visite à Pyongyang de la délégation japonaise conduite par M. Shin Kanemaru, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et le Japon sont convenus que ce dernier doit présenter ses excuses à la Corée du Nord et la dédommager non seulement pour la période de colonisation nipponne de la péninsule (1910-1945) mais aussi pour les « pertes subies par le peuple coréen » au cours des quarante-cinq années qui ont suivi, en raison de l'hostilité manifestée par le Japon à l'égard de la RPDC.

Ce premier point d'une déclaration commune, si laborieusement négociée qu'elle obligea la délégation japonaise à retarder d'une demi-journée son retour à Tokyo, suscite déjà des commentaires

négligés dans la presse japonaise. Elle ne manquera pas de soulever des problèmes avec Séoul qui estime que la RPDC bénéficie d'un traitement privilégié (la Corée du Sud a obtenu des dédommagements du Japon pour la période de colonisation).

Les deux parties ont d'autre part confirmé, dans la déclaration commune, leur intention d'entamer des négociations en vue de normaliser les relations entre les deux pays, qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques, dès le mois de novembre prochain (le Monde du 29 septembre).

Les deux parties ont décidé d'ouvrir une ligne aérienne régulière directe entre Pyongyang et Tokyo; les Japonais ont en outre accepté de mettre à la disposition de la RPDC leurs satellites de télécommunication.

PHILIPPE PONS

CHINE : une première

## Un étudiant a pu changer de sexe

PÉKIN

de notre correspondant

Qui a dit que le communisme chinois réprimait les déviances sexuelles ? L'agence officielle Chine nouvelle a annoncé, non sans fierté, l'existence du premier transsexuel connu en République populaire. Qin Huirong, un étudiant de Shanghai âgé de vingt-sept ans, qui a subi les 25 juillet et 10 août derniers deux interventions chirurgicales « réussies » visant à le transformer en femme.

Selon le chirurgien qui a opéré, le changement de sexe était devenu la seule solution pour Qin, qui, se sentant femme depuis sa puberté, en était arrivé à mutiler ses organes génitaux et risquait de

mourir. Tout au moins, dit-il, l'homme de sciences, Qin « aurait pu perdre sa faculté de travailler », hypothèse justifiant de toute évidence qu'on mit en œuvre les grands moyens.

L'agence de presse gouvernementale annonce que M. Qin est désormais physiquement et psychologiquement à l'aise en dépit « de problèmes avec la tonalité de sa voix ». On recherche maintenant « un gentleman (sic) ayant reçu une éducation supérieure pour épouser ». Qin admet le fait qu'elle ne peut pas porter d'enfant, prend tout de même la peine d'ajouter Chine nouvelle, « mais se promet d'en adopter un ».

F. D.

## DIPLOMATIE

Une réunion de l'UNESCO à Téhéran

## Les chercheurs iraniens souhaitent rallier la communauté scientifique mondiale

Le comité international de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, chargé du projet « Routes de la soie », s'est réuni du 22 au 27 septembre à Téhéran, puis à Meched (nord-est de l'Iran), à l'invitation des autorités iraniennes. Présidé par le sinologue français Vadime Elisseff, ce comité est responsable de la bonne marche scientifique du plus vaste projet culturel lancé par l'actuel directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor. Ce projet vise, par-delà les guerres et les rivalités, à ressusciter les potentialités artistiques, intellectuelles et spirituelles secrétées jadis en Asie par les voies commerciales, terrestres ou maritimes.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Alors que la Chine a finalement permis, l'été dernier, que se déroule, dans des parties reculées de son territoire, une expédition de reconnaissance archéologique et que seize importantes manifestations scientifiques ou culturelles vont avoir lieu, à partir du 23 octobre, de Venise à Oaska, dans différents ports de l'an-

cienne Route de la soie océanique, certains, à l'UNESCO, s'interrogeaient sur la volonté de la République islamique de s'impliquer dans un programme ne visant pas à mettre en valeur la seule civilisation musulmane mais tout un ensemble de cultures parmi lesquelles certaines ont un caractère historique avec l'Islam.

Or tant les contacts de M. Elisseff avec ceux de M. Doudon Dine (Sénégal), coordinateur de l'UNESCO pour les « Routes de la soie », ont montré que, même si quelques cercles iraniens restent méfiants, de plus en plus nombreux sont maintenant les responsables et les chercheurs manifestant sans ambages en Iran leur désir de renouer avec la communauté scientifique internationale pourvu que la spécificité musulmane de leur nation soit prise en considération.

## Sur les traces de Marco Polo

A Meched, chef-lieu du Khorasan et principale ville sainte chiite iranienne, l'ayatollah Abbas Tabassi, président de la Fondation Imam-Réza, a indiqué à la délégation de l'UNESCO que sa fondation était « prête à aider les institutions étrangères au service de la culture et de la science, domaines totalement pris en compte par l'Islam ». L'ayatollah Tabassi est proche de l'ayatollah Khamenei, guide suprême de l'Iran,

et la Fondation Imam-Réza, qui possède au Khorasan deux universités, deux musées, sept instituts, 400 000 hectares de terres et plusieurs entreprises, est la plus puissante institution culturelle privée du pays.

Grâce à cette fondation, les experts de l'UNESCO ont pu, en trois jours, de Nichapour à la frontière soviétique (environ 400 kilomètres), reconnaître sur le terrain une ancienne portion de la Route de la soie, celle qu'emprunta Marco Polo et qui est toujours jalonnée de caravansérails. La Perse fut jadis le point central de rencontre des routes terrestres de la soie et il aurait en effet été difficilement pensable que le programme de l'UNESCO continue sans une participation iranienne notable.

A Téhéran, les représentants de l'UNESCO étaient les invités de l'institut d'études et de recherches culturelles, dirigé par le professeur de persan, Mahmoud Bouroujerdi, qui est le beau-fils de feu l'imam Khomeiny. Ouvertement partisan, même pendant les années de complète rupture avec l'Occident, d'une coopération culturelle internationale, notamment avec la France (il y fit deux séjours aux plus importants des relations franco-iraniennes), M. Bouroujerdi a réuni autour du projet « Routes de la soie » une trentaine de spécialistes iraniens de premier plan (1), dont certains, comme MM. Tahmil Housayem ou Farzad Vardjavan, ont connu les cachots du régime islamique.

Le comité de l'UNESCO a, quant à lui, décidé d'approuver définitivement le programme « Routes de la soie » d'ici à 1995 (sept expéditions sur le terrain) et de préparer trois nouveaux sous-programmes (dans lesquels l'Iran aura un rôle majeur) sur les épopees littéraires, les langues et écritures et les caravansérails le long des anciennes artères commerciales asiatiques. Enfin, le comité a adressé un message à M. Mayor, lui demandant, en dépit de la situation militaire dans le Golfe, de maintenir l'expédition maritime prévue à partir du 23 octobre et qui repose en grande partie sur le prêt d'un bateau par le sultanat d'Oman.

La question du golfe « Persique » a justifié d'être posée à Téhéran au comité de l'UNESCO sous l'angle terminologique. Les Iraniens ont obtenu que cette expression consacrée par la géographie et l'histoire (le *Sinus Persicus* des cartes antiques) soit de nouveau utilisée dans les documents de l'Organisation.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) C'est à partir des récents travaux sur le manuscrit d'un jeune chercheur iranien en France, M. Nahal Tajdod, que le cinéaste Jost Santoni et le scénariste Jean-Claude Carrière préparent pour 1991 un long métrage de fiction inspiré par la vie du prophète messianique Maïss, dont la pensée fut répandue jusqu'en Chine par les « Routes de la soie ».

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

## Le général Aoun prêt à combattre le blocus de son fief par « tous les moyens »

Le général Michel Aoun s'est dit prêt à combattre « par tous les moyens » le blocus de son fief, entamé, vendredi 28 septembre, par l'armée du président Elias Hraoui (le Monde du 29 septembre). Il n'a pas écarté un recours à la force et a également appelé à l'armée internationale à retirer sa reconnaissance diplomatique à l'administration du président Hraoui.

L'armée du président Hraoui, qui veut mettre un terme à la « rébellion » du général chrétien, a interdit la circulation entre la région - Beyrouth et le secteur au

nord-est de la ville - contrôlée par le général Aoun et le reste du pays. Pour le général Aoun, « toute la population libanaise va souffrir de ce blocus parce que l'économie n'est pas localisée dans une seule région », et, face à cette situation, « tous les moyens sont admis ».

A New-York, M. Roland Damas a souhaité vendredi « un peu plus de patience » au Liban pour ne pas mettre en échec « les efforts de rapprochement » effectués, selon lui, depuis plusieurs mois. Prié par la presse, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, de commenter le blocus auquel sont soumises les

régions contrôlées par le général Aoun, M. Damas a répondu qu'il serait « le premier à regretter des événements qui viendraient contraindre le rapprochement effectué depuis plusieurs mois ». « Les choses ont évolué de telle façon que, avec un peu plus de patience, un peu plus de temps et de la bonne volonté de part et d'autre, on finira par trouver une solution qui ne serait pas violente », a ajouté le ministre, qui a rencontré vendredi soir à New-York le premier ministre libanais, M. Sélim Hoss. (AFP.)

ISRAËL

## Comment séduire l'électorat « soviétique » ?

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour qui vont-ils donc voter ? C'est le grand mystère de la vie politique israélienne : pas un parti qui ne s'interroge sur ce que sera le comportement électoral des tout nouveaux citoyens que sont les immigrants juifs soviétiques.

Comme ils arrivent toujours à un rythme soutenu, que l'on comptera sans doute cette année et l'an prochain plusieurs dizaines de milliers d'adultes, la question immédiate au plus haut point des états-majors qui savent qu'en 1992, comme à chaque consultation, la différence se fera sur peu de voix. Le Likoud (droite nationaliste), aujourd'hui au pouvoir, et les travaillistes sont au coude à coude et entendent caler ce nouvel électoral. Il est essentiellement jeune, souvent diplômé de l'enseignement supérieur, laïc - au grand dam des partis religieux - et peu motivé idéologiquement. Si les juifs soviétiques avaient pu se rendre aux États-Unis, c'est là qu'ils auraient d'abord été.

En bonne logique électorale israélienne, leur profil se rapproche tout de même du candidat électeur travailliste. Las ! Il paraît que tout ce qui évoquerait de près ou de loin le socialisme provoquerait chez les juifs soviétiques un rejet assez immédiat que catégorique. Pour contourner l'obstacle, certains élus et responsables travaillistes - MM. Yossi Beilin et Haim Ramon, notamment - proposent de

dépouiller le parti de tous ses symboles « révolutionnaires » : finis le drapeau rouge, les manifestations le 1<sup>er</sup> mai et l'Internationale.

Cité par le *Jerusalem Post*, M. Beilin explique : « Même les travailleurs en Grande-Bretagne ont décidé depuis quelques années déjà de se débarrasser du drapeau rouge ; ce sont des symboles trop associés avec la Russie soviétique, avec le communisme et qui peuvent grandement endommager notre situation électorale ».

Les adeptes du ravalement iraient même jusqu'à changer le nom du parti fondateur de l'Etat pour lui substituer un Parti démocratique vierge de toute connotation socialiste. Force de l'habitude, attachement à une symbolique qui distingue le Likoud des petits partis du centre gauche (Ratz et Shinui) ou même pour un agissement moderniste jugé superficiel ? Toujours est-il que la proposition a provoqué une levée de boucliers et que ses auteurs ont été qualifiés de jeunots sans principes prêts à faire sortir les travaillistes de l'Internationale socialiste. Le débat est ouvert.

Les juifs soviétiques observent, en cherchant à se familiariser avec une vie politique particulièrement complexe. A en croire les sondages, ils accorderaient, aujourd'hui, une légère préférence au Likoud.

ALAIN FRACHON

## AMÉRIQUES

HAÏTI

## Deux ministres « démissionnent »

Le président provisoire haïtien, M. Efraïm Pascal Trouillot, a accepté la « démission » de deux de ses ministres, MM. Alec Toussaint (affaires étrangères) et Jean-Pierre Moïse (affaires locales), et nommé respectivement à leur place, jeudi 27 septembre, M. Christian Paul Latortue, et M. Pierre Foucauld.

D'autre part, le premier tour des élections présidentielle, législatives, municipales et locales a été fixé au 16 décembre. La nouvelle Constitution haïtienne, massivement approuvée par référendum en mars 1987, exclut de toute fonction électorale pendant dix ans les anciens « zélés » de la dictature des Duvalier. (AFP.)

■ CUBA : un réfugié à l'ambassade du Canada. - Un prisonnier cubain, Orlando de La Goe, vingt-trois ans, a fustigé ses gardiens, vendredi 28 septembre, pendant son transfert à un hôpital où il devait subir une visite médicale hebdomadaire et a sauté dans le jardin de l'ambassade du Canada, où il a demandé le droit d'asile. (AFP.)

■ ETATS-UNIS : Mort de Larry O'Brien. - L'ancien directeur des campagnes électorales de John Kennedy, Larry O'Brien, est mort jeudi 27 septembre à New-York à l'âge de soixante-trois ans. (AFP.)

AVOS K7  
TRUCONCERTE  
EN FM-STEREO

NOUVELLE  
DIMANCHE 30 SEPTEMBRE  
20 H 30  
avec Jean-Claude Carrière

Pour la première



051 71141

## AFRIQUE

### DJIBOUTI : après l'attentat à la grenade Les enquêteurs ne privilégient aucune piste

Le bilan de l'attentat à la grenade, jeudi soir 27 septembre, à Djibouti, est d'un mort - un enfant de neuf ans, fils d'un adjudant-chef français - et de dix-sept blessés, pour la plupart français. Cet acte de terrorisme, à propos duquel le président François Mitterrand a exprimé son « horreur », n'a toujours pas été revendiqué et l'on se montre prudent dans les milieux officiels, tant à Paris qu'à Djibouti, sur les mobiles de ses auteurs qui ont réussi à prendre la fuite.

Les soldats français ont été invités à regagner leurs casernements et les autorités françaises de Djibouti ont pris un certain nombre de mesures de sécurité pour compléter celles qui avaient été prises au début de la crise du Golfe en août, à l'indépendance, le général Claude Gautier, commandant des forces françaises

de Djibouti. Les quatre auteurs de l'attentat ont pu s'enfuir à bord d'un taxi volé dont ils avaient pris le chauffeur en otage un peu plus tôt.

Le taxi volé a été retrouvé sur une route à 35 kilomètres au sud-ouest de Djibouti. Le chauffeur, qui avait été ligoté, semble avoir pu fournir aux enquêteurs un « signalement détaillé des malfaiteurs », selon le ministre djiboutien de l'intérieur, qui a annoncé que des « moyens exceptionnels » avaient été mis en place pour tenter de les retrouver.

Les enquêteurs affirment ne privilégier aucune hypothèse. « Nous ne négligeons aucune piste », a souligné le ministre de l'intérieur. Du côté français aussi, on se refuse officiellement à ébaucher quelque hypothèse que ce soit pour expliquer l'attentat. - (AFP)

### COTE-D'IVOIRE : sur fond de « complot »

#### L'élection présidentielle aura lieu le 28 octobre

Au moment même où il annonçait que l'élection présidentielle aurait lieu le 28 octobre, le président Houphouët-Boigny a affirmé que des partis d'opposition avaient commandité l'assassinat du pape Jean-Paul II. Le chef de l'Etat, qui s'exprimait devant les représentants de dix-neuf partis d'opposition, a aussi accusé certaines formations d'avoir recruté « d'anciens militaires démobilisés ».

Au cours de cette réunion-surprise, il a rejeté la demande, faite par de nombreux partis, d'une conférence nationale et de la formation d'un gouvernement de transition. Une discussion s'est alors engagée dans une atmosphère tendue et le président s'est soudain exalté, à l'adresse de l'opposition : « Vous avez demandé l'assassinat de Sa Sainteté le pape. C'est honteux ! » Jean-Paul II était venu consacrer, le 10 septembre, la

basilique Notre-Dame de la Paix à Yamoussoukro.

Le chef de l'Etat a affirmé que l'homme qui devait tuer le pape, « était un Béninois, membre d'une équipe d'assassins basée au Ghana dirigée par un Américain ami de Bob Denard avec comme bras droit, Frank, que vous avez reçu chez vous ». A l'en croire, le ressortissant béninois dont l'identité n'a pas été précisée, « a eu peur » et « s'est confessé » avant d'être conduit auprès du cardinal Bernard Yago, archevêque d'Abidjan.

« Le parti au pouvoir est en train de monter un complot », a répliqué M. Francis Wodji, secrétaire national du Parti ivoirien des travailleurs (PIT). A son avis, « c'est un coup du chef de l'Etat pour justifier d'éventuelles arrestations ». On tente de transmettre l'opinion. - (AFP)

■ **AFRIQUE DU SUD** : nouvelle tournée internationale de M. Nelson Mandela. - M. Nelson Mandela entreprendra, en octobre, une nouvelle tournée internationale qui le conduira dans huit pays, dont la France où il rencontrera, le 8 octobre, M. François Mitterrand. Il se rendra, ensuite, en Union soviétique, en Inde, en Malaisie, à Brunei, en Australie, en Indonésie et au Japon avant de regagner l'Afrique du Sud, le 2 novembre. D'autre part, dix membres du Congrès national africain (ANC) ont été libérés, jeudi 27 septembre. Enfin, M. Chris Hani, le chef d'Etat-major de la branche armée de l'ANC, a

obtenu un prolongement de son immunité judiciaire jusqu'au 31 décembre. - (AFP)

■ **ANGOLA** : échec des négociations avec les rebelles de l'UNITA. - Les représentants du gouvernement et ceux des rebelles de l'UNITA, réunis près de Lisbonne, se sont séparés, vendredi 28 septembre, sans parvenir à un accord de cessez-le-feu et sont convenus de reprendre leurs discussions fin octobre. D'après le secrétaire d'Etat portugais aux affaires étrangères, M. Durão Barroso, il y a encore des « divergences » sur la reconnaissance de l'UNITA mais ce ne sont pas des

### ALGÉRIE : M. Ahmed Ben Bella face à la presse « Ne me posez pas de questions vicieuses, sinon... »

Le « président » - comme le nomme son entourage - est un homme complexe. En tête à tête ni les micros ni les caméras ni les stylos ne l'indisposent, bien au contraire. Mais dès que l'entretien particulier fait place à la grande-messe de la conférence de presse, dès que, juché sur une estrade, il domine un parterre de journalistes, il ne peut s'empêcher d'admonester ceux-là mêmes à qui, quelques instants auparavant, il glissait une confidence. Pour cette première conférence de presse au pays, réunie vendredi 28 septembre, le « président » n'a pas su résister à cet irrésistible besoin : la presse algérienne comme la presse internationale n'ont pas été épargnées.

ALGER

de notre correspondant

A la presse algérienne, il est vrai trop longtemps partielle à son égard, M. Ahmed Ben Bella a lancé : « Ne me posez pas de questions vicieuses sinon je risquerai de vous faire mal. » A la presse internationale, accusée d'avoir minimisé l'importance de l'accueil que lui a fait la population d'Alger, il a répliqué : « Quand il y a de l'enthousiasme, vous voyez de la pagaille. Vous désinformez, vous n'êtes pas objectifs. Mais ce que vous dites ne me dérange pas, je parle aux Algériens. » Et à tous : « Vous la presse, vous ne me faites pas de cadeau. Je ne vous ferai pas de cadeau non plus... Curieuse réunion qui tenait autant de la conférence de presse d'un président de la République que du meeting d'un leader populaire. Côté présidentiel, il y avait, plantés derrière l'orateur, ces deux drapeaux aux couleurs algériennes, ces gardes du corps aux costumes trop bien croisés pour leur carrure, ce fanion trônant sur le

bureau. Côté meeting, c'était la présence d'un bon millier de militants venus soutenir leur chef, ces femmes poussant des youyou à chaque bon mot, ces applaudissements scandés dignes des congrès d'un autre temps et un orateur visiblement radieux de raconter la petite et la grande histoire. M. Ben Bella, rapportant une conversation avec Fidel Castro, en 1963 : « Alors il m'a dit : écoute Ahmed... » Et la salle subjuguée de crier sa joie.

#### La plante vénéneuse du sionisme

La rigueur de la conférence de presse a été, forcément, un peu perturbée et les propos, voire les questions, n'ont pas toujours été exempts de confusion. Sur l'Irak, M. Ben Bella a sans doute voulu mettre un bâton dans la roue de la veille en précisant qu'il n'avait pas « demandé que les volontaires

algériens aillent faire la guerre, mais qu'ils se mobilisent pour le cas où l'Irak serait attaqué ». Quelques instants plus tard, stigmatisant « la morale salami » de l'Occident, il ajoutait, à propos des otages : « Le blocus, c'est la guerre et les lois de la guerre stipulent que le pays en guerre peut neutraliser - je n'ai pas dit tuer - les ressortissants étrangers. »

On attendait M. Ben Bella sur ses projets immédiats. Mais, conformément à sa tactique, l'homme ne s'est pas découvert : il exige toujours « un gouvernement de transition composé de personnalités indiscutables pour préparer les nouvelles élections ». Lui qui se veut rassembleur estime aussi qu'il y a trop de partis et qu'il faut « rétrécir le paysage politique », sinon l'on risque de voir les Algériens se détourner du jeu politique. Il n'en dira pas beaucoup plus. Tout juste acceptera-t-il de préciser, avec la pointe d'ambiguïté protocolaire qui convient, que si le président

Chadli Bendjedid lui demande de passer, il acceptera de le rencontrer. Il y aura enfin cette fougue mise à répondre aux questions portant sur la période où il était chef de l'Etat, la volonté de défendre sa gestion et ses choix d'alors, l'amertume d'avoir été jeté en prison sans jugement, les références constantes à l'unité arabe et à Nasser. Le propos évoquait irrésistiblement les années 60, ses enthousiasmes et ses illusions.

Ses outrances aussi, avec ce court texte de l'ancien président, distribué aux journalistes pour illustrer le catalogue d'une exposition photographique consacrée à l'itinéraire d'un militant : « Jour après jour, nous allons arracher cette plante vénéneuse qui a pour nom sionisme et qui, plus qu'à Tel-Aviv, pousse drue dans la fange de nos cœurs malades. Cette fange doit disparaître. Faisons disparaître cette fange et Israël disparaîtra. »

GEORGES MARION

### MALI : les troubles dans le nord du pays

#### « Nous ne sommes redevables de rien à la Libye » affirme le chef des rebelles touaregs

Dans un message à la nation à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, le président Moussa Traoré vient de dénoncer la « campagne subtile de désinformation » menée de l'étranger contre le Mali à propos du problème touareg. Il a mis en cause, à propos des troubles dans le nord du pays, une « main étrangère » qui, selon les observateurs, ne peut être que libyenne.

#### BOUGHESSA (nord du Mali) correspondance

« Nous ne suivons aucune ligne idéologique », affirme Iyad Ag Ghali, secrétaire général du Mouvement de libération des Touaregs. Notre problème n'est pas politique. C'est plutôt celui d'une communauté qui, depuis la décolonisation, n'a pas réussi à s'entendre avec les responsables en place. » Pour ce jeune chef militaire, revenu au Mali qu'il avait dû quitter à cause de la sécheresse pour se réfugier en Algérie, puis en Libye, il n'est plus question d'accepter comme telle l'autorité des gens au pouvoir à Bamako.

« Pour le moment, explique-t-il, notre objectif est de contraindre l'armée gouvernementale à se replier vers le sud, et d'installer des bases

dans des endroits stratégiques. » A en croire Ag Ghali, « le Mouvement de libération des Touaregs aligne mille cinq cents hommes et ne bénéficie d'aucune aide extérieure alors que l'armée d'occupation malienne compte quelque trois mille soldats, parmi lesquels d'anciens gnomiers tirés de force de leur retraite pour servir d'indicateurs ». Les armes dont ces nomades rebelles disposent « ont été prises à l'ennemi ou ramassées de Libye par des déserteurs ».

#### Représailles

Cette volonté de lutter remonte à 1963. « Nous avons alors subi un échec militaire mais notre détermination est demeurée intacte », note Ag Ghali. Par la force des choses, sécheresse entre autres, beaucoup de Touaregs ont succombé ensuite aux sirènes libyennes. « Le colonel Kadhafi avait intérêt à nous attirer pour peupler son désert et pour nous utiliser au Tchad, au Liban et en Palestine », assure le chef rebelle. Nous ne lui sommes redevables de rien et ne sollicitons de lui aucun soutien. Ceux des nôtres qu'il a enrôlés n'ont été formés qu'au seul maintien des armes. »

Quand, l'an dernier, les Touaregs sont rentrés au pays, l'aide à la réinstallation qu'on leur avait promise « n'est jamais arrivée », indique Ag Ghali. La colère a grondé et la révolte a suivi. Le chef rebelle raconte l'attaque de la sous-préfec-

ture de Ménaka, le 28 juin, « pour libérer des prisonniers touaregs nigériens ». Coups de main réussis : « Nous avons pris des munitions et des véhicules et nous nous sommes repliés vers notre quartier général à Tedjeret, au sud-est de Kidal. »

« De plus en plus de jeunes Touaregs rejoignent notre mouvement », souligne Ag Ghali. Et d'évoquer les problèmes de communications - « Nous n'utilisons pas d'émetteur-récepteur » - qui rendent parfois difficile une action militaire coordonnée. Malgré tout, « chaque semaine, nous repoussons des colonnes de l'armée malienne dont les hommes ne sont guère motivés », souligne le chef rebelle. Leurs défaites se traduisent par des représailles contre les camps de Touaregs et le bétail. Les soldats gouvernementaux tirent sur tout ce qui n'est pas noir... »

Ag Ghali dément catégoriquement que ses hommes aient jamais tenu des embuscades à des Européens. Il fait notamment référence à l'assassinat dans des conditions mystérieuses, en juillet, dans le désert près de Gao, d'un médecin coopérant français, de sa femme et de son fils. La région nord-est du Mali est devenue, depuis lors, une sorte de zone interdite. Presque une zone de guerre ?

O. L.

## Pavarotti, Carreras, Domingo

Rome dans le cadre prestigieux des Thermes de Caracalla

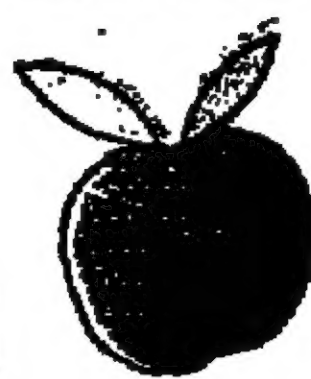
A VOS K7  
LE VRAI CONCERT DE ROME  
EN FM-STEREO

NOUVELLE DIFFUSION  
DIMANCHE 30 SEPTEMBRE  
20 H 30 - 22 H 30  
avec Jean-Claude Laval

EUROPE 1

à partir de 20 h 30

Pour la première fois réunis sur scène et sur Europe 1



EUROPE 1



## POLITIQUE

Manifestations en Charente-Maritime pour la visite du chef de l'Etat

## M. Mitterrand recommande de ne pas « mettre le couteau sur la gorge des agriculteurs »

En raison des manifestations d'agriculteurs, M. François Mitterrand n'a pas pu inaugurer, vendredi 28 septembre, la deuxième tranche du TGV Atlantique. Il ne faut pas « mettre le couteau sur la gorge des agriculteurs », a-t-il déclaré à Poitiers avant de rencontrer des représentants des organisations agricoles et d'annoncer qu'un débat serait organisé à l'Assemblée nationale. (Nos dernières éditions du 29 septembre.)

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

Il y avait franchement quelque chose d'irritant à voir le visage détendu, l'allure tranquille et les sourires généreux du chef de l'Etat, au terme de sa visite, vendredi 28 septembre en Charente-Maritime, pour tous ceux qui, à un titre ou à un autre, l'avaient suivi pendant ces heures mouvementées. Car même si le président de la République n'a partagé ni les casse-tête des services de sécurité

et les angoisses des préfets, ni la rage des journalistes bloqués dans leur train et celle, non moins grande, de ceux qui le bloquaient, rarement voyage présidentiel aura été aussi éprouvant.

Première étape, premières difficultés, à Poitiers. La fanfare locale, en dépit d'efforts méritoires, n'est pas parvenue à couvrir le bruit des sifflets des agriculteurs massés devant la gare. Mais, quelques instants plus tard, au conseil régional de Poitou-Charentes, où il était accueilli par le président de cette assemblée, M. Jean-Pierre Raffarin

(UDF-PR), M. François Mitterrand a affirmé qu'il fallait « comprendre » les revendications du monde agricole.

Certes, averti le chef de l'Etat, « les violences doivent s'arrêter et il y sera mis bon ordre », mais, a-t-il aussitôt ajouté, « au malheur et à la souffrance des gens, il y a toujours des raisons ». Pas question donc, selon M. Mitterrand, de « mettre le couteau sur la gorge des agriculteurs ». Il faut « aller aux causes et personnaliser de plus en plus les relations avec les agriculteurs ». « Cela ne fait pas les affaires des caisses publiques », a indiqué le président de la République, mais ce sont les hommes qui comptent. On a trop systématisé, on ne peut pas faire partout la même chose.

Décidé à mettre immédiatement en application sa déclaration selon laquelle « le dialogue ne lui fait pas peur », M. Mitterrand, accompagné de M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a ensuite rencontré pendant plus d'une demi-heure à l'hôtel de ville de Poitiers, une délégation de représentants des organisations professionnelles (FDSEA, FNSEA, CNJA) et des chambres d'agriculture, de métiers, et du commerce et de l'industrie.

Le train de Jarnac

Cet après-midi toutefois pas suffi à la foule des manifestants, bien décidée à témoigner de sa mauvaise humeur, et le chef de l'Etat a dû renoncer à rejoindre, comme prévu, le TGV Atlantique qui l'attendait sur le quai pour faire un bout de chemin inaugural de la ligne Poitiers-Angoulême. Tandis que l'hélicoptère présidentiel disparaissait opportunément dans les airs, les nombreux invités de la SNCF, dont le délégué de Jarnac, ont donc goûté des délices de vrais-faux départs et autres haltes imprévues dues

aux multiples barrages dressés sur la voie. A bord lui aussi, le président de la SNCF, M. Jacques Fourrier, se consolait comme il le pouvait de l'échec de son inauguration, en constatant qu'au moins cette fois les protestataires n'étaient pas des cheminots...

« Tout le monde est là »

Après Poitiers, Angoulême se devait de réserver à l'un de ses anciens élèves un accueil plus chaleureux. Le passé offrant des valeurs sûres, on avait choisi de leur rendre hommage. Aux côtés du maire, M. Georges Chavannes (CDS), le président de la République a ainsi pu découvrir, dans le hall de la gare, une plaque portant les noms de tous les anciens chefs de gare, dont celui de son propre père, avant d'aller donner le signal du départ au train à vapeur touristique qui dessert sa ville natale de Jarnac. Conséquence heureuse de cette parenthèse nostalgique dans le carnet de route présidentiel, c'est avec humour que M. Mitterrand a constaté qu'il n'avait pas « abusé du chemin de fer » depuis le début de la journée.

Après un déjeuner privé dans l'île de Ré, réunissant les ministres qui l'accompagnaient - M<sup>me</sup> Edith Cresson, M<sup>me</sup> Pierre Joxe, Michel Delebarre, Henri Nallet, Philippe Marchand, Jacques Mellick et Brice Lalonde - ainsi que M<sup>me</sup> Ségolène Royal, députée des Deux-Sèvres, M. Mitterrand s'est rendu à La Pallice, près de La Rochelle, qui fête le centième anniversaire de son port de commerce et la mise en chantier d'un nouveau port de pêche. Là encore, ni les manifestants massés à l'entrée du pont de l'île de Ré, ni les incidents avec les forces de l'ordre, ni le tyranisme débridé du maire de La Rochelle, M. Michel Crépeau (MRG), n'ont entamé la patience et la bonne humeur présidentielles. S'adressant à nouveau aux agricul-

teurs, le chef de l'Etat leur a enjoins d'employer « un autre ton que celui de la colère et de la rancune ». « Que ce soit dans le domaine industriel, commercial, artisanal ou agricole, a poursuivi M. Mitterrand, rien n'est possible sans l'effort national et l'intelligence de chaque profession. Cela dépend de vous, même si l'on pratique mieux qu'ailleurs la solidarité nationale. »

La Pallice appelant, mieux que tout autre lieu, l'énoncé de quelques vérités simples, le président de la République a d'autre part souligné que « lorsqu'on s'adresse à l'Etat, on s'adresse aux autres Français et aux autres contribuables. Et ils n'accepteront pas longtemps d'être considérés comme des spoliateurs ou des inutiles », « il faut une politique sociale chaque fois plus affirmée de justice répartition, a continué M. Mitterrand. Ce n'est pas tout à fait le cas. Je demande, au moins sur ce point, l'entente de l'ensemble des Français pour qu'ils fassent de leur pays un pays neuf appuyé sur ses traditions. »

Après avoir incité les Français « à la volonté, au travail et à l'imagination », M. Mitterrand a conclu : « On peut beaucoup. Mon ambition est de laisser un jour la France plus forte, plus sûre d'elle-même. Et j'aimerais que tout cela puisse se produire dans un climat suffisamment harmonieux pour que personne ne soit laissé au bord de la route. Je n'abandonnerai pas cette ambition. »

Confus tout de même de « servir de prétexte à mille et un rassemblements de toutes sortes », le président de la République a encore tiré une leçon optimiste des manifestations hostiles qui avaient ponctué chacune de ses haltes. « Finalement, a-t-il observé, entre ceux qui viennent pour le plaisir et ceux qui viennent pour se fâcher, tout le monde est là. »

PASCAL ROBERT-DIARD  
Lire également page 18

## Les « affaires » d'Angoulême

ANGOULÊME

de notre correspondant

Les « affaires » d'Angoulême, comme on dit pudiquement ici, commencent à sentir le roussi. Lundi dernier, le quotidien régional *la Charente libre* a publié des extraits d'un rapport de la chambre régionale des comptes, adressé en septembre 1989 au procureur de la République, dans lequel les magistrats préconisaient des poursuites judiciaires contre M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire socialiste de la ville, quant à ses agissements de « faux en écriture publique », ce qui constitue, juridiquement, un crime. A l'occasion de ses investigations dans les comptes

de la ville imputables à la gestion de M. Boucheron, déjà vivement critiquée par son successeur à la tête de la municipalité, M. Georges Chavannes (UDF-CDS), la chambre régionale a non seulement découvert un « trou » de 164 millions de francs, mais aussi des faits dans lesquels elle voit une entreprise de fausses factures.

Pressés de toutes parts, les socialistes charentais se sont enfin décidés à parler, après le congrès de Rennes, leur fédération ayant basculé côté rocardien alors que M. Boucheron avait signé la motion de M. Fabius. Mardi soir 25 septembre, le secrétaire rocardien de la section d'Angoulême, M. Jean-Pierre

Brunet, s'est acquitté de cette corvée en expliquant que... « les affaires sont entre les mains de la justice. Nous nous interdisons, a-t-il dit, d'être des procureurs et des juges ». Etant entendu que « les socialistes condamneront sans faiblesse ceux qui auraient pu faillir à leur dévotion ».

Cependant, même s'ils assument globalement leur bilan à la mairie d'Angoulême de 1977 à 1989, les membres de la section locale font le part du feu en plaçant coupables sur deux points : les frais de représentation de la ville étaient trop importants et, faute de planification, les investissements ont été trop rapides. J.-P. D.

Les journées parlementaires du RPR

## « La France ne doit pas se laisser entraîner contre sa volonté dans des opérations militaires »

déclare M. Balladur

CARCASSONNE

de notre envoyé spécial

Députés et sénateurs RPR ont quitté, le cœur léger, vendredi 28 septembre, la ville forte de Carcassonne. Nulle contestation interne n'est venue troubler leurs journées parlementaires ensolennisées. Seul M. Charles Pasqua a fait souffler un instant un vent frisquet en rappelant qu'il ne fallait pas hésiter à se montrer « rugueux » voire « révolutionnaire » quand la cause était

bonne... M. Jacques Chirac, libéré d'un torticolis tenace écouta le propos s'enliser. Bref, tout le monde était heureux même si, comme le confiait en privé un des responsables du RPR, les événements internationaux jetaient pour l'heure un voile sur des tensions internes non encore totalement assoupies.

M. Pasqua a rappelé à l'intention de ceux qui dans l'opposition craignent d'être en quelque sorte absorbés par le consensus sur la crise du golfe que le RPR « ne

cogitait pas cette crise. Nous gardons intacte notre liberté et notre capacité de critique ». C'est donc sur tous les autres secteurs d'activité gouvernementale que le président du groupe RPR du Sénat a porté le fer. L'Europe : « Le gouvernement et le président de la République ont été incapables après la chute du mur de Berlin de délivrer un message d'espoir aux pays de l'Est » ; le budget : « Le gaspillage des deniers publics est patent (...), voici revenus les fruits amers du socialisme » ; la politique et les sondages : « Il est irresponsable de vouloir gouverner selon les sondages. Si le général de Gaulle avait fait en 1940, il ne se serait pas retrouvé à Londres mais à Vichy ».

M. Edouard Balladur, a comme lors de son intervention du 29 août à l'Assemblée nationale, fait preuve de prudence et de mesure dans son analyse de la situation dans le Golfe. « Si les otages devaient être menacés dans leur vie, il est évident que le discours d'aujourd'hui n'aurait pas lieu d'être demain », a-t-il prévenu. Pour l'heure, il estime que « la France ne doit pas se laisser entraîner contre sa volonté dans des opérations militaires ». Comme M. Jacques Chirac, il se demande s'il y a un infléchissement de la stratégie française et souhaite avoir des réponses sur ce point.

M. Balladur a également souligné que la France tire les leçons de la crise du Golfe en matière de défense. Sans perdre de vue le théâtre européen qui présente également des germes d'instabilité, il faut, selon lui, que la France se dote d'une « défense performante » pour des actions extérieures. Enfin, il n'a pas caché son scepticisme quant aux chances de voir l'amélioration actuelle du fonctionnement de l'ONU durer au-delà du règlement de la crise du Golfe. Il voit dans ce bon fonctionnement actuel plus le fruit d'une « conjonction circonstancielle » que d'une mutation profonde.

PIERRE SERVANT

## Cohésion retrouvée

par André Passeron

La combativité accrue d'un RPR qui aurait retrouvé sa cohésion et l'autonomie de choix politique d'une opposition entièrement rassemblée : telles sont les images que le mouvement que préside M. Jacques Chirac a voulu donner de lui-même lors de ses journées parlementaires de Carcassonne. MM. Chirac, Pasqua, Balladur et quelques autres se sont relayés pour faire chorus sur ces thèmes alors que de fortes divergences caractérisaient jusqu'ici leurs démarches. La crise du Golfe a sans doute contribué à ces rapprochements puisque la défense de la nation menacée impose silence aux querelles internes.

Pour démentir le soupçon de consensus avec le pouvoir actuel, des critiques particulièrement acérées ont été adressées aux socialistes. Elles ont même été accentuées par M. Pasqua qui s'en est pris à M. Mitterrand de façon catégorique en l'accusant « d'avoir gaspillé les chances de la France dans tous les domaines ». Le RPR entend être ainsi à la pointe de la contestation contre les socialistes.

L'autonomie de ses choix a été proclamée comme une revendication essentielle. Le RPR, dans la crise du Golfe, s'est pourtant lui-même en approuvant les premières décisions de M. Mitterrand relatives au blocus. Les amis de M. Chirac redoutent désormais que la France ne soit entraînée

dans une escalade guerrière que conduiraient les Américains. Certains avaient peut-être même en mémoire la phrase ombrageuse et fière prononcée par de Gaulle le 3 novembre 1959, à l'Ecole de guerre : « Un pays comme la France, s'il lui arrive de faire la guerre, il faut que ce soit sa guerre ». Pour sortir de ce dilemme, MM. Chirac, Pasqua et Balladur ne peuvent, pour le moment, que se contenter de poser à M. Mitterrand la question d'un éventuel changement de stratégie et d'attendre sa réponse pour décider de leur attitude. Ils laissent cependant déjà entendre qu'aucun blanc-seing ne lui sera accordé précipitamment.

Enfin, la cohésion retrouvée du RPR, même si elle est celle d'un moment, a été mise en relief par le silence des anciens « Jeunes rénovateurs » et par la participation à ces journées des représentants de toutes les sensibilités. Mais, surtout, M. Pasqua a fait un retour remarqué dans le giron chiracien en étant parmi les plus offensifs contre le gouvernement et en allant même jusqu'à décarter à M. Balladur la qualité de père fondateur de l'union de toute l'opposition. Le sénateur qui a tiré les conclusions de ces journées retrouve ainsi ses « compagnons » de façon aussi spectaculaire que celle qu'il avait choisie pour s'éloigner d'eux il y a neuf mois.

## LIVRES POLITIQUES

## Cartes et chiffres arabes

Pour sa dixième édition, *l'Etat du monde 1991*, annuaire économique et géopolitique mondial, est gâté : que de changements à recenser, de nouvelles situations à décrire ! L'effondrement du communisme, la fragilité de l'ensemble soviétique, la réunification de l'Allemagne, les soubresauts de la contestation en Afrique, les crispations de la Chine, les évolutions qui s'amorcent dans le Sud-Est asiatique et la toute récente crise du Golfe, il y a vraiment de quoi faire !

Si, comme pour chaque édition, le contenu de ce manuel de géopolitique a été entièrement renouvelé, ce fut en l'occurrence autant par la force des choses que par la volonté de ses auteurs. Dans sa présentation, cette dixième édition conserve la structure des précédentes. En marge des études et bilans consacrés aux cent cinquante-dix Etats souverains et aux vingt-sept territoires non indépendants, des analyses couvrant les ensembles continentaux et régionaux et des rubriques thématiques, le dossier de l'année porte sur « Le système soviétique en révolution ».

Puisqu'une autre actualité, plus pressante encore, a surgi depuis le mois d'août, il est tentant de se reporter à la note sur l'Irak. En quelques lignes, à travers quelques données de base, le profil de ce pays se dessine. Amoinché par la guerre avec l'Iran, en proie à un chômage accru par le retour de deux cent mille soldats à la vie civile (ce qui a provoqué des affrontements avec les travailleurs égyptiens et la détérioration des relations avec l'Egypte), placé devant d'énormes difficultés financières en raison de son endettement, de la stagnation des recettes pétrolières - qui représentent 95 % des revenus totaux mais ne couvrent pas le montant des importations - et du coût de la reconstruction, l'Irak ne pouvait pas tabler à court terme sur son potentiel économique. D'où la tentation de se servir de sa puissance militaire, l'une des plus fortes de la région qui est une véritable poudrière.

Une fois de plus, nous voici perplexes devant les fameuses cartes de l'éternelle question d'Orient, c'est-à-dire démunis à raison de la méconnaissance que nous avons de ce monde, si proche dans l'espace et si éloigné par sa culture. A ceux qui voudraient se repérer un peu mieux dans ce labyrinthe, Maxime Rodinson signale, dans la préface qu'il a donnée à cet ouvrage, la qualité des informations fournies par Rafic Boustani et Philippe Fargues dans leur *Atlas du monde arabe*.

Le conseil mérite d'être suivi : c'est un véritable plaisir de l'esprit et de l'œil que procure ce travail. Il suffit de se laisser guider par les auteurs dans la découverte géographique, historique, politique, économique et sociologique de l'ensemble arabe, au fil de 267 cartes, complétées par des schémas et des graphiques qui visualisent une masse de données clairement commentées dans de brèves synthèses.

Les clichés, jugements catégoriques, impressions rapides et informations superficielles, qui, trop souvent au grand regret de Maxime Rodinson, figent une mauvaise approche du monde arabe, ne résistent pas aux réalités que leur opposent Rafic Boustani et Philippe Fargues ainsi qu'à l'acuité et à l'originalité de leurs notations.

Sur leurs pas, on mesure, comme l'avait déjà souligné W. Montgomery Watt dans sa biographie de Mahomet, l'impact du désert : « Une étrange relation, écrivent-ils, semble lier la puissance des Etats, leur richesse et leur surface d'étendue terrestre dont ils jouissent ». Ils expliquent que le clivage dominant du pétrole n'est pas qu'économique, car la production d'hydrocarbures coïncide avec des régimes où les droits des individus et des citoyens n'ont pas forcément été avec les rentrées en dollars.

Les auteurs montrent, certes sur table, que les frontières de la plupart des vingt-deux pays concer-

nés leur sont venues de l'extérieur et non de leur propre histoire qui, à cet égard, se cherche encore. Ils soulignent, derrière l'homogénéité religieuse, les fermentations de division et notent que la notion d'arabité a d'ambiguïté. Ils situent la place et le pouvoir, parfois paradoxal, des minorités.

Si grande que soit la richesse documentaire de ce travail, celui-ci ne saurait répondre à toutes les questions que soulève l'évolution du monde arabe. Au contraire, en le découvrant un peu plus en profondeur, on va au-devant de nouvelles interrogations. Les auteurs ne font pas dans la futurologie : ils donnent à voir, ils expliquent les véritables données des problèmes. Celles-ci sont tantôt inquiétantes, tantôt encourageantes.

Le déséquilibre démographique autour de la Méditerranée, les ratages des politiques agraires, les limites de la richesse pétrolière, l'arriération politique, la tentation du repli sur le passé, marquent autant le paysage que les mutations sociales, culturelles et politiques en cours ou en gestation, qui si fragiles qu'elles soient, si souvent remises en cause, concourent, à travers les courbes et les chiffres significatifs de la natalité, du statut de la femme, de l'éducation, de la montée des cadres, des fluctuations des espaces de liberté, à révéler, sous la voûte - si l'on peut dire - un autre visage du monde arabe.

► *l'Etat du monde 1991*. Editions de la Découverte, 631 pages, 139 F.

► *Mahomet* par W. Montgomery Watt. Payot, 628 pages, 190 F.

► *Atlas du monde arabe* par Rafic Boustani et Philippe Fargues. Bordas, 144 pages, 248 F.

► *L'électeur français en questions*, ouvrage du CEVIPOF, recensé dans la précédente chronique, est édité par les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et non aux PUF.

ANDRÉ LAURENS

Un progrès dans le travail

Le monde arabe est un monde complexe, riche de traditions et de cultures. Les auteurs de cet ouvrage ont fait un travail remarquable pour en rendre compte. Ils ont su mettre en évidence les forces et les faiblesses de ce monde, et ils ont proposé des pistes pour l'avenir. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde en pleine mutation. Les auteurs de cet ouvrage ont su saisir ces mutations et les expliquer. Ils ont montré que le monde arabe n'est pas un monde figé, mais un monde vivant, en constante évolution. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde riche de traditions et de cultures. Les auteurs de cet ouvrage ont fait un travail remarquable pour en rendre compte. Ils ont su mettre en évidence les forces et les faiblesses de ce monde, et ils ont proposé des pistes pour l'avenir. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde en pleine mutation. Les auteurs de cet ouvrage ont su saisir ces mutations et les expliquer. Ils ont montré que le monde arabe n'est pas un monde figé, mais un monde vivant, en constante évolution. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde riche de traditions et de cultures. Les auteurs de cet ouvrage ont fait un travail remarquable pour en rendre compte. Ils ont su mettre en évidence les forces et les faiblesses de ce monde, et ils ont proposé des pistes pour l'avenir. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde en pleine mutation. Les auteurs de cet ouvrage ont su saisir ces mutations et les expliquer. Ils ont montré que le monde arabe n'est pas un monde figé, mais un monde vivant, en constante évolution. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde riche de traditions et de cultures. Les auteurs de cet ouvrage ont fait un travail remarquable pour en rendre compte. Ils ont su mettre en évidence les forces et les faiblesses de ce monde, et ils ont proposé des pistes pour l'avenir. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.

Le monde arabe est un monde en pleine mutation. Les auteurs de cet ouvrage ont su saisir ces mutations et les expliquer. Ils ont montré que le monde arabe n'est pas un monde figé, mais un monde vivant, en constante évolution. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent au monde arabe.



Avec la mise au point d'un nouveau médicament

## Un progrès notable est réalisé dans le traitement de la migraine

Les résultats d'une série d'études, menées dans vingt et un pays et portant au total sur près de six mille personnes volontaires souffrant de manière chronique de migraines, ont été rendus publics, vendredi 28 septembre à Londres, dans le cadre d'un symposium international consacré à cette affection. Aux yeux de nombreux spécialistes, la mise au point d'un nouveau médicament, le sumatriptan, marque une étape importante dans l'histoire compliquée des traitements de la migraine.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Présentés par un aréopage de médecins et de scientifiques réunis à Londres par la multinationale pharmaceutique Glaxo à l'occasion du huitième *Migraine Trust International Symposium* (1), les résultats, publiés vendredi 28 septembre, laissent espérer de nouveaux progrès dans le traitement de la migraine, cette affection douloureuse très répandue et qui résiste souvent aux multiples initiatives thérapeutiques « officielles » ou « parallèles » qu'elle suscite.

Il s'agit aussi de l'aboutissement d'un long et patient travail dans le nouveau domaine très prometteur des recherches sur la sérotonine. Cette substance, également dénommée 5 HT (5 hydroxytryptamine), est une hormone dérivée du tryptophane (un acide aminé indispensable à la vie) et sécrétée en différents points de l'organisme. Molécule neurotransmettrice, connue depuis plus d'un siècle et jouant des rôles très divers dans le corps humain, la 5 HT fait l'objet d'intenses recherches médicales depuis que l'on a découvert les structures présentes au niveau de certaines membranes cellulaires (récepteurs) indispensables à son action. En excitant ou, au contraire, en bloquant spécifiquement telle ou telle catégorie de récepteurs de la 5 HT, grâce à des structures de synthèse, on joue sur un extraordinaire clavier physiologique, dont on commence seulement aujourd'hui à percevoir à la fois l'étendue et les dimensions thérapeutiques.

Présente avec quelques autres groupes (Sandoz et Beecham, notamment) sur ce nouveau domaine de la recherche pharmaceutique, la firme Glaxo avait déjà annoncé, il y a quelques mois, la mise au point d'un antagoniste du récepteur 5 HT 3, aujourd'hui uti-



lisé avec succès dans les services hospitaliers pour prévenir certains effets secondaires (nausées et vomissements) déclenchés par les chimiothérapies anticancéreuses (le Monde du 31 janvier).

### Vaso-constriction des vaisseaux crâniens

Le même groupe récidive aujourd'hui avec une seconde molécule de la même famille, ayant une action spécifique et sélective (action dite agoniste) sur une catégorie particulière de récepteurs présents au niveau de certains vaisseaux du crâne, directement impliqués dans le processus physiopathologique de la crise migraineuse (2). On savait déjà, depuis longtemps, grâce à diverses observations expérimentales, que, d'une manière ou d'une autre, la 5 HT devait jouer un rôle dans cette pathologie chronique qui, selon certaines estimations, toucherait plus de 10 % de la population adulte des pays industrialisés.

Avec le développement de travaux sur les récepteurs de la 5 HT, les recherches ont porté sur la mise au point d'une substance capable de déclencher une vaso-constriction au niveau des vaisseaux crâniens. Initiative baptisée GR 43175, cette substance fut expérimentée d'abord sur le chien, puis en 1986, chez des volontaires britanniques. Les résultats obtenus furent alors jugés suffisamment prometteurs pour que l'on développe rapidement les essais pharmacologiques. Après un premier travail européen jugé très positif et

publié en 1988 dans *The Lancet* (le Monde daté 19-20 juin 1988), une série d'études furent lancées de façon méthodique dans vingt et un pays.

Si l'on en croit les responsables de ces études et ceux du groupe Glaxo, le GR 43175 (aujourd'hui baptisé sumatriptan) a pleinement fait la preuve de sa tolérance et d'une efficacité jusqu'ici jamais atteinte avec les multiples autres médicaments antimigraineux. Les travaux ont, au total, été effectués auprès de six mille personnes, volontaires, âgées de plus de dix-huit ans et souffrant régulièrement de crises migraineuses. Le principe actif était proposé, soit sous forme injectable, sous-cutané (un procédé permet aujourd'hui l'auto-injection, à la manière des techniques utilisées pour l'insuline chez les malades diabétiques) ou sous forme orale. Une forme intranasale, en cours d'expérimentation en Finlande, montrant, par ailleurs, des résultats encourageants.

### Peu d'effets secondaires

En pratique, 83 % des sujets ayant recouru à l'administration de sumatriptan par voie sous-cutanée sont soulagés dans les deux heures, contre 30 % dans le groupe placebo, cette proportion se situant entre 67 et 73 % dans le groupe utilisant les comprimés (contre 27 % pour le placebo). Toujours selon ces responsables, les effets secondaires (et d'ailleurs transitoires : sensation de « légèreté » ou « d'ébriété », etc.) seraient peu fré-

quents. Et, au total, sans grande importance, compte tenu de l'efficacité du médicament sur l'ensemble des symptômes douloureux de la crise. D'autre part, la disparition de ces symptômes serait obtenue même lorsque le produit est administré durant la crise, et pas seulement au tout début de celle-ci.

Selon d'autres travaux inédits, rendus publics à Londres, cette molécule serait sensiblement plus efficace (quoique dans des proportions nettement moindres qu'avec le placebo) que les médicaments généralement utilisés, en particulier dans les pays anglo-saxons : association de caféine et d'ergotamine ou d'aspirine et de métoclopramide.

La multinationale pharmaceutique a aujourd'hui déposé des demandes d'enregistrement pour le produit dans une cinquantaine de pays et croit savoir que la première autorisation de mise sur le marché sera accordée dans les prochains mois en Grande-Bretagne.

C'est la première fois, notamment en France, que sont diffusées des informations médicales très positives concernant un produit qui ne dispose pas d'une autorisation de mise sur le marché et, a fortiori, d'un tarif de remboursement par la Sécurité sociale. Il est vraisemblable que, compte tenu des caractéristiques de notre système de couverture sociale et de la volonté des responsables de la filiale française de Glaxo de voir leur médicament pris en charge par les caisses de Sécurité sociale, les autorités françaises percevront la diffusion de ces informations – et l'avis qu'elles ne manqueront pas d'avoir dans le public et chez les professionnels – comme une tentative, à peine déguisée, pour obtenir coûte que coûte un prix de vente élevé.

JEAN-YVES NAU

(1) Le huitième *Migraine Trust International Symposium* s'est tenu à Londres du 25 au 28 septembre.

(2) La migraine et les crises douloureuses qui la caractérisent, ne doivent en aucune façon être confondues avec les multiples autres étiologies des « maux de tête ». La définition internationale de la forme la plus répandue de migraine retient une série de critères précis qui permettent aux spécialistes de porter un diagnostic sans équivoque. Il s'agit notamment de crises douloureuses de longue durée (entre quatre et soixante-douze heures), de caractère pulsif, unilatéral, très handicapant ou aggravées par les activités physiques et plus ou moins accompagnées de nausées et vomissements, de photophobie ou de phonophobie.

Tué en combattant un incendie en Haute-Corse

## Le pilote de Tracker avait mis en cause la sécurité de son avion

Philippe Gallet, quarante-huit ans, père de quatre enfants, le pilote de Tracker mort dans un accident, lundi 24 septembre, à Calenzana (Haute-Corse), en luttant contre un incendie de forêt, avait écrit, le 15 mars dernier, au directeur de la Sécurité civile, M. Hubert Fournier. Dans sa lettre, restée sans réponse, cet ancien et brillant pilote de l'Aéronautique mettait en doute la sécurité de l'appareil sur lequel il venait d'être affecté après avoir volé, pendant huit ans, sur Canadair. Les syndicats de la base de la Sécurité civile de Marignane (1), qui en avaient été destinataires, ont décidé, sans vouloir ouvrir une polémique, de la verser au débat.

« Je viens d'apprendre, écrit Philippe Gallet, mon détachement, jusqu'à l'automne 1990, au secteur SC2F (celui des Trackers). Sachez que je ne suis pas volontaire pour travailler sur ce type d'appareil. Ma formation multi-moteurs m'ayant toujours fait travailler en équipage depuis mes débuts dans la carrière aéronautique, fait que je ne conçois pas de travailler seul sur un avion qui, par construction, est prévu pour deux personnes. Piloteur et co-pilote, même seul. Réussir sa mission en toute sécurité est une autre

Je trouve donc que les mesures minimales de sécurité sur cet avion ne sont pas acquies. De plus, la commission d'enquête, suite à l'accident du 18 juin 1989 [dans lequel un pilote de Tracker, M. Lallemand, avait trouvé la mort dans la région niçoise] a fait apparaître que « le comportement de l'avion est différent du manuel de vol ».

Vous comprendrez donc, poursuit Philippe Gallet dans sa lettre au directeur de la Sécurité civile, que, psychologiquement, je n'éproue aucun enthousiasme, mais bien au contraire, du rejet à voler sur ce type d'appareil. Néanmoins, je rejoindrai mon poste conformément à la note du commandant, en faisant remarquer que je lui laisse l'entière responsabilité de cette désignation, contraire à la sécurité des vols ».

Cette lettre qui, après la mort de son auteur, apparaît comme une accusation posthume, appelle plusieurs observations. L'accident dont M. Gallet a été victime fait l'objet, comme toujours en pareil cas, d'une enquête approfondie dont on ne connaît pas encore les conclusions. Les Trackers, d'anciens avions embarqués de la marine américaine, construits dans les années 1956-1958 et transformés en « bombardiers d'eau » – avec un emport de 3 500 litres – ont été mis en service sur la base de Marignane, en 1982.

La flotte actuelle est de douze appa-

reils dont quatre ont été remotorisés (changement du moteur à piston par un moteur turbopropulseur). Ils ont été certifiés, en France comme au Canada, pour être pilotés par une seule personne. Il faut noter que quatre d'entre eux se sont écrasés, dans des circonstances diverses, depuis 1983 et trois autres ont connu des incidents sérieux. Cependant, les commissions d'enquête de l'aviation civile n'ont pas mis en évidence de problèmes de sécurité pouvant justifier leur retrait, lequel n'est pas demandé par les syndicats de pilotes.

En revanche, il est notoire que les pilotes de Canadairs, habitués à voler en équipage, répugnent à embarquer sur ces avions d'un maniement délicat au-delà d'une certaine vitesse et en cas de turbulences. Tel était le cas de Philippe Gallet dont la disparition a créé un malaise sur la base de Marignane. La mort de ce pilote rend, à l'évidence, plus impérieuse la réflexion qu'il n'aurait cessé de réclamer en tant que syndicaliste sur le renouvellement de la flotte des bombardiers d'eau et en particulier des avions amphibies.

(1) Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC), Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) et CGC dont Philippe Gallet était le secrétaire.

## REPÈRES

### ÉDUCATION

#### Le retour du voile islamique

Fille de réfugié politique, une jeune Irakienne de onze ans, élève de 6<sup>e</sup> au lycée international de Femey-Voltaire (Ain), s'est vu interdire, provisoirement, l'accès en salle de classe parce qu'elle s'était présentée en cours coiffée du voile islamique. Conformément à la circulaire établie le 12 décembre 1989 par le ministre de l'Éducation nationale à la suite de l'affaire du collège de Creil, cette décision a été prise par la proviseur de l'établissement, après consultation de la commission permanente de l'établissement et du recteur de Lyon.

C'est au conseil d'administration de l'établissement, dont la réunion est prévue mardi 2 octobre, qu'appartient la décision définitive.

### ENVIRONNEMENT

#### Le Conseil de l'Europe propose une charte

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé, vendredi 28 septembre, l'élaboration d'une charte et d'une convention européennes sur l'environnement. Le rapport, adopté à l'unanimité à Strasbourg, propose notamment toute une série de sanctions, allant des avertissements pénaux à des peines pécuniaires, en cas d'infractions en matière d'environnement. Elle préconise aussi la création de chambres spécialisées chargées des délits relatifs à l'environnement, ainsi que d'un « casier judiciaire spécial » pour les personnes condamnées pour pollution. (AFP)

### VILLES

#### Des mesures pour renforcer l'aide gouvernementale

A l'occasion du colloque « Villes en marche », M. Michel Rocard a annoncé, vendredi 28 septembre à la Sorbonne, deux séries de mesures pour renforcer l'efficacité de la politique de la ville de son gouvernement. Dès 1991, il y aura plus de dix-sept lignes budgétaires mais une seule [pour la politique de la ville] : tout en restant inscrits aux budgets des ministères concernés, la totalité des crédits contractuels sera, dès le premier jour ouvrable de l'année, regroupée sur une ligne unique et immédiatement déléguée aux préfets de région.

M. Rocard a également donné pour instruction d'« identifier pour chaque opération, pour chaque quartier, un responsable au sein de l'administration de l'Etat, qui soit l'interlocuteur privilégié de la commune et qui dispose d'une réelle latitude de décision ».

## Un entretien avec le grand rabbin Sitruk

Suite de la première page

« La tension actuelle dans le monde invite les hommes, en particulier les juifs, à chercher, entre la diplomatie et la guerre, une troisième voie : la voie spirituelle, celle que nous indique *Kippour*, la voie du repentir, du pardon et de la réconciliation ».

« Les hommes doivent emprunter cette voie et solliciter, du fond de leur être, une paix dans le monde. Un rêve ? Je préfère courir le risque de rêver debout, plutôt que celui de dormir sans rêver. Je crois en cette faculté d'éveil spirituel du monde qui, à la fois, mettra Israël devant ses responsabilités et rassemblera l'humanité. La prophétie d'Isaïe est là pour moi. Si des chrétiens de plus en plus nombreux se rallient à leur foi, si des musulmans, des juifs, également en nombre de plus en plus grand, en font autant, les hommes finiront par se retrouver ».

« Les religions n'ont-elles pas été, dans l'histoire, des facteurs de guerre et d'exclusion ? Comment convaincre l'opinion de ce message de paix que vous voulez lancer ? »

« Je sais que l'emprise des religions n'a pas été toujours positive. Mais les temps ont changé et aujourd'hui, leur voix se fait entendre autrement. L'action de Jean-Paul II, par exemple, avec qui je ne suis pas toujours d'accord, est admirable. Il essaie de faire sortir la religion du carcan dans lequel certains veulent l'enfermer ».

« Ces voix sont-elles entendues ? Les responsables religieux ne parviennent pas toujours à s'extraire de l'événement et à apporter cette bouffée d'oxygène et de sagesse dont l'hu-

manité a besoin, mais l'opinion accepte mal qu'ils parlent de politique ! On reproche à la religion d'engendrer des tabous. Mais voilà que la laïcité, en demandant aux religieux de ne pas se mêler de ce qui a priori ne les regarde pas, devient à son tour génératrice de tabous. Tant qu'il y aura ce type de dialectique d'exclusion réciproque, la religion ne pourra pas faire entendre sa voix ».

### « Je ne fais pas de marketing »

« Cependant, dans la communauté juive de France, il y a aujourd'hui un malaise qui tient largement à ses porte-parole. La communauté juive de France, vous responsable religieux, de vouloir parler aussi en son nom ? »

« Je n'ai, pas plus qu'aucun autre rabbin, de stratégie de conquête de pouvoir. Je ne fais pas de marketing politique. Certes, dans notre tradition juive, nous avons une réponse à toutes les angoisses des hommes, de tous les temps. Mais c'est une erreur de penser que je veuille parler au nom de tous les juifs. Je respecte la sensibilité de ceux qui ne partagent pas mes opinions. Ma parole, c'est un dialogue ».

« Dans la communauté aujourd'hui, il existe une volonté explicite d'écouter un message de spiritualité, qui n'est ni agressif, ni porteur de querelles. Et l'essai d'y répondre, mais je ne m'érige contre personne. La communauté est une grande famille, avec ses histoires de famille ».

« Lors de votre dernier voyage en Israël, n'avez-vous pas déclaré que tout juif français devait se



considérer comme un représentant d'Israël ? »

« J'ai exprimé de façon spontanée notre solidarité et notre affection à M. Shamir. De là à décrire mes propos et à parler, comme certains l'ont fait, de « double allégeance », il y avait un pas ! J'estime que si un juif français disait ne pas connaître l'Etat d'Israël, il commettrait une erreur historique. Et je n'ai pas le droit de le maintenir dans cette erreur. L'amour qu'on peut avoir pour la France ne doit pas occulter l'amour qu'on porte à Israël. Il en va de même pour l'amour qu'on porte à son père et à sa mère. Il n'y a rien de contradictoire. On ne peut pas vivre sans patrie, et cette patrie est pour nous la France, ni sans cette dimension qui s'incarne dans Israël et illustre les promesses prophétiques ».

« C'est cela qui me fait vibrer en Israël. Ce n'est pas que les Israéliens aient eu tort ou non de combattre l'intifada. Jamais je n'ai pris position sur ce type de problème. J'estime qu'il faut respecter la sensibilité intérieure d'un pays qui est en danger permanent. Mais, en tant que juif, on

ne peut pas faire l'impasse sur une promesse prophétique qui voit dans l'Israël de demain un Etat de spiritualité intense, à partir duquel la parole de Dieu sera diffusée aux hommes de toutes les confessions ».

Comment la communauté juive en France perçoit-elle la situation actuelle au Proche-Orient ?

« Israël est indéniablement menacé. M. Saddam Hussein l'a dit explicitement : il veut la destruction d'Israël, la restitution des territoires. Israël vit dans l'inconfort d'une situation d'alerte permanente. Mais il faut rappeler que la légitimité de l'Etat d'Israël trouve aussi sa source dans la souffrance bimillénaire de son peuple. Le traumatisme est proche encore dans notre mémoire. La pensée même d'une destruction, d'un effacement d'Israël doit être insupportable à tout homme épris de liberté ».

### L'après-Carpentras a été « très positif »

« Hier, les inquiétudes de la communauté étaient encore hexagonales, marquées par l'affaire de Carpentras. Vous étiez l'auteur de cette formule : « Il y aura un avant et un après-Carpentras ». Ne pensez-vous pas que « l'après-Carpentras » n'a été qu'un phénomène d'embrasement, sans suite, de l'opinion ? »

« La France a réalisé qu'à travers le corps d'un vieillard juif, on avait atteint à l'image de l'homme. J'ajoute à l'image de Dieu. Cette insulte a été fortement ressentie par la nation. J'estime que « l'après-Carpentras » a été très positif. Des décisions importantes ont été prises par les pouvoirs publics. L'éducation nationale a été sensibilisée. On a compris qu'il fallait réformer l'approche du problème de l'antisémitisme, que la place des juifs dans la société devait être perçue autrement, moins à travers leur spécificité qu'à travers leur contribution à la civilisation française ».

Propos recueillis par  
JEAN-MICHEL DUMAY  
et HENRI TINCQ



# 



A PARTIR DU 29 NOVEMBRE  
 LOCATIONS: FNAC / VIRGIN MEGASTORE / BILLETTEL / TOUTES AGENCES  
 COLLECTIVITÉS ET LOCATIONS PAR TELEPHONE:

47 42 32 80

Produced by Phil Ramone











































## 

### 

Ils sont arrivés à 9 heures. La commissaire, l'huissier et une dizaine de policiers en tenue. Dans la cour du 11 rue des Canettes, à Paris (6<sup>e</sup>), ils sont allés frapper à la loge du gardien, M. Joseph Alcédace, un arrêté d'expulsion en main.

Ils leur ont donné trois minutes. Trois minutes pour réveiller la petite Christèle, dix-huit mois, sortir le maximum d'affaires dans la cour et évacuer les lieux. M<sup>me</sup> Simone Alcédace n'en est pas revenue. Mais, sans trop résister, elle a sorti tout ce qu'elle pouvait, en vrac, sur le pavé : les valises de Jardine, le demi-frère débauché d'Hani quelques jours auparavant, la télévision, la chaîne stéréo déjà abîmée, la baignoire en plastique de la petite, le table de camping et le maximum d'effets personnels. Un des patins à roulettes de Franz, huit ans, déjà parti à l'école, est resté à l'intérieur. L'autre s'est retrouvé au milieu de la cour. « Ensuite ils ont changé les serrures, démonté la porte de l'armoire pour la clouer à la petite vitre de l'entrée, et nous ont mis dehors, raconte-t-elle. J'étais encore en chemise de nuit. »

Sa fille Charline, cinq ans, hospitalisée depuis cinq mois après s'être fait renverser par une voiture, n'était pas présente. Mais il y avait là une sœur de Simone, deux cousins de Joseph et quelques amis. En tout douze personnes, selon la police. Sur le pas de la porte, Simone s'est

habillée, en a fait autant avec Christèle et Stangly, six ans, pendant que les autres commentaient à réunir les affaires.

« De chez moi j'entendais les policiers crier, témoigne un voisin. C'était honteux. Ça faisait dix ans qu'ils habitaient ici et on les a traités comme des chiens. Et ça en plein sixième, on croit rêver. »

#### 

Dans la rue des Canettes, la rumeur s'est propagée. « J'ai voulu intervenir, mais l'huissier m'a dit de me mêler de mes affaires », lance, indignée, la patronne du restaurant voisin, Chez Georges. Son mari a amené quelques cartons pour ranger des habits et a fait chauffer le biberon. Le propriétaire de la crêperie d'en face s'est chargé de fournir de la nourriture. Ensemble, ils ont accompagné M. Alcédace au bureau d'aide sociale de la mairie du sixième.

Le directeur les a tout de suite reçus. « Nous leur avons trouvé un hôtel pour quatre nuits, se félicite-t-il. Plus s'il le faut. Pour les bagages, nous trouverons bien une solution. Mais la logement n'est pas de notre ressort. Et puis nous avons été pris au dépourvu. » Ce que conteste la préfecture de police, qui déclare avoir averti le bureau d'aide sociale de la situation de la famille Alcédace le 11 décembre 1989.

Une situation presque classi-

que. Début 1988, la copropriété décide de supprimer le poste de gardien mais laisse la famille occuper gratuitement la loge en attendant d'avoir trouvé un appartement. Le propriétaire de la loge exige, lui, que l'expulsion soit effectuée et un jugement est rendu en avril 1988. « Prioritaire », la demande d'attribution de HLM, effectuée début 1989, n'est pourtant prise en compte qu'un an après. Et, alors que la famille se dit d'accord pour quitter le beau quartier de la place Saint-Sulpice et s'installer dans une cité de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) comme cela lui est suggéré, rien de concret ne lui est proposé. Le 25 juillet, la police avertit les Alcédace que l'expulsion est imminente. Le 28 septembre, ils sont sur le pavé dans la cour.

Révoquant ? « Révoquant mais indéfinissable, indique-t-on à la préfecture, on ne peut pas laisser les squatters s'installer partout. » Le même jour, à quelques centaines de mètres de là, la délégation interministérielle à la ville organisait à la Sorbonne, sous le titre « Villes en marche », les Rencontres nationales du développement social urbain. La table ronde de 15 heures s'intitulait : « Attribution des logements sociaux ».

NATHANIEL HERZBERG

## 

### 

#### 

L'affaire des cliniques privées marseillaises, largement évoquée ces derniers mois lors des assassinats successifs de Léonce Mout, directeur de la polyclinique Nord, et de Jean-Jacques Peschard, maire du 7<sup>e</sup> secteur de Marseille, a connu, jeudi 27 septembre, un nouvel épisode judiciaire avec l'inculpation et l'incarcération de l'ancien PDG de deux établissements privés.

Mme Evelynne Presciosi, qui dirigeait le groupe Euroclinik regroupant les cliniques Monticelli et Pasteur, a été inculpée de banqueroute par le juge Bernadette Augé et écrouée à la maison d'arrêt des Baumettes.

La justice reprocherait à l'ancien

PDG d'Euroclinik un trou de 160 millions de francs dans la gestion des deux cliniques, totalisant 143 lits et réunies, en décembre 1987, au sein d'Euroclinik. En 1987, M<sup>me</sup> Evelynne Presciosi avait emprunté 100 millions de francs pour acheter ces deux cliniques très convoitées, y compris par le groupe dirigé par Jean Chouraqui, déjà propriétaire de plusieurs cliniques de Marseille et actuellement inculpé de complicité d'assassinat sur la personne de Léonce Mout et écroué.

Au mois de septembre 1989, le tribunal de commerce de Marseille avait désigné un administrateur judiciaire, chargé de gérer les cliniques Monticelli et Pasteur.

## 

FOOTBALL : Victoire de Marseille à Monaco (3-1). — En match avancé de la 11<sup>e</sup> journée du championnat de France de première division, l'Olympique de Marseille a réussi à s'imposer nettement (3-1) vendredi soir 28 septembre au stade Louis-II de Monaco.

Ce succès, amorcé en première mi-temps par un but de Germain (34<sup>e</sup> min.), a été consolidé, après le repos, par deux autres buts de Vercautse (53<sup>e</sup> min.) et Papin (58<sup>e</sup> min.) alors que l'AS Monaco ne réussit à marquer qu'une fois, sur penalty, par Frank Sauzée (47<sup>e</sup> min.). Cela permet à l'équipe de Franz Beckenbauer non seulement d'effacer son échec du samedi 22 septembre, à domicile, contre Cannes, mais aussi de reléguer à 5 points les Monegasques, considérés comme les rivaux les plus dangereux des champions de France.

## 

### 

#### 

I. Obtenir de brillants résultats. N'est pas à l'abri de mauvais résultats. — II. Obtenir avec le jus. N'a pas la grosse tête. — III. Allait au sénat. Fait partir. — IV. Conjonction. A son chef ou bien son maître. Echappe aux outrages du temps. — V. A faire sur le champ. Fait plus de mille bornes. — VI. Ne va pas très loin. On ne donne pas cher de lui. Se condamner à être au bout du rouleau. — VII. Passe et repasse. Aide à couronner. — VIII. Sac à vin. Agir sur la concentration. — IX. Descendit très vite. S'intéresse à un espace occupé. N'échappe plus aux regards. — X. Voyages grâce à son travail. Morceau de tartre. Préposition. Est appelé à prendre sur lui. — XI. Attire le feu ou bien ne brûlent plus les planches. Porte un besson. — XII. Femme forte. Aimait les études. Agent de liaison. — XIII. Meurt après avoir bien vécu. Il nous faut payer pour elle. Homme de métier. — XIV. Présentent un danger quand ils sont en trop grand nombre. On y perd le sens des réalités. Note. — XV. A beaucoup d'eau. Sont de plus en plus nom-

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

breux. Traverses parfois de beaux quartiers.

#### 

1. S'occupe de ceux qui peuvent rencontrer des obstacles. Ne peut pas se passer d'eau. — 2. Aime se faire entendre. Avoir du travail pardessus la tête. — 3. Est destiné aux chanceux. Dans et sur la Loire.

#### 

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

Adverbe. — 4. Peut se produire en reproduisant. Fait du très bon travail. — 5. Pas facile à toucher. A eu des cornes. Escompte une traite. A de l'eau froide. — 6. Est difficile à avoir. Ristent dans l'assiette. — 7. Une fille de Zeus. Possessif. A mené maintes gens à leur perte. — 8. Ne manquent pas d'air. Moyen d'en savoir plus. Abréviation. — 9. A ne pas mélanger avec les salades ! Joueurs de lyre. Conjonction. — 10. Fait mal faire. Vont au feu. — 11. Aucunement acceptée. Sont bien pourvus pour aller de l'avant. Lettre grecque. — 12. A une mauvaise situation. Mit fin à une vie de couple. — 13. Son retour a lieu avant l'automne. Utile pour voir du pays. — 14. Pronom. Fait crier. Agissent sur les nerfs. — 15. Apportera du changement. Est à la porte.

#### 

Horizontalement  
 1. Angulaire. — II. Esamel. — III. Tri. Nouée. — IV. Oignons. — V. Don. Idiot. — VI. Arrêt. — VII. Doré. Etd. — VIII. Asdic. Or. — IX. Claf. Gue. — X. Te. Lieur. — XI. Erne. Rasé.

Verticalement  
 1. Autodidacte. — 2. Rio. Osier. — 3. Geignarde. — 4. Ut. Rellie. — 5. Lenoir. — 6. Aronde. Ger. — 7. Inusité. Rus. — 8. Réa. Tours. — 9. Eluthère.

GUY BROUTY

#### 

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

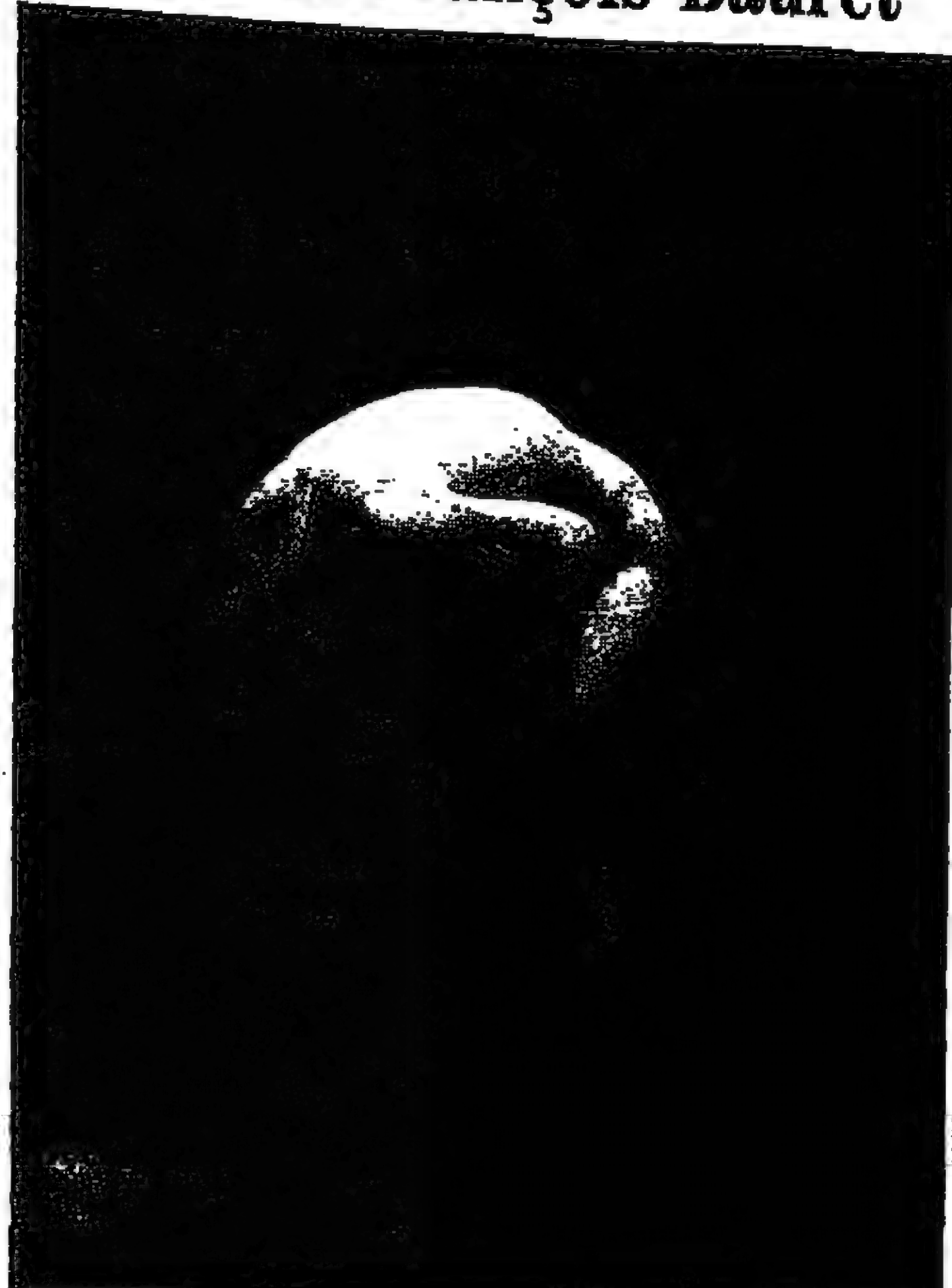


051 71147

# CULTURE

## PHOTOGRAPHIE

### Les figures de style de Jean-François Bauret



Nu de Jean-François Bauret

D. R.

Dans un studio de soixante mètres carrés, seul devant un fond neutre, le modèle nu, livré à lui-même, improvise au cours de quinze à vingt séances de trois ou quatre heures, réparties sur trois ans.

Figure animée par l'improvisation du mouvement, portée par une sorte de transe élégante, Isabelle Barbat est l'égérie principale de cette recherche plastique, menée par Jean-François Bauret.

Répertoire de poses, concentré d'émotions physiques, gélées par

l'éclairage, cette série, aux tirages surdimensionnés, est complétée par quelques portraits nus qui firent scandale dans les années 70. Et par des portraits classiques, très picturaux, de peintres (Morandi, Bram Van Velde, Alechinsky, méconnaissable sans barbe, en 1960) dans leur environnement familial.

P. R.

Jean-François Bauret, Portraits, Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carrée, jusqu'au 14 octobre.

## FESTIVALS

### Los Angeles sur Pacifique

Avec le troisième Festival international de Los Angeles, Peter Sellars a proposé à la ville d'effectuer son rite de passage vers un vingt et unième siècle pluriculturel

#### LOS ANGELES

de notre envoyée spéciale

Existe-t-il un mouvement culturel correspondant à la réalité économique du « Pacific Rim » ? C'est ce que voulait prouver le festival qui vient de s'achever à Los Angeles. A l'issue de dix-sept jours d'un programme de musique, de danse, de théâtre, d'opéra, venus d'Asie, d'Océanie, d'Amérique latine, le public est surpris et ravi, les organisateurs parient déjà sur l'avenir, et les sponsors annoncent qu'ils reviendront. Une démonstration d'ouverture culturelle réussie par son chef d'orchestre : Peter Sellars.

Le jeune américain de trente-deux ans originaire de Pittsburgh et connu pour de singulières mises en scène d'opéra, a succédé à Robert Fitzpatrick, parti pour Paris et EuroDisneyland après avoir dirigé deux festivals (1984 et 1987), particulièrement axés sur l'euro-culture. A entendre la prière inaugurale d'un chef de tribu indien, à voir défilier les aborigènes d'Australie, les danseurs de Wallis-et-Futuna, qui doutait du changement de politique culturelle ? Pendant les cérémonies d'ouverture, Sellars, elle-même punk en costume africain jaune et noir (un achat local), bondissait d'un spectacle à l'autre.

La carte géo-culturelle de la ville a servi de trame au festival. Los Angeles est la plus grande ville japonaise en dehors du Japon, la plus grande ville vietnamienne en dehors du Vietnam, c'est aussi un centre coréen, cambodgien, mexicain et guatémaltèque... Dans certaines écoles, on parle plus de quatre-vingt-cinq langues. Résultat : « un patchwork de cultures dramatiquement différentes », comme le craignait le *Los Angeles Times*. Dans cette mégapole isolationniste où les autochtones traversent les quartiers sans y passer, les communautés d'immigrés ont créé des îlots culturels souvent ignorés de leurs voisins.

Qui connaissait le temple thaïlandais de la « Valley » entre une station-service et un drugstore ? Ou le marché africain du quartier noir de Crenshaw ? ... Chinatown et Little Tokyo peut-être, mais Little India, ou la colonie cambodgienne de Long Beach ? ... Le festival conviait ses

spectateurs à arpenter la ville, à s'exposer à d'autres cultures indispensables : une bonne carte et le plein d'essence, mais les billets d'entrée superflus, car 70 % des spectacles étaient gratuits.

Les organisateurs ont effectué de sérieuses recherches dans toute la région du Pacifique. A côté de troupes professionnelles connues et déjà formées, le programme comportait des prestations d'amateurs aux pratiques centenaires mais qui n'étaient jamais sortis de leurs îles ou de leurs villages. La beauté, jamais vue, de leurs performances aura été la première surprise de ce festival. C'était le cas du seul groupe français, venu des îles de Wallis-et-Futuna. L'énergie guerrière, la force terrifiante de leurs danses leur ont valu un triomphe.

#### Débuts difficiles

Et à quelques semaines de l'ouverture, les organisateurs apprenaient que Hua Wenyi, la cantatrice la plus célèbre d'opéra chinois *kun*, avait quitté clandestinement la Chine (avec quelques membres de sa troupe, la Shanghai Kunju Company) après le massacre de la place Tiananmen, et vit à Los Angeles où elle travaillait dans une blanchisserie. Leur opéra, reconstitué, a connu deux représentations au Peony Pavilion.

Parmi les spectacles les plus remarquables, celui du Ballet de la cour royale de Java, dont les neuf danseuses (représentant les neuf désirs humains) ont fait une entrée langoureuse sur la scène du grand arboratum de Pasadena. Beau succès également pour la troupe de danse classique cambodgienne qui a reçu son visa en *extremis* (malgré l'absence de relations diplomatiques entre les deux gouvernements, dont c'était le premier échange artistique depuis la guerre du Vietnam). Leur ballet a été repris par une académie de danse de Phnom-Penh, après que le régime des Khmers rouges eut massacré près de 90 % des artistes du pays. Le festival présentait de nombreux spectacles japonais au Japan America Theater. Opéra contemporain pour voix, flûte traversière *yokohama* et percussion, *The Legend of the Water Flame* (la flamme d'eau, ou

l'alliance impossible) hantera les spectateurs par la force onirique de ses images. D'Amérique latine, on a vu *El gran circo leandro de Chile*, ainsi que l'atelier de Guillermo Gomez Pena et son langage fusion anglais/espagnol, ranchero/punk, poétique et politique. Et au temple thaï de la « Valley », c'était un *Roméo et Juliette* façon commedia dell'arte, pop et thaïlandais à la fois.

« *It's wild* », précisait l'espagnol Sellars, qui a bien sûr donné sa représentation de *Nixon in China*, opéra créé en 1987, où il met en scène la visite historique de Nixon en Chine sur fond de révolution culturelle (musique de John Adams, livret de Alice Goodman).

Il y avait quand même deux troupes de la côte est à l'affiche : le très populaire Bread and Puppet Theater, et leur saute appliquée à la situation des sans-abri. Et le Wooster Group, théâtre expérimental new-yorkais qui a joué *La Tentation de saint Antoine*. Le festival de cinéma organisé par les Archives du film d'UCLA apportait son surcroît d'images et d'histoires, avec des films venus de tous les pays de la ceinture pacifique... Et partout dans la ville, un festival « open », des concerts donnés par les héros locaux

(le saxophoniste Ornette Coleman, le violoniste Subramaniam), des expositions, des attractions pour les enfants, des panneaux muraux.

Malgré des débuts difficiles (des sponsors « étonnés » par le programme), le festival a bouclé son budget en faisant appel aux sociétés asiatiques (japonaises, notamment : Toyota, Honda, Hitachi...). Les 5 millions de dollars ont permis de produire 1 400 artistes venus de 21 pays différents, ainsi que 600 artistes locaux, pour un total de 80 spectacles. Le sponsor principal des festivals précédents, Occidental Petroleum Corporation est resté fidèle. Tom Bradley, le maire de Los Angeles, a soutenu ouvertement les initiatives de Peter Sellars. Vu la controverse actuelle, les organisateurs ont refusé une subvention de 30 000 dollars du National Endowment for the Arts (1). Le prochain festival aura lieu en 1993 sur le thème des « nouvelles géographies du spectacle ».

CLAUDINE MULARD

(1) Le National Endowment for the Arts demande désormais à ses bénéficiaires de signer une clause de « non-obscénité ». Cette décision a déclenché une controverse importante dans les milieux artistiques américains. (Le Monde du 30 août).

### Peter Sellars : « La culture, c'est la réalité »

Peter Sellars, dont on a pu voir en France les mises en scène « réactualisées » des opéras de Mozart, a dirigé ce festival bouillonnant au centre d'une ville multiple, insaisissable. Il est prêt à renouveler cette expérience.

« Avec ce festival, déclare-t-il, nous avons cherché à examiner la réalité du paysage culturel de Los Angeles, et à y répondre. Nous vivons dans une culture de l'exil. Ce qu'on décrivait autrefois comme le baroque culturel n'existe plus. Et ce qui se passe dans cette ville sur une grande échelle va se passer partout ailleurs. Los Angeles est la première grande ville qui ne possède pas de centre, et c'est intéressant parce que, dans le monde entier, les centres d'influence traditionnels disparaissent. On a plutôt affaire à un champ. Il y a un défi politique et sociologique : est-ce que ça va marcher, ou est-ce que tout va s'écrouler ? C'est une situation volatile et dangereuse, comme New-York à la fin du siècle dernier. Mais ce sont ces frictions, ces échauffements, cette action, qui créent la culture... Nous voulons donner aux habitants de Los Angeles la possibilité de reconsidérer leur ville, ici, quand on demande où sortir le soir,

personne ne sait, même s'il se passe bien davantage de choses que n'importe où ailleurs. Il faut rassembler tous ces fragments, et voir ce qu'ils forment collectivement.

« Ce qui m'intéresse dans la culture, c'est la réalité. En Occident, nous avons cette étrange manie de refuser le changement. Mozart et Verdi étaient des innovateurs dont le nom est brandi au nom de la tradition. Une tradition que l'on amoindrit chaque jour. Quand je vois l'opéra chinois *Kun*, je me dis que nos opéras devaient être comme ça il y a deux siècles, et quant au ballet de la cour de Java, il est ce que devait être le ballet de la cour de France au dix-huitième siècle, avant qu'on ne l'ait perdu.

« En mettant l'accent sur les cultures non occidentales, ce festival remet en cause la notion de culture. Dans les années 30, une élite d'intellectuels européens a immigré dans ce pays et nous savons qu'ils étaient. Aujourd'hui, nous ignorons des artistes exceptionnels qui sont devenus des citoyens américains. Le but du festival est de les faire connaître. »

C. M.

## LETTRES

### Jean Rouaud, le kiosquier sans convoitises

L'auteur du roman « les Champs d'honneur » est marchand de journaux à Paris

Attachant, Jean Rouaud. C'est la considération qui prévaut au sortir d'une rencontre avec ce nouveau mais plus tout jeune auteur (trente-huit ans le 13 décembre), simple employé kiosquier à Paris mais titulaire d'une maîtrise de lettres, sur lequel quelques jours de l'anonymat par la grâce d'un livre, *les Champs d'honneur*, de critiques subjugués (1) et d'un coup d'essai coup de maître à « Caractères », la nouvelle émission littéraire d'Antenne 2.

Par sa propre grâce d'abord, sans quoi rien ne serait dit ni publié, une richesse intérieure qui transparaît dans un regard éclairé et un visage de jeune vieux amoureux de Peynet.

Plutôt amusé de ce qui lui arrive « en surface », Jean Rouaud : le marchand de journaux est assailli par les journalistes... on l'aborde chaleureusement dans la rue, dans le métro, depuis sa prestation, vendredi 14 septembre, chez Bernard Rapp, et sa popularité de quartier s'est accrue, un peu plus envahissante mais plus respectueuse aussi.

Il y a quelques années que le kiosque de la rue de Flandre, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, est devenu un lieu de dialogue, et Jean Rouaud a une affection particulière pour « un vieux monsieur de quatre-vingt ans » ami personnel de René Char et fêré de poésie. Des conversations qui lui permettent d'aller contre — comme il dit : « Le talent, c'est aller contre son talent » — un tempérament hyperémotif. « Je n'avais jamais eu d'amis avant de commencer à travailler ici ».

Amusé, Jean Rouaud, mais pas encore très conscient que sa vie, du moins son existence matérielle — il gagne actuellement le SMIC et n'a jamais payé d'impôts — peut radicalement changer : déjà 20 000 exemplaires vendus et ce n'est pas fini, même si aucun jury littéraire de l'automne ne s'intéresse aux *Champs d'honneur*. Ce qui, dit-il en passant, l'indiffère totalement :

on le croit sur parole tellement son itinéraire a été jusqu'ici hors normes sociales, hors vraisemblance pour le brillant étudiant qu'il fut et l'homme cultivé qu'il est. Un marginal de l'esprit, Jean Rouaud.

Quand il naît, en 1952, à Campbon, un bourg de Loire-Atlantique entre Nantes et Saint-Nazaire, son père devient représentant de commerce en fournitures scolaires, tandis que sa mère continue de tenir, dans le village, le petit magasin de vaisselle familial fermé quatre ans durant la guerre. Si « se signer aux quatre veines » pour ses enfants — en l'occurrence un garçon et deux filles — est le souci de beaucoup de parents modestes, c'est une idée fixe chez le père de Jean Rouaud : il y laissera sa santé et sa vie à quarante et un ans.

#### Une ligne infranchissable

Un père qui a « post ser jalons » avant de mourir : préparer ses enfants à des études longues. Il inscrit son fils en sixième, comme pensionnaire au collège Saint-Louis de Saint-Nazaire. Un internat dont Jean Rouaud garde un souvenir d'« oppression ». Mais il obtiendra sans problème le bac C avant d'opter pour la faculté des lettres de Nantes : « C'est seulement, explique-t-il, la capacité lyrique de l'écriture qui m'a intéressé en fac. Comment joindre le réel au lyrique, le réel du réel étant bien sûr la mort ».

La mort de son père, le lendemain de Noël 1963 — Jean Rouaud a onze ans — laissera une blessure incalifiable. Un père passionnément admiré, qui s'est évadé à l'âge de dix-sept ans d'un train qui l'emmenait en Allemagne au titre du STO et qui est entré, durant les trois dernières années de la guerre, dans les maquis de la Résistance. « Une figure héroïque », dit l'auteur des *Champs d'honneur*, « un

homme charismatique, très épris de culture, qui avait trop de talent pour l'endroit où il est né. Une sorte de Madame Bovary et j'ai toujours trouvé insupportable que l'on parle avec mépris de petites ou moyennes gens. Il y a une ligne de l'intolérable à ne pas franchir qui s'appelle la dignité humaine ».

Un père, déjà très présent dans les *Champs d'honneur* et qui sera « l'épicentre » de son prochain roman (pendant la guerre de 1939-40 et la Résistance), le premier étant surtout consacré, pour simplifier, à ses grands-parents et à la guerre de 1914-18. Mais ce n'est pas une saga qu'écrit Jean Rouaud : c'est avec pour sublime modèle les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand — « le livre complet », dit-il — la reconstitution de son temps dans l'histoire et dans l'espace, en fouillant dans ses connaissances et dans des souvenirs émotionnels. « Un peu, soumit-il, à la manière de Cuvier qui, avec une vertèbre, reconstituait un dinosaure ».

#### Trois mois de travail six mois de chômage

Un long cheminement de pensée. Un long mûrissement, mais Jean Rouaud n'est pas un homme pressé. Lorsqu'il quitte, en 1974, la faculté de Nantes avec sa maîtrise de lettres, il n'a, de son propre aveu, « aucune vocation, aucune énergie ». Si mai 1968 a été un mois comme les autres à Campbon, il a été « ébloui », en revanche, lors des dures grèves estudiantines de 1970, par « l'extraordinaire liberté d'esprit » de ses condisciples. Lui, l'hyperémotif, n'est que « spectateur », mais il adhère à la phraséologie du moment : « Pour se déstabiliser, disais-on à la fac, il ne fallait pas travailler : j'ai trouvé là, une réponse toute faite à mon inadéquation totale à la vie professionnelle ».

Profiter de la société, même en vivant très chichement : trois mois

de travail, six mois de chômage... Jean Rouaud fait ainsi trente-six petits boulots : vente à domicile, pompiste de nuit, marchand ambulancier, etc. En 1979-1980 il est téléiste à Presse Océan, mais pendant un an et demi il écrit tout de même un billet d'humeur à la une de l'*Eclair* de Nantes avant d'être « viré par Hersant ».

C'est aussi qu'il a cessé d'être « vaguement postjardiste » — après avoir admiré le général de Gaulle « en osmose métaphysique » avec son père — pour embrasser les idées de gauche « en adéquation avec ma sensibilité épidermique et ma vision politique ». Il faut l'amour d'une femme pour le décider, en 1981, à venir à « Paris l'inapprochable » travailler deux ans dans une librairie d'art, puis trouver, via la Mairie de Paris, ce poste de kiosquier, rue de Flandre. « Toujours aux plus bas échelons », souligne-t-il, sans aucune convoitise, sans aucune volonté de système.

Mais c'est le même homme qui cite les grands auteurs, joue du piano classique, rédige la dernière partie des *Champs d'honneur* à l'écoute de la Sonate numéro 8 de Mozart et veut être, dans son écriture, « à la hauteur », selon le message de son père. « Si mon éditeur, affirme-t-il, m'avait donné un simple satisfecit j'aurais repris mon manuscrit ».

Amusé, Jean Rouaud, de cette effervescence soudaine. Mais pas vraiment surpris au fond de lui-même car, « conscient de ses terroirs », il n'est pas sur un petit nuage. Il entend rester sur sa propre planète.

MICHEL CASTAING

(1) Editions de Minuit. Lire l'article de Patrick Kéchichian dans « Le Monde des livres » du 14 septembre.

**A LA DÉFENSE**

du 27 septembre au 18 novembre 1990  
Exposition organisée par l'EPAD  
et la G.M. Galerie  
Espace Art Défense - Galerie Art 4  
100 Boulevard de la Défense - Paris 15  
RER/SNCF Station La Défense



SAMEDI 29 - DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

## CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE  
PALAIS DE CHAILLOT  
(47-04-24-24)

## SAMEDI

La Diligence vers l'Ouest (1966, v.o. s.t.f.), de Gordon Douglas, 15 h ; le Sorcier du Rio Grande (1985, v.o. s.t.f.), de Charles Marquis Warren, 17 h ; Trois heures dix pour Yuma (1956, v.o.), de Delmer Daves, 19 h ; la Captive aux yeux clairs (1952, v.o.), de Howard Hawks, 21 h.

## DIMANCHE

Femme ou Démon (1938, v.o. s.t.f.), de George Marshall, 15 h ; l'Étrange Incident (1943, v.o.), de William Wellman, 17 h ; Courts métrages de Moïse Maatouk ; Hommage à Charlie Chaplin, de Moïse Maatouk, le Baiser au cinématographe, de Moïse Maatouk, le Dîner des bustes, de Moïse Maatouk, Ces petits films qui vendent les grands, de Moïse Maatouk, Hommage à Jean Renoir, de Moïse Maatouk, Isabelle, de Moïse Maatouk, Extraits d'avant-guerre, de Moïse Maatouk, Sarah Bernhardt, de Moïse Maatouk, les Quatre-vingts Ans d'Arletty, de Moïse Maatouk, la Passion d'une femme sans cœur, de Moïse Maatouk, 19 h ; l'Homme de la Sierra (1986, v.o. s.t.f.), de Sidney J. Fyne, 21 h.

## CENTRE

GEORGES-POMPIDOU  
SALLE GARANCE (42-78-37-29)

## SAMEDI

Passages de l'Image : On s'est tous défilés (1988), de Jean-Luc Godard, Blade Runner (1982, v.o. s.t.f.), de Ridley Scott, 14 h 30 ; les Divisions de la nature (1978), de Paul Ruiz, Blue Velvet (1986, v.o. s.t.f.), de David Lynch, 17 h 30 ; Pappaziti (1983), de Jacques Rozier, la Chambre verte (1978), de François Truffaut, 20 h 30.

## DIMANCHE

Passages de l'Image : Colloque de chaises (1978), de Raoul Ruiz, Rage (1976, v.o. s.t.f.), de David Cronenberg, 14 h 30 ; Monchen-Berlin Wanderung (1927), d'Oskar Fischinger, We Can't go home again (1971-1972, v.o. s.t.f.), de Nicholas Ray, 17 h 30 ; Milesstones (1975, v.o. s.t.f.), de Robert Kramer, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

## SAMEDI

En voiture, Paris I : Ville moderne ; Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, Playtime (1967) de Jacques Tati, 14 h 30 ; Travail : Éclair journal, 15 h 30 ; Appellez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro, Fais divers (1923) de Claude Autant-Lara, 15 h 30 ; Exploit sportif : Dim Dam Don (1967) de Daisy Gailard, C'est un rendez-vous (1976) de Claude Lelouch, Un homme et une femme (1966) de Claude Lelouch, 18 h 30 ; Aventure-évasion : Spot : Paris Yves Saint-Laurent (1988), Diva (1980) de Jean-Jacques Beineix, 20 h 30.

## DIMANCHE

En voiture, Paris I : Statut social : Bande annonce : la Proie pour l'ombre (1961) d'Alexandre Astruc, Magazine de l'automobile n° 14 (1958) de la Régie Renault, Comment réussir un amour (1952) de Michel Boisrond, 14 h 30 ; Aventure-évasion : Actualité Gaumont : Éclair journal, Dangerusement votre (1985) de John Glen, 15 h 30 ; Travaux : Champions juniors (1954) de Pierre Blondy, Quel du point du jour (1959) de Jean Faurez, 18 h 30 ; Ville moderne : Périph (1988) de Jack Gasiowski, Quinze ans après (1982) d'Hani Torrenti, Traffic (1971) de Jacques Tati, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

**A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE** (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-18-08) ; UGC Biarritz, 8- (48-62-20-40) ; Les Montparnasse, 14- (43-27-52-37) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

**LES AFFRANCHIS** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 4- (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-57) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-31) ; Escorial, 13- (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Miramar, 14- (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01).

**ALBERTO EXPRESS** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9- (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95).

**ATTACHE-MOI !** (Esp., v.o.) : Latina, 4- (42-78-47-86) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; Le Triomphe, 8- (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8- (45-74-94-94).

**L'AUTRICHIENNE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20).

**L'AVENTURE DE CATHERINE C.** (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20) ; UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; Max Under Panorama, 9- (48-24-89-88) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15- (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**HALFABOULE** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**HALFABOULE** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**BOUGE PAS, MEURS. RESSUSCITE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**DICK TRACY** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**L'AVENTURE DE CATHERINE C.** (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20) ; UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; Max Under Panorama, 9- (48-24-89-88) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15- (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**HALFABOULE** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**DADDY NOSTALGIE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET** (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20) ; UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; Max Under Panorama, 9- (48-24-89-88) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15- (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**DO THE RIGHT THING** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**DOCTEUR PETITOT** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**48 HEURES DE PLUS** (A. v.o.) : UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**QUELLE HEURE EST-IL** (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Denfert, 14- (43-21-41-01) 21 h 40.

**REVES** (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; République Cinéma, 11- (48-06-51-33).

**ROBOCOP 2** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**S'EN FOUT LA MORT** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12).

**LE SOLEIL MÊME LA NUIT** (A. v.o.) : UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08).

**SUSIE ET LES BAKER BOYS** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

**LE SYNDROME DE L'ESPION** (Fr.) : Studio Galérie, 4- (43-54-72-71).

**TATIE DANIELLE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Cinoches, 6- (46-33-10-82).

**LES TEMPS DES GITANS** (Youg., v.o.) : Lucmaire, 6- (45-44-57-34).

**THE MAHABHARATA** (Fr., v.o.) : Lucmaire, 6- (45-44-57-34).

**TORCH SONG TRILOGY** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**TOUT POUR RÉUSSIR** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82).

**TROIS ANNÉES** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2- (47-42-58-31) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

(45-54-46-85) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46).

**COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE** (A. v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; Pathé Hauteville, 6- (40-33-79-58) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**COMTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G de Beaugrenelle, 6- (42-22-87-23).

**CRIMES ET DÉLITS** (A. v.o.) : Reflet Logos II, 5- (44-54-42-34).

**CRY BABY** (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8- (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; La Triomphe, 8- (45-74-94-94) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20).

## LES FILMS NOUVEAUX

**BOUGE PAS, MEURS. RESSUSCITE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**DICK TRACY** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**L'AVENTURE DE CATHERINE C.** (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20) ; UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; Max Under Panorama, 9- (48-24-89-88) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) ; Kinopanorama, 15- (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17- (40-68-00-18) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2- (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**HALFABOULE** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

49-60) ; Sept Permissiens, 14- (43-20-32-20).

**NON OU LA VAINTE GLOIRE DE COMMANDEUR** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**PLEIN FER** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**LE SIXIÈME DOIGT** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**VOIR L'ÉLÉPHANT** (Fr.) : Forum Horizon, 1- (45-08-41-57) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistrail, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-82-82) ; Les Montparnasse, 14- (43-35-30-40).

**LA NUIT D'ÉTÉ EN VILLE** (Fr.) : Pathé Hauteville, 6- (40-33-79-58) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-82-82) ; Pathé Français, 13- (43-59-82-82) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06).

**L'ORCHIDE SAUVAGE** (A. v.o.) : Brestagne, 6- (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 6- (45-63-16-16).

**LE PRÉDESTINÉ** (Jap., v.o.) : Épée de Bois, 5- (42-37-57-47).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-35-14).

**48 HEURES DE PLUS** (A. v.o.) : UGC Normandie, 6- (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-94-94) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (48-36-10-98).

**QUELLE HEURE EST-IL** (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Denfert, 14- (43-21-41-01) 21 h 40.

**REVES** (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00) ; République Cinéma, 11- (48-06-51-33).

**ROBOCOP 2** (A. v







## RÉGIONS

Un colloque à Limoges

## Les régions en première ligne sur l'environnement

LIMOGES

de notre correspondant

Le « plan national de l'environnement », élaboré par les services du secrétariat d'Etat Brice Lalonde, sera présenté le 9 octobre prochain devant l'Assemblée nationale. Il vient auparavant d'être le fil conducteur du colloque « Régions et environnement », organisé conjointement à Limoges, le 19 septembre dernier, par l'Observatoire interrégional du politique (OIP) et le conseil régional du Limousin. Ce colloque a réuni, autour de Brice Lalonde et de Jean-Pierre Dupont, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), les représentants d'une quinzaine de régions et a mis en évidence l'importance croissante que la population française accorde à l'instance régionale. Notamment pour ce qui touche à un ensemble de notions complexes mais de plus en plus ressenties comme indissociables : l'environnement, l'aménagement du territoire, la lutte contre la désertification et les déséquilibres ville-campagne.

Au départ : une enquête de l'OIP, institution née en 1985, qui associe le CNRS et la Fondation nationale des sciences politiques pour l'étude de la vie politique, sociale et économique des vingt-deux régions françaises. En 1989, l'OIP a mené de front trois enquêtes complémentaires : le fait régional, la région et

l'environnement, la région et l'éducation. De cette enquête, il ressort que « les images de la région s'améliorent dans de nombreux domaines : la politique de décentralisation recueille de plus en plus de suffrages. La région est majoritairement perçue comme l'unité politique et administrative d'avenir ». Unité à laquelle on demande trois tâches principales : la « restructuration industrielle, la formation des chercheurs et des jeunes, la lutte pour la préservation de l'environnement ».

## Le danger du désert

Des missions qui ne sont pas si disparates qu'il y paraît, du moins si l'on en croit les diverses interventions au colloque de Limoges. Le temps n'est plus, y a-t-il été dit, où l'activité économique et le souci de l'environnement apparaissent comme deux exigences antagonistes, entre lesquelles il fallait toujours bricoler des cotés mal taillés. « On a cru longtemps », a résumé Brice Lalonde, que l'écologie était l'enjeu de l'économie. On commence à s'apercevoir qu'elle en devient le moteur ».

Est-ce parce que ce colloque avait lieu à Limoges, capitale de la région la plus rurale de France ? Le tableau des agressions contre l'environnement s'est complété d'un thème inattendu : l'exode rural. Robert Savy, président du conseil régional

du Limousin, a ainsi expliqué cet apparent paradoxe : « Quand les responsables de l'OIP ont consulté les régions sur la manière dont leur étude devait aborder les questions d'environnement, j'ai suggéré qu'aux mesures classiques - pollution de l'eau, de l'air, dégradation des paysages, stockage ou transport de matières dangereuses - on ajoute ce danger nouveau qui constitue l'abandon des terres et la dépopulation des campagnes ». Car « la nature n'est rien si elle n'est préservée de l'homme et c'est en maintenant partout l'activité humaine que l'on préservera l'environnement ». Ce que les élus limousins (qui, mercredi 19 septembre, avaient retardé l'ouverture du colloque en recevant Brice Lalonde à l'aéroport de Limoges-Mérle) repèrent par une image à laquelle l'actualité médiatique de ces derniers jours donne toute sa force : « Cinquante moutons valent un Canadair » ; et même plus, ajoutent-ils, car le troupeau nettoie le sol avant que les incendies éclatent.

## Politique rurale commune

Conclusion donc, soulignée par Jean-Pierre Dupont : « L'aménagement du territoire ne peut se pratiquer que dans le cadre du développement régional ». Ce qui suppose un approfondissement de la décentralisation, car « tous les partenaires se sont montrés d'accord là-dessus - la

loi Defferre n'est pas claire sur la répartition des compétences entre l'Etat, les régions, les départements. En matière d'environnement, l'enquête de l'OIP montre que, dans ce flou, l'opinion a distribué, de sa propre initiative, les cartes : « A ses yeux, la région est la première responsable des solutions à apporter aux problèmes de la pollution de l'air, de la dégradation des paysages, de l'abandon des cultures, du dépeuplement des zones rurales. A l'Etat revient la charge de la pollution de l'air, de risques nucléaires, du stockage des déchets chimiques, du transport des matières dangereuses. A la commune, enfin, la réglementation des déchets d'ordures ».

« Ce partage répond à une perception de la nature des risques : à la région ceux qu'on pourrait appeler de proximité, à l'Etat ceux liés à l'industrie et à la technologie. » Une formule qui incite les régions à se poser une question : « D'accord pour la répartition des responsabilités, mais quid de la répartition des moyens d'y faire face ? » Réponse en pirouette de Brice Lalonde : « Comme mon secrétaire d'Etat n'a pas de moyens, le problème de leur répartition ne se pose pas ». Et, plus sérieusement : « C'est un problème communautaire européen : la politique agricole commune devrait se transformer en politique rurale commune ».

GEORGES CHATAIN

Au carrefour de l'air, du fer et de la route

## Tous les chemins mèneront à Lyon-Satolas...

LYON

de notre bureau régional

« Il fallait faire le TGV ou l'aéroport de Satolas, mais pas les deux ». En prononçant cette forte parole, Antoine Veil, ci-devant président de la compagnie aérienne UTA, avait semé quelque émoi à Lyon, voici une douzaine d'années. Sans doute, le propos pouvait être mis au compte de la solidarité professionnelle, car Air Inter voyait alors ses avions largement désertés par les hommes d'affaires, au profit des rames orange de la SNCF. Aujourd'hui, en raison même de son succès commercial entre Paris et le Sud-Est, la SNCF a entrepris d'édifier un contournement ferroviaire de Lyon, dont le tracé (115 kilomètres entre Montanay, dans l'Ain, et Valence, dans la Drôme) a pu être choisi sans grand tapage.

On ne jurera pas que la concertation entre l'Ain, l'Isère et le Rhône a toujours été de tout repos, chacun vendant chèrement le droit de passage sur ses terres agricoles. Mais au bout du compte, sans avoir provoqué, comme en Provence, un « été anti-TGV », la voie des airs et la voie du fer s'approprient à conclure, à l'aéroport de Satolas, un mariage de raison, que nul n'aurait osé envisager d'entrée de jeu. Ce qui vaut à Antoine Veil une indulgence pleine, pour l'incertitude de son premier diagnostic. D'ici à 1994, la plate-forme lyonnaise doit devenir un important « nœud de communication multi-modal », selon le jargon des techniciens. Le TGV y fera halte sur six voies, dans une magnifique enceinte dessinée par l'architecte catalan Santiago Calatrava. La future gare offrira aussi deux voies pour la circulation de dessertes régionales. Elle devra accueillir deux nouveaux flux de trafic, entre Paris et les Alpes, entre Paris et la Langue-doc. La SNCF conserve une voie en réserve, pour les futurs TGV Rhin-Rhône ou Lyon-Turin, qui sait ?

## Contretemps pour le projet de gare

En raison d'une dérive financière importante, le projet Calatrava a connu, voici quelques jours, un sérieux contretemps politique. Une majorité de circonstance (PS-PC-FN) a contraint le président Charles Millon (UDF) à reconsidérer le montant de la contribution du conseil régional. Que l'échéance symbolique des Jeux olympiques d'hiver soit tenue, ou non, semble sans grande importance. Selon Jean Chemain,

directeur général de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Lyon, les J.O. n'apporteront à l'aéroport de Satolas que quelques dizaines de milliers de passagers supplémentaires. Déjà, en 1991, la desserte routière de l'aéroport sera grandement facilitée depuis le nord, par l'autoroute A432, venant de l'A42 Pont-d'Ain-Lyon, concédée à la société SAFRR. La voie nouvelle sera reliée, en bout de course, à une bretelle d'accès, financée par le conseil général du Rhône.

De leur côté, les gestionnaires de l'aéroport de Satolas veulent porter par étapes, d'ici à 1994, la capacité de traitement de leur plate-forme à huit millions de passagers par an - alors que le trafic doit s'approcher, en 1990, des quatre millions de personnes. Si l'on additionne le coût prévisionnel des vingt-trois chantiers, en cours ou prévus, sur le site - notamment celui de la deuxième piste et d'ensembles immobiliers d'initiative privée, - on parvient au total de 1,6 milliard de francs de travaux. Environ 700 millions de francs pour la concession d'exploitation de la CCI de Lyon, 535 millions de francs pour la SNCF, 120 millions de francs, aux dernières nouvelles, pour la région. L'échéancier des livraisons s'étaie entre l'automne de 1991 (deuxième piste) et mai 1994 (partie sud du contournement ferroviaire), pour les équipements publics ou concédés.

Il est rassurant de constater, pour l'heure, que les compagnies présentes à Satolas n'ont pas remis en question leurs hypothèses de développement, malgré la crise du Golfe et le renchérissement des tarifs qui en découle. Certaines viennent, au contraire, d'enrichir leurs programmes avec des liaisons vers Dubaï, la Réunion, Las Palmas, Abidjan, Bamako et des fréquences accrues vers l'Europe. M. Chemain compte sur les embarras terrestres de la capitale pour voir Satolas tenter de devenir « la troisième plate-forme de Paris », bientôt distante de deux heures de train. Il n'omet pas de rappeler qu'une nécessité impérieuse demeure : celle de réaliser bientôt une liaison ferroviaire avec le centre de Lyon, sur une vingtaine de kilomètres. Peut-être verrait-on les milieux économiques décoller enfin, quinze ans après, de devoir acquiescer à un péage, certes modeste, pour se rendre en voiture jusqu'à « leur » aéroport international, en empruntant l'autoroute A43-A48 (Lyon-Chambéry-Grenoble) concédée à la société AREA.

GERARD BUÉTAS

Le Conseil d'Etat autorise un péage urbain

## La traversée de Marseille en trois minutes

MARSEILLE

de notre correspondant

Trois minutes pour traverser le centre-ville et relier les autoroutes est et nord, c'est un rêve qui hante les automobilistes marseillais depuis vingt-cinq ans. Le Conseil d'Etat vient de donner un début de réalité... qui sera complète en 1994, lorsque sera achevé l'aménagement du tunnel Prado-Carnage.

Le Conseil d'Etat a autorisé pour la première fois le principe d'un péage urbain, réclamé par la ville de Marseille, qui en faisait la condition du financement d'un

équipement indispensable à la traversée du centre-ville. Le dossier a un quart de siècle, mais il a été exhumé en 1987, lorsque les conditions de circulation ont montré l'urgence à réaliser une voie rapide permettant de relier les deux autoroutes marseillaises, en passant sous le centre-ville.

Il existait depuis 1871 un tunnel ferroviaire reliant le Vieux-Port à la gare du Prado ; il fut désaffecté lorsque le développement de la ville se fit vers le nord, le long des quais de la Joliette. Sa transformation relevait moins de considérations techniques que de considérations financières. Aucune municipalité ne put s'en-

gager à supporter l'investissement nécessaire à la remise en état du vieux tunnel. Il fut donc décidé de concéder les travaux à une société privée, qui amortirait ses investissements en devenant concessionnaire pour trente ans, ce qui lui permettrait de prélever un droit de péage sur chaque utilisateur.

Jusqu'à une époque récente, le péage en site urbain était banni du droit français. Il fallait donc l'avis du Conseil d'Etat. Il n'intéresse pas que Marseille, puisque Nice et Lyon, notamment, sont placés devant le même problème.

Le tunnel Prado-Carnage mesure 2 200 mètres de long sur

5 mètres de large. Ces dimensions permettront au concessionnaire du chantier, en creusant de manière à augmenter la hauteur sous voûte, de superposer deux chaussées de deux voies chacune.

Les services de circulation routière de Marseille ont estimé à 30 000 le nombre de véhicules qui transiteront chaque jour par le tunnel. Il en coûtera, selon les estimations du concessionnaire, de 6 francs à 12 francs pour traverser le centre-ville de Marseille, en trois minutes au lieu de trois quarts d'heure. Une perspective grisante qui fera sans doute oublier le prix du péage.

JEAN CONTRUCCI

Après Lille, une deuxième expérience à Nancy

## « Point Jeunes », une idée neuve pour éviter la dérive

NANCY

de notre correspondant

Une idée simple, mais encore nouvelle en France : pour éviter aux jeunes en dérive de sombrer, il faut leur offrir un point d'accueil sécurisant, discret et protégé. Sous l'appellation Point Jeunes, une structure associative a lancé, en 1983 à Lille, un lieu d'accueil doté d'une structure d'hébergement d'urgence et offrant à ses usagers éphémères la garantie d'un total anonymat (le Monde du 30 juin 1989). L'exemple, qui a reçu la bénédiction de Claude Evlin, ministre de la santé, a inspiré les responsables du service départemental d'action sociale (SDAS) de Meurthe-et-Moselle, qui viennent de créer à Nancy le deuxième Point Jeunes de France.

## Les limites de la confiance

Pour donner leur aval au projet, en octobre dernier, les élus du département se sont entourés d'un maximum de garanties. En vérifiant d'abord l'utilité de la structure : un sondage, réalisé en mai 1989 au centre-ville de Nancy, a confirmé l'extrême hétérogénéité du groupe de jeunes qui, chaque soir et chaque week-end, investit les quartiers proches de la gare ferroviaire. Un univers hétéroclite où se croisent les « sans souci » et ceux qui subissent - comme ils disent - « la gèlère ». Et une cohabitation explosive, susceptible de générer la délinquance, l'alcoolisme ou la toxicomanie.

Le risque est suffisamment éva-



de l'aide pour trouver un petit boulot. Ou simplement pour parler, parce qu'ils se trouvent en complète solitude. Le Point Jeunes est d'abord un lieu d'écoute.

Il importe aujourd'hui pour les cadres « accueillants », qui recevront bientôt le renfort d'un psychologue rompu à ce genre de pratique, de faire la preuve de leur fiabilité, en jouant avec les jeunes sans exception la règle du jeu de l'anonymat et de la concertation : « En aucun cas, nous ne les forçons à prendre une décision à laquelle ils ne seraient pas convenus avec nous », souligne Philippe Hiriart. Et à l'égard des pouvoirs publics, ils ne doivent pas abuser de la confiance dont ils disposent ; pas question pour les « accueillants » de court-circuiter l'action de la police ou de la justice, tout en évitant en toutes circonstances la tentation de la délation. Un exercice éprouvant, qui réclame une parfaite maîtrise de la situation : « Nous nous comportons en professionnels. Il est exclu de faire l'importe quel », insiste-t-il.

Le Point Jeunes meurthe-et-mosellan bénéficie déjà au sein de son public potentiel d'une réputation flatteuse, propagée essentiellement par le bouche-à-oreille. Au terme d'une période probatoire d'un an, les élus du département décideront ou non de la poursuite de l'expérience. Combien de jeunes d'ici là auront trompé leur mal de vivre en ce nouveau refuge ?

BERNARD MAILLARD

BRETAGNE

## L'île-et-Vilaine aide l'accession à la propriété

Dans le double souci de favoriser l'accession à la propriété des bénéficiaires de prêts PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) et de consolider sa politique d'aménagement du territoire départemental - notamment pour assurer la survie des zones rurales - le conseil général d'île-et-Vilaine a décidé d'aider les accédants à réunir l'apport personnel nécessaire (10 % du montant de l'opération). Le département accorde une subvention égale à 3 % du coût global de l'opération, avec un plafond de 15 000 F, à condition que le projet de construction se situe dans une zone prioritaire d'aménagement du territoire.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Les hautes technologies dans l'Europe du Sud

Réunies en colloque à La Grande-Motte du 16 au 19 septembre, huit régions méditerranéennes ont signé une « charte de coopération » pour la constitution d'un espace technologique dans l'Europe du Sud. Cette initiative est le prolongement de la « Route des hautes technologies » créée par le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Les signataires sont le Languedoc-Roussillon, les régions PACA et Midi-Pyrénées pour la France, la Catalogne et Valence pour l'Espagne, la Ligurie, le Piémont et la Lombardie pour l'Italie.

Premier acte concret de cette déclaration d'intention, ces huit régions devraient adopter le

PAYS DE LA LOIRE

## Un club des estuaires

Organisées par Joël Bateau, maire de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), au centre universitaires Océanis, les premières Estuariales ont mis en évidence la nécessité d'une approche pluridisciplinaire de la gestion des estuaires.

Une centaine de scientifiques, élus et décideurs venus de huit pays européens, dont la France, ont réfléchi durant ces deux jours sur la conciliation entre le développement économique des estuaires et leurs équilibres naturels.

Ces premières Estuariales se sont achevées avec l'adoption, à l'unanimité, d'une résolution décidant la création d'un club destiné à rassembler les experts, les décideurs et les élus des estuaires européens. Ce club se voit confier une double mission : d'une part, il aura à établir « une relation privilégiée » avec la Conférence des régions périphériques maritimes (qui regroupe soixante-cinq régions d'Europe) ; d'autre part, il est chargé de constituer un comité scientifique, qui devra proposer un programme de recherches, un programme de formation pour les collaborateurs des autorités politiques compétentes sur les estuaires, et d'établir un plan de sensibilisation et de communication sur la problématique des estuaires.

Cette page a été réalisée avec nos correspondants : Christian Tual, Jacques Moulin et Jean-Claude Chemin. Coordination : Yves Agnès.







## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 24 AU 28 SEPTEMBRE

## PARIS

## Otage du pétrole

INDICE CAC 40

-3,3%

Rarement, depuis les neuf semaines que dure la crise du Golfe, la formule « otage du pétrole », souvent utilisée, aura trouvé meilleure illustration. Ces cinq séances ont été à la merci de l'or noir. Toutefois, le bilan global (-3,3 %) masque les fluctuations quotidiennes importantes de l'indice CAC 40. Ce dernier, en clôturant à 1491,76, soit une chute de 25,4 % depuis le début de l'année, dont 2,4 % depuis le début du mois d'août, est revenu à son niveau du 13 décembre 1988.

En début de semaine, lorsque, à Londres, pour la première fois depuis dix ans, les cours pétroliers franchirent le seuil des 40 dollars par baril, l'inquiétude fut vive sur l'ensemble des places boursières. Le palais Brongniart n'était pas épargné par cette dépression, et la journée de lundi se terminait sur une chute de 2,64 %. La légère détérioration du commerce extérieur de la France en août passait dans ce contexte relativement inaperçue, ce mois ayant peu accusé la flambée du brut. La tourmente se poursuivait le lendemain (-1,16 %), et l'indice CAC 40 tombait à son plus bas de l'année (1 485,39). Plus grave, en cassant la barre des 1 500 points, il s'approchait alors rapidement des 1 450 points, un

seuil critique présenté voici à peine quinze jours par les analystes comme ne pouvant être atteint qu'en cas de conflit armé en Irak et en Arabie saoudite. Le redressement mercredi et jeudi (+0,93 % et +1,85 %), qualifié de « technique », était encouragé au départ par une certaine détente pétrolière, amplifiée ensuite par la décision de la Maison Blanche d'avoir recours aux réserves stratégiques des États-Unis pour contenir cette envolée. Mais l'effet modérateur fut bref, car, dès jeudi soir, avec des rumeurs sur l'éventualité d'un baril à 100 dollars en cas de conflit, tous les efforts étaient réduits à néant. Vendredi, retour à la case départ, et la séance annulait avec ses 2,11 % de baisse le mouvement de reprise des deux journées précédentes. Comme traditionnellement lors de l'échéance mensuelle sur les contrats à terme sur indice et options, le CAC 40 a été chahuté pendant quelques instants à 16 heures, perdant près de 3 %.

## Le fond n'est pas encore atteint

Encore et toujours, cette dégringolade hebdomadaire s'est effectuée sans volume, donc sans panique. « Tant que les particuliers ne bougeront pas nous n'aurons pas touché le fond », affirmait, découragé, un banquier, rappelant qu'il avait fallu attendre la fin du mois de janvier 1988, moment où les ventes de

petits porteurs ont augmenté, pour en finir avec la secousse d'octobre 1987. Alors, en attendant, les gestionnaires essaient de se construire des modèles prévisionnels.

L'un d'entre eux, conçu par les analystes de la société de Bourse Hament, est assez original. Il évalue le niveau de l'indice CAC 40 selon l'évolution de la parité du dollar en francs et du cours du baril. La flambée pétrolière les a poussés à agrandir ce tableau qui jusqu'alors faisait varier les cours de l'or noir de 21 à 40 dollars. Cinq colonnes ont été rajoutées aux neuf existantes pour porter le prix progressivement à 60 dollars. Pour un billet vert évoluant aux alentours de 5,25 francs, le baromètre de la Bourse française s'établit à 1 409,29 avec un baril de brut à 40 dollars. A 50 dollars, il descend à 1 237,84 et à 60, il plonge à 1 091,27.

Toujours original mais dans un autre registre, le lyrisme de la société de Bourse Boscher dans sa revue mensuelle de septembre, l'éditorial incise à été remplacé par un extrait de l'Electre de Giraudoux : « Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève, comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est sacré, et que l'air pourtant se respire, que la ville brûle, que les innocents s'entre-tuent, mais que les coupables agonisent, dans un coin du jour qui se lève... Cela a un très beau nom... cela s'appelle l'Aurore. »

Des événements de la semaine se détache la chute des cours de Pinault, après l'annonce de sa fusion avec la CFAO. Les parités d'échange (six actions Pinault pour cinq actions CFAO) étaient plutôt favorables aux détenteurs de titres de la Compagnie française d'Afrique occidentale. Le papier Pinault remis en échange de leurs actions était valorisé à 307,50 francs. A l'inverse, Pinault, qui se négociait à 422 francs avant l'annonce de cette opération, a subi une forte dépréciation pour se mettre à niveau. C'est un effet dynamique mercredi par l'annonce de l'échange du tiers de sa participation (4,5 %) dans la Société générale de Belgique contre des titres Suez.

Enfin, mercredi, la Société générale a de nouveau lancé sur le marché 400 000 warrants basés sur l'indice CAC 40. Tirant les leçons du précédent placement, la banque avait pesé fortement sur la tendance en vendant des contrats à terme sur indice et fait plonger la Bourse de près de 2 % en quelques minutes (le Monde daté 16-17 septembre). L'opération s'est déroulée en douceur, en quatre fois. Moralité : le warrant sort toujours quatre fois, un boursier gastronome et cinéphil.

DOMINIQUE GALLOIS

## Métallurgie construction mécanique

	28-9-90	Diff.
Alpi...	330	-27
Assault aviation...	440	+15
De Dietrich...	1 268	-92
Facon...	1 245	+29
Fives-Lille...	218	-19
Peugeot SA...	518	-2
Sagem...	1 408	-12
Smilor...	390	+5
Valco...	296,50	-3,50
Vallourec...	256	-8

## Banques, assurances sociétés d'investissement

	28-9-90	Diff.
AGF...	893	-7
Bail Equimont...	170	-19
Banque (C*)...	335	+21,90
Cedex...	337	+16
CCF...	150,10	+0,50
CFI...	880	+20
Chargers...	359	+11
CPR...	750	-26
Eurofrance...	1 357	+37
GAN...	1 683	-20
Hémin (La)...	516	-16
Locofrance...	390	+5,10
Locindus...	610	inch.
Midi...	835	inch.
Midland Bank...	93	+1,90
OPF...	1 240	+25
Paribas...	1 240,90	+9,10
Prêtatril...	928	+58
Schneider...	626	-77
Société générale...	383,60	-25,40
Suez (C* fin.)...	272,80	-16,30
UAP...	143,20	+1,30
UCB...	143,20	+1,30

## Valeurs diverses

	28-9-90	Diff.
Acor...	690	+54
Air liquide...	595	-3
Agomari...	1 610	+20
Bic...	581	-40
Bis...	337	+7
CGIP...	829	+9
Club Méditer...	394,10	-5,90
Esolir...	262	-55,50
Euro Disney...	76,10	-0,90
Europe 1...	921	-8
Eurotunnel...	37,30	-2,40
Groupe Cité...	615	-5
Hachette...	177	-17,70
Havas...	437	-12
Marine Wende...	276	-13
Navigation mixte...	1 308	-52
Nord-Est...	136,50	+6,50
L'Oréal...	438	-22
Saint-Gobain...	338,50	-16,80
Sanofi...	727	-19
Sauvage Châillon...	230	+23
Six Rosignol...	880	+38

## Bâtiment, travaux publics

	28-9-90	Diff.
Auxil. d'entr...	787	+17
Bouygues...	370	-39
Ciments franç...	1 040	-37
Dumez...	285	-17
GTM...	1 301	-19
Inmob. Phénix...	90,40	+6,90
J. Lefebvre...	620	-35
Lafarge C...	329	-5,20
Poliet et Chaus...	400	+14,80
SCF-SB...	160,50	-2,50

## Matériel électrique

	28-9-90	Diff.
COE (ex-Signaux)...	477	-2,50
Général des eaux...	2 004	-41
Intertechnique (I)...	966	+8
Legrand...	3 150	-90
Lyon des eaux...	477	-13
Maitre...	284	-17,50
Merlin-Gerin...	468,50	-7,50
Moulinex...	75,60	-3,40
Labinal...	790	+34
Radiorécepteur...	366	-24
SEB...	1 020	+10
Sextant-Avionique...	533	+27
Thomson-CSF...	99	+2,60
IBM...	542	-5
ITT...	234,10	-24,90
Schlumberger...	318,10	-33,90
Siemens...	1 723	-108

## Alimentation

	28-9-90	Diff.
Béghin-Say...	741	+30
Bongrain...	2 380	-210
BSN...	721	+7
Carrefour...	3 175	-15
Casino...	119	-3
Euro-marché...	3 050	+50
Guyenne-Gasc...	855	+5
L'VH...	3 141	-83
Océil (Gle) (I)...	575	+57
Océil...	285	-11
Pern-Ricard...	995	+9
Promodes...	1 859	+9
Saint-Louis...	1 120	-57
Source Perrier...	1 090	-30
Nestlé...	283,50	-550

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 septembre 1990

Nombre de contrats : 36 277.

	COURS	ÉCHÉANCES
		Déc. 90 Mars 91 Juin 91
Premier...	-	- - -
+ haut...	-	96,46 96,34 96,34
+ bas...	-	96,24 96,20 96,20
Dérivée...	-	96,46 96,34 96,34
Compensation...	-	96,46 96,34 96,30

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	24 sept.	25 sept.	26 sept.	27 sept.	28 sept.
RM	2 301 105	2 392 192	2 080 472	1 699 694	-
Comptant	11 155 273	10 013 807	8 701 226	8 581 959	-
R. et obl.	300 460	345 319	135 733	254 662	-
Actions	13 756 838	12 751 318	10 917 431	10 536 305	-

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

Françaises	71,5	70,2	70,8	71,8	-
Etrangères	80,4	80,1	80	79,6	-

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	418	414,2	410,1	413	415,3
-------------	-----	-------	-------	-----	-------

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1 502,80	1 485,39	1 499,17	1 523,95	1 491,76
---------------	----------	----------	----------	----------	----------

Indice CAC 40 - 1 502,80 | 1 485,39 | 1 499,17 | 1 523,95 | 1 491,76

## NEW-YORK

## Les nuages s'amoncellent

INDICE DOW JONES

-2,4%

Wall Street s'est de nouveau enfoncé dans la dépression au cours de la semaine écoulée en dépit d'éclaircies passagères, passant dès lundi sous la barre des 2 500 points sous le poids des craintes de plus en plus précises de récession. L'indice Dow Jones a clôturé en baisse de 2,4 % par rapport à la semaine dernière. La progression des cours du pétrole a lourdement pesé sur la grande bourse new-yorkaise, la décision du président George Bush de puiser dans la réserve stratégique de pétrole américaine ne permettant qu'un répit passager.

La forte révision en baisse de la croissance américaine au second trimestre, associée à un recul des commandes de biens durables en août, ont accentué le pessimisme des investisseurs sur l'état de santé de l'économie américaine, au bord de la récession. Le recul en août de l'indice composite des principaux indicateurs économiques américains, censé préfigurer la conjoncture aux États-Unis, est venu compléter en fin de semaine un diagnostic déjà largement défavorable. Il s'agit de la première baisse depuis le mois d'avril dernier et la plus forte depuis près de trois ans.

La crise du Golfe, qui a provoqué une flambée des cours du

pétrole, a compromis l'évolution de l'économie américaine, qui était en situation de quasi-stagnation avant l'invasion du Koweït par l'Irak au début du mois d'août.

Le marché a été également victime des difficultés du secteur bancaire liées à la crise de l'immobilier.

« Quand la tendance est baissière, on ne peut se cacher nulle part. Le moyen de préserver son capital, c'est de ne pas posséder d'actions », a souligné M. Ronald Sloan, responsable chez Siebel Capital Management.

Indice Dow Jones du 28 septembre : 2 452,47 (contre 2 512,38).

	Cours 21 sept.	Cours 28 sept.
Alcoa	67 1/2	62 3/4
ATI	31 3/8	31
Boeing	43 1/8	41 5/8
Chase Man. Bank	12 3/4	11 3/4
Du Pont de Nemours	34 5/8	34
Eastman Kodak	41 1/8	38 1/2
Exxon	51 1/4	49
Ford	33 7/8	30 7/8
General Electric	55 7/8	54 1/2
General Motors	36 3/8	36 1/2
Goodyear	18 1/2	17
IBM	106 3/4	106 7/8
ITT	48 5/8	45 1/8
Mobil Oil	67	62 7/8
Pfizer	70 7/8	70 5/8
Schlumberger	65 3/4	60 7/8
Texasco	64 1/4	61 1/4
UAI Corp. (ex-Allegis)	100 1/2	99 3/8
Union Carbide	15 1/4	15
USX	32 3/4	30 1/4
Westinghouse	27 1/4	25 3/4
Xerox Corp.	36 3/4	34 1/4

## TOKYO

## Au tatami !

INDICE NIKKEI

-11,7%

« Cela va un peu trop vite », affirmait en fin de semaine le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasuhiro Mieno, le Kabuto-Cho est allé, en effet, sur les chapeaux de roue, dévalant une pente de 11,7 % qui a amené l'indice Nikkei à 20 983,50 points vendredi. Le niveau de mars 1987. En dessous de celui du 11 novembre 1987, l'équivalent pour Tokyo du « lundi noir » d'octobre 1987 de Wall Street. « Cela aurait pu être pire », notait un professionnel : « La Bourse cette semaine n'a ouvert que quatre jours. » Avec cette nouvelle semaine noire ajoutée à toutes celles qui l'ont précédée, ce sont désormais 46 % de la valeur de Tokyo qui ont disparu en fumée.

« La crise du Koweït sert de masque, observait un professionnel. La véritable raison, c'est que la Bourse manque de liquidités. » Et peu de chances qu'elle les retrouve de siôt. Les autorités monétaires sont résolues à casser toute reprise inflationniste, à freiner la croissance de la masse monétaire et à continuer la purge en s'attaquant après la spéculation boursière à celle de l'immobilier. Le Japon va devoir s'habituer à vivre avec moins d'ar-

gent. Convaincus que la Banque du Japon va à nouveau serrer la vis, les milieux boursiers ont désormais trois interrogations : quand se terminera la crise du irakienne ? Où se trouve le seuil de résistance du Kabuto-Cho ? et quand la Banque du Japon relèvera ses taux ?

Facteur conjoncturel aggravant cette pénurie d'argent le 30 septembre, les grandes banques japonaises présenteront un bilan semestriel. Et une bonne partie de leurs profits sont boursiers. Plus exactement l'étaient. Car avec une Bourse qui a perdu 46 % de sa valeur, les banques n'ont récolté que des pertes. Pour les couvrir, soit elles liquident des positions soit elles empruntent, asséchant le marché monétaire.

Indices du 28 septembre : Nikkei : 20 983,50 (contre 23 777,83), Topix : 1 570,95 (contre 1 769,77).

## BRUNO BIROLLI

	Cours 21 sept.	Cours 28 sept.
Akai	602	455
Brigitone	1 150	998
Canon	1 460	1 360
Fuji Bank	1 850	1 640
Honda Motors	1 470	1 300
Mitsubishi Electric	1 720	1 650
Mitsubishi Heavy	737	637
Sony Corp.	6 540	5 600
Toyota Motors	1 840	1 800

## FRANCFORT

## Poursuite de la chute libre

-7%

Le marché francfortois a connu, cette semaine encore, des heures noires. Malgré un sursaut mercredi où une légère reprise était constatée, la principale place financière ouest-allemande a enregistré pratiquement chaque jour des baisses amenant l'indice de référence à ses plus bas niveaux de l'année. Le DAX a ainsi perdu 7 %, comme la semaine précédente tout comme l'indice de la Commerzbank.

Le marché est malheureusement en phase avec les autres places du monde alors que la conjoncture ouest-allemande est beaucoup plus solide que la plupart des autres.

Indices du 28 septembre : Commerzbank : 628,7 (contre 1 754,3), DAX 1334,89 (contre 1446,57).

	Cours 21/9	Cours 28/9
AEG	223	204,20
BASF	212	196,50
Boyer	118	109
Commerzbank	242,50	228,10
Deutschebank	621	568
Hochst	213,50	190,30
Karstadt	624	565
Mannesmann	240	228
Siemens	549,50	514,60
Volkswagen	393	367

## LONDRES

## Au niveau de janvier 1989

-1,7%

Le Stock Exchange a évolué irrégulièrement au gré des fluctuations des cours du pétrole et des marchés new-yorkais et japonais.

Des craintes persistantes de récession en Grande-Bretagne et un rapport alarmiste de la Confédération of British Industry (CBI) indiquent que près d'une entreprise britannique sur trois s'attend à une baisse de sa production.

Indices du 28 septembre : 100 valeurs : 1 990,2 (contre 2 025,5) ; 30 valeurs : 1 535,7 (contre 1 537,3) ; Fonds d'Etat 78,09 (contre 78,56) et Mines d'or 207,6 (contre 186,1).

	Cours 21 sept.	Cours 28 sept.
Bowater	425	414
BP	348	345
Charter	355	352
Courtauld	274	290
De Beers (*)	13,88	10,01
Glass	740	732
GUS	13,38	13,38
ICI	837	810
Reuters	743	743
Shell	488	488
Unilever	608	604
Vickers	188	188



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Retour à la physionomie habituelle

Les dernières statistiques trimestrielles reflétant l'activité de l'euro-marché apparaissent plutôt rassurantes. Cet été, malgré la crise du Golfe, malgré les craintes provoquées par l'énormité du coût de l'unification des deux Allemagnes et malgré la confirmation de graves difficultés dans le système bancaire aux États-Unis, le marché international des capitaux a, dans l'ensemble, retrouvé sa physionomie habituelle. Alors que les deux premiers trimestres de l'année avaient été marqués par une sensible diminution du rôle du dollar, dont la part était tombée à moins d'un tiers, cette devise a pleinement récupéré le terrain perdu. Du début de juillet à la fin de septembre, elle a servi à libeller près de 55 % du montant total des 358 émissions d'euro-obligations nouvelles qui ont vu le jour pour l'équivalent de 48 milliards de dollars. Le volume global de ces derniers mois témoigne d'ailleurs d'un surcroît d'animation.

Ajoutant à l'impression positive de tout retour à une situation familière, le rang des autres monnaies utilisées sur l'euro-marché est redevenu celui auquel on était accoutumé depuis des années. De quatrième à la fin du mois de juin, le deutschemark est revenu à la seconde place, avec un peu plus de 9 %. Il est talonné de près par le yen, et la livre sterling suit à distance, ces deux monnaies représentant respectivement moins de 9 % et de 8 %. Quant à l'écu, qui s'était distingué durant la première moitié de l'année, servant de support à plus de 12 % des euro-emprunts lancés durant cette période, la monnaie européenne est retombée à 4,3 %, devantant, mais d'assez peu, les dollars australiens et canadiens ainsi que le franc français.

En partie, le regain d'activité et l'utilisation accrue du dollar sont dus à la reprise du programme d'emprunts de sociétés japonaises qui associe à leurs obligations des bons de souscription d'actions. Interrompu depuis février en raison de la baisse de la Bourse de Tokyo, ce programme n'a repris qu'en juillet. Il s'est poursuivi depuis sans discontinuer, en dépit du nouvel effondrement des cours des actions japonaises. On ne saurait toutefois tabler sur ce genre d'émissions pour alimenter le marché durant la dernière partie de l'année. Si la Bourse japonaise devait continuer à chuter au début d'octobre, il est probable

qu'on décide à Tokyo de suspendre à nouveau l'émission de tels titres sur l'euro-marché.

Les statistiques dont il est fait état ici ont été compilées par les spécialistes de la BHF-Bank. Parfaitement comparables avec celles des années précédentes, elles portent sur l'euro-marché, au sens strict, sans tenir compte des opérations internationales soumises à des dispositions locales, comme celles, très nombreuses, qui sont lancées en Suisse, aux États-Unis (les emprunts « yankees ») ou au Japon (les « samourais »). Les obligations en marks ne sont comprises que si elles sont vraiment internationales.

Ainsi, par exemple, elles n'englobent pas les gigantesques emprunts lancés ces dernières semaines en Allemagne fédérale par la Staatsbank de Berlin-Est, car ce débiteur n'y sera plus étranger dans quelques jours à peine. Ses titres seront, à partir de mercredi, pratiquement assimilés à ceux d'une dépendance du gouvernement de Bonn.

En tout, le volume d'euro-obligations nouvelles lancées durant les neuf premiers mois de cette année sur l'euro-marché s'élève à 136 milliards de dollars. On demeure, cependant, très en deçà des chiffres de l'an passé. En 1989, pour l'année entière, le total s'était chiffré à 214 milliards.

#### Le compartiment du dollar retient l'attention

Parmi les événements marquants de cette dernière semaine de septembre, la réussite d'une émission à taux fixe en dollars a montré que, même dans un environnement très difficile, il était possible d'accorder l'intérêt d'un emprunteur et celui des investisseurs. Toyota Motor Credit Corporation, une société américaine du groupe japonais, dont le crédit est excellent, cherchait à lever pour 250 millions de dollars pour une durée de trois ans. Par l'intermédiaire des eurobanques des principaux établissements suisses, sous la direction de CSFB, elle proposait au prix de 101,475 % des obligations rémunérées au taux facial de 9 % l'an. La qualité de la signature, l'abondance des titres, leur rendement, tout a joué en faveur de cet emprunt dont la plupart des obligations demeureront probablement enfouies dans des portefeuilles suisses jusqu'à la date de leur remboursement. Une autre émission en

dollars a retenu l'attention, celle que le Crédit local de France a lancée lundi dernier dans le compartiment des emprunts à taux variable.

Il s'agit d'une transaction de 100 millions de sept ans de durée dont les titres rapporteront à leurs détenteurs, tous les six mois, 0,0625 % de moins que le taux du Libor, la référence internationale du prêt à court terme. L'intérêt dans cette affaire, c'est qu'elle illustre bien l'avantage que peut avoir un grand emprunteur à recourir à l'euro-marché. Il y a quelques mois encore, le Crédit local, qui recherche avant tout des fonds en francs, estimait qu'il allait trouver sur le marché national des emprunts en francs la plupart des quelque 30 milliards qu'il se proposait de lever au cours de l'année. Il apparaît maintenant que son appel au marché international sera, plus important. En concluant des contrats d'échange, cet établissement financier est en mesure de se procurer des fonds en francs français à des coûts inférieurs à ce qu'il lui faudrait débours s'il se présentait directement sur le marché du franc. Sa dernière émission en dollars que dirige le Crédit lyonnais fait l'objet d'un swap au terme duquel l'emprunteur dispose finalement de francs français qu'il lui faudra rembourser à taux fixe.

Le marché de l'eurofranc français a vu la semaine passée une nouvelle transaction de courte durée, construite sur le même modèle que l'emprunt récent d'Interfinance-Crédit national. Le Crédit commercial de France a fait pour son propre compte la proposition suivante : 500 millions d'obligations d'une durée de quinze mois, rémunérées à l'échéance au taux facial de 13-1/4 %. Tenant compte de la commission de 1 % qui revient aux banques du groupe de direction, et calculé comme on le fait normalement en eurocent par an, le rendement de l'emprunt se monte à 10,86 %. Ce rapport était, jeudi, à la sortie de l'opération, de 0,43 % supérieur à celui des bons du Trésor de durée comparable. Cela a suffi à éveiller l'intérêt de nombreux investisseurs institutionnels, qui attire la possibilité d'obtenir des titres physiquement disponibles dont l'échéance est très proche et qui seront cotés en Bourse. Il n'existe rien de comparable sur le marché national des titres en francs ou la durée minimale des nouvelles obligations d'emprunteurs autres que l'Etat est de sept ans.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVICES ET OR

### Le marais

« Rien ! » ... Tel était le commentaire, en fin de semaine, des opérateurs sur les marchés des changes, qui analysaient les variations des principales devises dans un étroit canal : 5,20, 5,25 F ; 1,56, 1,57 DM et 137, 138 yens pour un dollar.

Certes, l'absence de référence au dollar, dans le communiqué du groupe des Sept à l'issue du week-end dernier, considéré par les marchés comme un non-événement, a commencé par déprimer la devise américaine en début de semaine. Les opérateurs avaient le sentiment très net que tout le monde s'accommodait d'un dollar faible : les Américains souhaitaient relancer leurs exportations et leurs partenaires, notamment européens, les yeux fixés sur les prix du pétrole, ne seraient pas totalement mécontents de le voir encore baisser.

Mais, par la suite, les vigoureuses déclarations de M. Wayne Angel, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis, venant raffermir le dollar. Qu'a donc dit M. Angel ? Tout simplement ceci : « Un assouplissement de la politique monétaire, afin de compenser les effets de la hausse des cours du pétrole, serait une mesure risquée, qui pourrait stimuler l'inflation. Tenir, tant bien que mal, à travers une détente des taux, d'éviter ou de repousser les ajustements réels impliqués par le choc pétrolier, servirait uniquement à diminuer la crédibilité de notre

politique et conduirait à des ajustements potentiellement plus sévères sur le long terme. (...) Le ralentissement de l'économie, un accord budgétaire ou une hausse du pétrole ne peuvent pas détourner la Réserve fédérale de la poursuite d'un objectif qui soit le plus efficace pour stabiliser l'économie », a-t-il déclaré, ajoutant que c'était le meilleur moyen pour modérer finalement les taux d'intérêt à long terme.

#### Regain de tensions sur l'or

S'ajoutant à celui du président de la Réserve fédérale, la semaine dernière, l'avertissement de M. Angel est très clair : la FED ne paraît pas disposée à assouplir sa politique pour relancer l'économie, le danger étant trop grand à ses yeux. Du coup, le dollar s'est un peu raffermi, la possibilité d'une baisse des taux s'éloignant visiblement.

En Europe, c'est le statu quo, les monnaies du système monétaire européen se situant dans un mouchoir de poche. Seule la peseta reste en flèche. Le ministre des finances espagnol, M. Carlos Solchaga, a déclaré que la monnaie ne sera pas dévaluée, pas plus que ne seront abaissés les taux d'intérêt, dont le niveau très élevé est un élément important de la politique gouvernementale.

La nouvelle hausse des prix du pétrole a fait monter les cours de

l'or. L'once de métal - qui cotait encore moins de 390 dollars il y a une dizaine de jours, après les 412 dollars du début août - se retrouvait à la veille du week-end aux environs de 405-408 dollars.

Un grand spécialiste du marché, M. Jean-Claude Martini, PDG de la société Compagnie parisienne de réescompte or, assure : « Je ne suis pas spécialement haussier, du moins pour les particuliers, mais, comme professionnel, je ne prendrai pas de positions à découvert, trop risquées en raison des événements toujours imprévisibles ».

Certes, certains gestionnaires dans le monde remettent un peu d'ordre dans les portefeuilles, faute de meilleures opportunités et en cas de malheur. Mais, avec des taux d'intérêt réels de 3 % à 6 % sur les produits financiers, les placements en or ne sont guère attrayants en ce moment. Les clients français, quant à eux, n'achètent pas et même seraient plutôt vendeurs. Il y a dix ans, la crise du Golfe avait catapulté le cours de l'or à 500 ou 600 dollars l'once : aujourd'hui, on ne retrouve même pas les 420 dollars de janvier avec un billet vert qui, depuis, a encore perdu de sa valeur.

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AU 28 SEPTEMBRE 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.marc	Franc belge	Flote	Lire italienne
New-York	1,8720	—	19,8767	77,8416	63,8578	3,1088	56,6733	0,0854
	1,8540	—	19,8005	76,1035	63,6133	3,0883	56,4334	0,0853
Paris	9,8130	5,2428	—	403,85	334,74	16,2543	297,88	4,4765
	9,7876	5,2638	—	400,53	334,79	16,2538	297,81	4,4925
Zurich	2,4299	1,2580	24,7615	—	82,8963	4,6248	73,5619	1,1065
	2,4261	1,2461	24,5688	—	83,5978	4,6248	73,5619	1,1216
Frankfurt	2,9316	1,5640	28,7741	128,64	—	4,8528	88,7594	1,3372
	2,9145	1,5720	28,6625	118,43	—	4,8548	88,7132	1,3419
Bruxelles	64,9728	32,25	6,1522	24,8459	28,939	—	18,2771	2,7540
	64,8325	32,38	6,1524	24,6423	28,939	—	18,2731	2,7639
Asterdam	3,3831	1,7645	33,6688	138,94	112,67	5,4713	—	1,5048
	3,3853	1,7720	33,6688	134,85	112,72	5,4725	—	1,5125
Milan	219,11	117,1	223,39	962,16	747,77	36,3161	663,64	—
	217,56	117,58	222,89	961,85	746,32	36,1797	661,13	—
Tokyo	258,34	138,80	26,3258	106,32	88,1226	4,2791	78,2991	8,1178
	254,08	137,80	26,0308	104,36	87,1591	4,2318	77,3137	8,1168

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 28 septembre, 3,7986 F, contre 3,8416 F le vendredi 21 septembre.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Optimisme prudent sur le cacao

Très attendues et respectées par le passé, les prévisions de récolte des courtiers londoniens Gill and Duffus, publiées en milieu de semaine, n'ont pas suscité l'adhésion des professionnels du cacao. Alors que le marché des fèves se montrait passif mais relativement stable sur la place britannique, à 755 livres la tonne sur l'échéance de décembre, on doutait que le surplus de production mondiale atteindrait en 1990-1991 130 000 tonnes, comme le croient les experts de Gill.

Admettant que les excédents diminueraient (de 337 000 tonnes à 130 000 tonnes), ils considèrent que ce septième surplus consécutif entraînera une nouvelle baisse des prix, déjà tombés au début de 1990 à leur plus bas niveau depuis quinze ans.

Gill and Duffus estime, en revanche, que « si la consommation mondiale continue de croître au rythme actuel (+ 3 %) et si la production demeure statique, un déficit de

l'offre par rapport à la demande sera enregistré en 1992-1993, entraînant une reprise importante et soutenue des cours au milieu des années 90 ».

Dans le détail, Gill and Duffus et les professionnels du marché se rejoignent pour constater les retards de récolte en Afrique occidentale. Celle-ci ne devrait être disponible que vers la mi-novembre, avec une réduction de la production au Ghana (elle passerait de 295 000 tonnes à 250 000 tonnes). En Côte-d'Ivoire, les opérateurs français tablent sur une récolte voisine de 650 000 tonnes, et non sur les 740 000 tonnes prévues par Gill and Duffus.

#### Unité de vue

Parmi les éléments baissiers, outre le trop-plein mondial qui atteint, cumulé, quelque 1,3 million de tonnes, on note la bonne couverture des industriels qui semblent détenir des provisions pour les douze prochains mois. La mise en sommeil de l'accord international sur la stabilisation des prix est, en soi, un élément défavorable dont il ne faut pourtant pas désespérer. Les récentes discussions au sein de l'ICO (Organisation internationale du cacao) ont débouché sur la reconduction, sans clauses économiques, de l'actuel accord jusqu'en 1992.

Les observateurs ont cependant noté la volonté des pays producteurs de resserrer leurs liens, et de trouver des règles du jeu économiques moins éloignées des signaux du marché. Jusqu'à présent très hostile à cet instrument, la Malaisie, second producteur mondial, a paru moins rigide sur ses positions.

La question reste posée de savoir comment les producteurs pourront s'entendre. Une piste pourrait consister à associer dans la réflexion les grandes firmes chocolatières qui, comme Nestlé, ont déjà manifesté leur intérêt pour les accords de produit. Le PDG de Nestlé, M. Helmut Maucher, n'a jamais caché sa bonne

volonté en ce domaine, précisant que son intérêt portait moins sur le niveau des prix du cacao que sur leur stabilité, sur la régularité et sur la qualité des approvisionnements.

En dehors des lourdeurs financières et physiques des stocks réguliers, on pourrait imaginer des accords contractuels de longue durée entre compagnies de négoci, sociétés chocolatières et États fournisseurs, reposant sur des critères précis de prix, de calendrier et de qualité. La difficulté d'un tel scénario serait, entre autres, d'impliquer toutes les compagnies privées pour éviter des distorsions de concurrence.

L'inconnue qui subsiste sur les marchés porte sur le comportement des pays de l'Est qui achètent d'ordinaire 230 000 tonnes d'équivalent fèves (150 000 tonnes de fèves et le reste en produits à base de cacao). Les rumeurs les plus diverses circulent à ce sujet. D'aucuns affirment que l'URSS va réduire sensiblement ses achats. D'autres considèrent qu'elle importera moins de ce qu'elle est en mesure de produire, excluant donc les denrées tropicales. Les arriérés de paiement sur des contrats de cacao anciens seraient en voie d'être réglés par Moscou.

Pour le reste, le marché londonien est très calme. 1 800 lots se sont traités le 28 septembre, contre 5 000 lots en moyenne quotidienne.

ÉRIC FOTTORINO

Le platine au plus bas depuis quatre ans. — Les cours du platine à Londres sont tombés jeudi 27 septembre à 441,5 dollars l'once, leur niveau le plus bas de ces quatre dernières années. Début août, le métal blanc se traitait à 484,85 dollars l'once. Métal industriel utilisé principalement pour la production de catalyseurs et de pots d'échappement « propres », le platine est victime des anticipations des opérateurs sur une possible et grave récession dans l'hypothèse d'un enlèvement de la crise du Golfe. Le manque d'intérêt récent des Japonais pour ce métal a, en outre, précipité la chute des cours.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Un rendement de 11 %

Cette semaine, la Banque européenne d'investissements (BEI) a offert, avec grand succès (voir par ailleurs) un coupon de 11 % sur son emprunt français. Ce rendement, et celui des emprunts d'Etat (OAT, dix ans) à 10,65 %, retrouvent ainsi leur niveau de fin 1985. On est loin des 9,60 % encore cotés sur l'OAT au début du mois d'août dernier : la crise du Golfe est passée par là.

Cette crise a commencé en début de semaine à faire plonger les cours du MATIF (échéance décembre) à 95,70 %, au plus bas depuis le krach d'octobre 1987. Un tel cours correspondait à un rendement supérieur à 10,70 % pour l'OAT dix ans. Par la suite, les cours se raffermirent légèrement pour remonter à 96,40 % à la veille du week-end, un peu au-dessous de ceux de la semaine précédente, dans un climat un peu moins lourd.

#### Très vif succès pour la BEI

Cette relative résistance rassure certains opérateurs et en inquiète d'autres, pour qui la guerre est inévitable dans le Golfe. En ce cas, craignent-ils, les marchés seraient fortement secoués, du moins dans l'immédiat. Après, les opinions divergent. Parmi les pessimistes, M. Yamani, ex-ministre saoudien du pétrole, voit le prix du baril à 100 dollars en cas de guerre.

Seule certitude : le marché de Paris est celui où les taux ont relativement monté le plus, l'écart entre les rendements des emprunts d'Etat français et allemand dépassant 1,60 point, au lieu de 1,50 point la semaine dernière. A Francfort, le Bund de dix ans s'est contenté de passer de 9,03 % à 9,04 %, tandis que l'OAT passait de 10,59 à 10,65 %.

L'emprunt de 1 milliard de francs dix ans et 11 %, lancé mercredi par la Banque européenne d'investissements, sous la direction de la

Société générale, a été enlevé en une journée, tant par les investisseurs institutionnels (grandes compagnies d'assurances) que par le public, fortement intéressé. De même, les 400 millions de francs à 10,90 % du Crédit local de France se sont casés en un clin d'œil, sous la direction du Crédit lyonnais.

Ce vif succès est dû à trois raisons. La première, on le savait depuis la rentrée, est que les souscripteurs réclamaient un coupon de 11 % et ils l'ont eu ; ce qui leur donne un taux d'interne de 7 %, pour un taux d'inflation attendu de 4 %. La seconde est que, même dans les conditions actuelles très mauvaises, beaucoup de gens gardent la tête froide et que, sauf désastre, ils estiment que les rendements offerts actuellement valent la peine d'être considérés. A cet égard, M. Christopher Potts, analyste de la Banque Indosuez, estime que, dans six mois, « on regardera la période actuelle comme une période d'aberration. Il n'existe pas de fragilité particulière de la France et du franc et il faut oublier de chercher des raisons particulières à la déprime du marché français. Ce n'est donc pas la guerre et le manque de liquidités qui expliquent la débâcle du marché. Aussi, quand la crise se calmera, il y aura une reprise de tous les marchés mais davantage du marché obligataire que de la Bourse, car le ralentissement de l'activité économique se poursuivra ». L'argumentation est intéressante, sauf peut-être pour le manque de liquidités montrant clairement que les liquidités cherchent des placements refuges. Une chose est sûre en tout cas : il existe, sur le marché français des obligations, une force de rappel qui, au moindre signe de détente dans le Golfe, ferait baisser les taux rapidement, un demi-point au minimum, et provoquerait une ruée des souscripteurs.

La troisième raison du succès de l'émission de la BEI est que cet éta-

blissement est considéré non seulement comme un placement sans risques, mais comme une eurovalleur internationale à l'horizon 1993, tout à fait digne d'entrer dans les portefeuilles des gestionnaires de la nouvelle Europe. Sans doute dans le passé, le marché de Paris éprouvait une véritable révérence à l'égard de ce papier, dont le marché secondaire était et reste encore insuffisamment liquide, avec parfois des « collages » mémorables, comme celle de l'émission de l'automne 1988 : le coupon offert avait été vraiment trop minime. Depuis, la BEI, avec les banques chefs de file, a rectifié le tir, le choix d'un coupon de 11 % par la Société générale cette semaine ayant prouvé le bien-fondé de la nouvelle politique.

Sur le front des billets de trésorerie (près de 200 milliards de francs actuellement) le tonnerre brûle entre l'Agence d'évaluation financière SP-ADEF et la société Salomon, dont les émissions avaient été « mises sous surveillance », à la fin du mois de juin dernier, en raison des difficultés de la firme d'Anancy éprouvées par le manque de neige pendant deux hivers consécutifs.

SP-ADEF a annoncé qu'elle n'assurait plus la notation des billets de Salomon « faute d'obtenir les éléments d'informations suffisants ». Chez Salomon, on réplique avec indignation que l'arrêt de la notation s'explique par le non-renouvellement des contrats avec SP-ADEF à l'échéance du début novembre par « mesure d'économie » (le contrat coûte 150 000 F par an). Chez SP-ADEF, on répond que, de toute façon, l'agence se devait d'obtenir les renseignements nécessaires. On peut ajouter que le montant des billets de trésorerie émis par Salomon a beaucoup diminué, revenant de 450 millions de francs, fin juin, à 281 millions fin août, la firme préférant sans doute tirer sur ses lignes bancaires.

FRANÇOIS RENARD

هكذا من الأصل



Les conséquences de la crise du Golfe

## L'Agence internationale de l'énergie se prépare au pire

L'agence internationale de l'énergie se prépare au pire. Bien que le mot de « guerre » n'ait pas été prononcé dans l'enceinte feutrée du château de la Muette, c'est bien le sens des décisions prises vendredi 28 septembre par le conseil de direction de l'AIE, qui regroupe, en fait sous la direction des États-Unis, les vingt et un pays principaux consommateurs de pétrole, sauf la France.

Pas de décisions spectaculaires. Pour l'heure, estime l'AIE, la situation reste « maîtrisable », même si elle n'est « pas confortable ». Mais une série de préparatifs indiquent, mieux qu'un long discours, qu'il y a ou aura bientôt péril en la demeure.

Pas question donc d'utiliser immédiatement les stocks stratégiques de pétrole pour apaiser les tensions du marché. Le niveau élevé

des prix du pétrole aura certes « des répercussions négatives sur les économies de la plupart des pays membres et provoquera des difficultés particulières dans la plupart des pays en développement et dans les pays d'Europe centrale et orientale ». Déjà, reconnaît même l'agence, des signes de resserrement prémonitoires se font sentir dans le bassin pacifique, l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien. Mais l'agence, précise sa présidente M<sup>me</sup> Olga Steeg, « n'est pas une institution financière », et la situation n'est pas telle qu'il faille agir dès maintenant.

## Risques de déficits

L'envoie récente des cours du brut est « dans une large mesure provoqué par l'extrême incertitude politique concernant la crise du Golfe et les craintes d'une guerre », note l'agence, en appelant les compagnies à « faire preuve de jugement dans leurs achats ».

« On est dans la situation d'un joueur de football qui reçoit un carton jaune », explique M<sup>me</sup> Olga Steeg, il sera renvoyé du terrain au second

carton. Mais le second carton n'est pas encore arrivé. »

Par contre, il est urgent, estime le conseil de direction, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire face aux risques de « nouveaux déficits appréciables des approvisionnements pétroliers. Chaque pays membre doit donc achever dès maintenant les préparatifs pour permettre le moment venu aux autorités d'agir immédiatement et efficacement ». Comment ? Deux mesures principales sont envisagées : d'une part, le recours aux stocks stratégiques (qu'ils soient ou non détenus par le gouvernement) dans tous les pays membres qui le peuvent, et d'autre part, une réduction de la consommation.

L'agence prévoit en outre de se réunir d'urgence « si la situation empire significativement », chaque délégué devant être investi des pouvoirs nécessaires pour décider rapidement de mesures comme le déstockage ou la réduction de la demande justifiée par la conjoncture. Enfin, le conseil charge les groupes permanents de l'AIE spécialisés dans les « questions urgentes » de « continuer d'affiner de toute

urgence leur analyse des mesures en préparation en cas de crise ».

Reste à savoir ce que l'AIE entend par « crise ». Ce n'est pas à l'évidence l'envoie des prix, mais un déficit d'approvisionnement. Pour quels motifs ? La guerre bien sûr, mais aussi, précisent les responsables, des accidents majeurs perturbant la chaîne d'approvisionnement comme une rupture d'oléoduc, une panne majeure, un accident endommageant une plate-forme, voire un hiver précoce et extrêmement froid.

« Compte tenu de la rigidité du système, tout nouvel événement négatif éliminera la flexibilité qui demeure », explique le président de l'agence. « En raison de l'approche de l'hiver dans l'hémisphère nord et de la possibilité de déficit futur d'approvisionnement pétrolier, sous diverses formes, les pays membres de l'AIE doivent être prêts à agir rapidement (...) afin d'atténuer les nouveaux préjudices que subirait l'économie mondiale », conclut le communiqué du conseil de direction. Bref, tout est prêt pour une crise majeure.

VERONIQUE MAURUS

## Un « grand débat » sur l'agriculture à l'Assemblée nationale

Lors de sa rencontre improvisée à l'hôtel de ville de Poitiers

avec des responsables agricoles, M. Mitterrand a promis le 28 septembre la tenue d'un « grand débat » à l'Assemblée nationale sur l'agriculture au début de la prochaine session parlementaire. Au sortir de cette réunion, qui a duré une demi-heure, les dirigeants du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) et de la Confédération paysanne ont exprimé leur satisfaction. « Le président est très à l'écoute des questions agricoles et il est très préoccupé par la situation », a commenté le président du CNJA, M. Philippe Mangin, qui a qualifié les propos présidentiels de « rassurants ». Il s'est toutefois étonné du « grand décalage entre les propos du chef de

l'Etat et ceux du gouvernement ».

De son côté, la Confédération paysanne a annoncé l'arrêt des grèves de la faim commencées dans plusieurs départements par ses adhérents. « C'est une première victoire et nous allons entreprendre à présent un travail auprès des parlementaires », estimait-on à la Confédération.

Seule la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) s'est montrée plus mesurée, rappelant qu'un débat était déjà prévu pour le 9 octobre prochain au Sénat. Elle a cependant précisé qu'elle se réjouira « si un débat à l'Assemblée nationale sur l'avenir de l'agriculture a lieu ».

Lire nos autres informations, page 8

En Union soviétique

## Ramassage de « débris spatiaux » autour du cosmodrome de Baïkonour

Une vaste opération de ramassage de « débris spatiaux » a été entreprise dans les steppes du Kazakhstan autour du cosmodrome de Baïkonour, à la suite de plaintes adressées au Glavkosmos (agence spatiale soviétique) par les habitants préoccupés par l'état critique de champs et de pâturages jadis florissants.

« Depuis que des tirs de lancement ont commencé, en 1957, notre territoire est devenu une immense décharge de débris métalliques, affirme un responsable de l'administration de la région. Pour préserver le secret, l'armée détruisait sur place à l'explosion les étages retombés des fusées. Ces opérations ont entraîné la pollution par des substances toxiques et des débris

que personne n'a pris soin de récupérer. D'après nos estimations, environ 890 étages retombés, entiers ou débris, se trouvent sur le territoire de deux districts seulement. Nos exploitants ont subi des pertes s'élevant à des millions de roubles à cause de la dégradation des prés et des pâturages ».

A la suite d'une campagne de protestation marquée par la tenue de nombreux meetings, une unité spéciale de nettoyage a été mise sur pied. Elle compte environ 300 hommes et dispose d'une centaine d'engins terrestres et aériens. Six districts ont déjà été nettoyés, a indiqué un responsable du cosmodrome de Baïkonour. L'opération sera achevée avant l'hiver. — (Tass.)

## M. Maxwell achète un deuxième quotidien en Hongrie

BUDAPEST

correspondance

Le groupe de presse britannique Mirror, déjà actionnaire du quotidien Magyar Hirlap, élargit son empire en Hongrie en achetant 40 % des parts d'un grand quotidien du soir, Esti Hirlap. M. Robert Maxwell, qui venait en jet privé directement de Washington pour la signature de ce contrat, a racheté la part de M. Imre Nagy, ancien chef des Jeunesses commu-

nistes hongroises. M. Nagy a déclaré que cette somme de 45 millions de forints irait au Parti socialiste rénové. Le reste du capital du journal sera détenu par la rédaction (20 %) et l'ancienne maison d'édition du parti communiste hongrois, Hirlap Kiado.

M. Joseph Antall, premier ministre hongrois, a reçu, à Budapest, M. Robert Maxwell. Selon certaines informations, M. Maxwell a proposé au premier ministre hongrois de lui revendre le journal Magyar Hirlap si la loi hongroise en vigueur excluait la possibilité de son achat éventuel d'une chaîne de télévision privatisée. M. Maxwell, lors de sa conférence de presse, a affirmé que son achat précédent de Magyar Hirlap était une très bonne affaire et a nié qu'il aurait l'intention de la revendre au gouvernement hongrois, lequel souffrirait d'un manque de soutien médiatique.

D'autre part, c'est le 2 octobre que le tribunal des commerces transitera entre la proposition de rachat d'une partie des rédacteurs du journal Magyar Nemzet et la proposition faite par M. Robert Harsanyi, soutenu par la maison d'édition de ce journal et une partie minoritaire des journalistes de la rédaction. M. Lucas Bonier, le grand rival du groupe Harsanyi pour le rachat de Magyar Nemzet, s'est déjà retiré et a lancé son hebdomadaire Uzel (L'Affaire) à Budapest.

LAZSLO LIZSKAI

## Les professions paramédicales réglementées dénoncent un Gouvernement qui se moque d'elles et ne tient pas ses promesses :

Nomenclature des Actes Professionnels : l'essentiel reste à faire.  
Déontologie et Instances Disciplinaires : dossier au point mort.  
Honoraires : bloqués depuis deux ans et demi.

Que faire face à ceux qui promettent sans tenir ???

Information donnée par : Fédération Nationale des Infirmières - Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs - Fédération Nationale des Orthophonistes - Syndicat National Autonome des Orthoptistes.

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a dix ans, l'attentat de la rue Copernic..... 2

## ÉTRANGER

La crise du Golfe ..... 3 et 4

L'ombre de la Stasi ..... 4

Un ministre est-allemand contraint de démissionner..... 4

Le retour de Ben Bella ..... 5

Le « président » s'en prend à la presse et à Israël..... 7

Tension en Côte-d'Ivoire ..... 7

M. Houphouët-Boigny accuse l'opposition d'avoir voulu faire assassiner le pape..... 7

## POLITIQUE

Le RPR réuni ..... 8

La crise du Golfe a fait taire les dissensions dans le parti de M. Chirac..... 8

Livres politiques par André Laurens..... 8

## SOCIÉTÉ

Traitement de la migraine ..... 9

Un nouveau médicament promet- teur..... 9

Incendies de forêts ..... 9

Un pilote tué avait mis en cause la sécurité de son avion..... 9

## CULTURE

Un kiosquier sans conviction ..... 11

Portrait de Jean Rouaud, l'auteur du roman, les Champs d'honneur..... 11

Le Festival de Los Angeles ..... 11

Peter Sellers a organisé le passage de la métropole vers un vingt et unième siècle pluriculturel ..... 11

## RÉGIONS

Les régions face à l'environnement ..... 14

Un colloque à Limoges..... 14

## ÉCONOMIE

Budgets d'austérité ..... 15

La rigueur est à l'ordre du jour en Espagne et en Italie..... 15

Revue des valeurs ..... 16

Charges, Crédits et Grands Marchés ..... 17

## Services

Abonnements..... 2

Carnet..... 13

Marchés financiers ..... 16-17

Météorologie ..... 13

Mots croisés ..... 10

Radio-Télévision ..... 13

Spectacles ..... 12

La télématique du Monde : 3615 LMD

Le numéro du « Monde » daté 29 septembre 1990 a été tiré à 535 813 exemplaires.

L'emportant sur McDonnell Douglas

## Airbus vend à Swissair 52 Airbus A-320 et A-321

La compagnie Swissair a choisi, le 28 septembre, d'acheter cinquante-deux bi-réacteurs Airbus A-320 et A-321, moitié en commandes ferme, moitié en option, pour la somme de 9,3 milliards de francs (le Monde du 27 septembre). Les vingt-six premiers appareils seront livrés de 1995 à 1998. La compagnie Austrian Airlines, proche de Swissair, pourrait lui emboîter le pas.

Il s'agit d'un remarquable succès pour Airbus, qui met ainsi fin au règne de McDonnell Douglas chez le transporteur suisse qui utilisait essentiellement des DC9 et des MD80 pour ses liaisons européennes. Il vient à point nommé et met du baume au cœur des aviateurs européens.

Ceux-ci, en effet, doivent faire face simultanément à une offensive du gouvernement américain, qui accuse toujours Airbus de faire une concurrence déloyale à ses constructeurs, et à une campagne diffamatoire de certains syndicats de pilotes qui tentent d'utiliser les accidents d'Habsheim (Haut-Rhin) et de Benga- lora (Inde), provoqués tous deux par des fautes de pilotage, pour tenter de discréditer l'Airbus A-320 qui est, à ce jour, l'avion commercial le plus automatisé du monde.

A.L.F.

## Richard Peduzzi nommé directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs

Richard Peduzzi vient d'être nommé directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, en remplacement de Michel Tourtière, qui prend sa retraite. Ce décorateur de théâtre, muséographe, dessinateur de meubles, s'est imposé discrètement sur tous les champs de la culture. Longtemps collaborateur de Patrice Chéreau et de Luc Bondy pour des mises en scène de théâtre, Richard Peduzzi a également signé des décors d'opéras, notamment pour le Festival de Bayreuth et le Théâtre de la Monnaie, à Bruxelles. Responsable de l'espace du Musée d'Orsay consacré à l'architecture et de celui, au Musée du Louvre, qui en retrace l'histoire, il aménage, pour le moment la bibliothèque de l'Opéra-Garnier. Une constante dans toutes ses entreprises, un travail sur les franges de l'architecture, entre l'intérieur et l'extérieur, le réel et le rêvé.

(Publicité)

## COOPÉRANTS : TRANSPORT OUTRE-MER DE VOTRE AUTOMOBILE

TRANSIT AUTO INTERNATIONAL S.A.  
17, avenue de Friedland  
75008 PARIS  
Tél. : 42-25-64-44  
Téléc. : 648206

Après une baisse constante de fréquentation

## Big Bang Schtroumpf cherche un repreneur

A son ouverture au printemps 1989, le parc d'attractions Big Bang Schtroumpf, à Hagondange, en Moselle visait 1,5 million d'entrées. Les visiteurs n'ont pas dépassé la barre des 700 000. Résultat : la mise en place d'un plan de restructuration avec une réduction de moitié des effectifs permanents (100 contre 200) et une augmentation de capital de 100 millions de francs. Le parc cherche un repreneur.

## METZ

de notre correspondant

La seconde saison s'est ouverte au printemps dernier avec l'ambition « recaler » de retrouver le niveau 1989 des entrées. Le bilan réalisé quelques jours avant la fermeture, prévue pour le 7 octobre, montre que, cette année encore, la moitié environ des visiteurs attendus se seront défilés : 400 000 au lieu de 700 000. Le chiffre d'affaires 1990 devrait donc être de quelque 50 millions de francs, ce qui représente une dépense moyenne par visiteur de 125 francs. La perte serait de l'ordre de 40 millions de francs sans compter les frais financiers.

Dès lors, la recherche d'un nouvel actionnaire, engagée dès le printemps par les pouvoirs publics, qui ont mis ce dossier sous haute surveillance depuis un an, se transforme en quête

d'un repreneur pour un investissement de 720 millions de francs. Cette solution s'appuie sur l'analyse confidentielle confiée au cabinet Booz Allen. Cette étude montre clairement qu'un des problèmes majeurs du parc est l'éclatement de son actionnariat, au sein duquel des oppositions et des suspensions sont apparues. La création d'un pool de partenaires - aucune des sociétés ne souhaitant prendre seule le risque de l'opération - avait permis de lancer le projet, mais ne s'est pas révélée pertinente à terme.

Au total, 250 sociétés ont été approchées dans le monde entier. Une demi-douzaine font actuellement figure de repreneurs potentiels. Concrètement, la cession devrait passer par un dépôt de bilan qualifié de « technique ».

Les pouvoirs publics souhaitent pouvoir annoncer le nom du repreneur avant la fin de l'année. « Je déconseille la vente de l'entreprise que réclame pour la Lorraine le parc des Schtroumpfs », affirme Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Les expertises faites à la demande montrent la qualité des produits proposés par le parc. Le vi- sionnisme économique de la société, dès lors qu'elle est en mesure de supporter les charges financières inhérentes à une montée en régime, d'assurer les investissements de renouvellement, de dé- passer l'adaptation de l'actionnariat et de mobiliser les partenaires locaux ».

JEAN-LOUIS THIS

## EN BREF

□ MM. Millon, Pasqua et Pons rejettent les propositions de réforme des travaux parlementaires de M. Fabius. — MM. Charles Pasqua et Bernard Pons, présidents des groupes RPR du Sénat et de l'Assemblée nationale, ont rejeté, jeudi 27 septembre, la proposition faite par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée, de réformer les travaux du Parlement. M. Pons estime que M. Fabius « veut un retour au régime d'assemblées et à la IV<sup>e</sup> République ».

□ M. Tapie : résolument à gauche, mais pas socialiste. — M. Bernard Tapie s'est déclaré, vendredi 28 septembre, sur France-Inter, « résolument à gauche, mais pas socialiste », parce que les socialistes « acceptent l'idée d'alliances, même locales, avec le Parti communiste » et parce qu'« ils ont une façon de considérer la société qui n'est pas complètement la nôtre ». M. Tapie n'a pas exclu d'être candidat à la présidence du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur en cas de risque de victoire du Front national.

□ Le CSA autorise la diffusion d'Antenne 2 sur le satellite TDF 2. — Comme prévu, la chaîne germanophone Première (Canal Plus Allemagne) s'étant désistée, le gouvernement français a fait jouer son droit de préemption et le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient d'autoriser la diffusion d'Antenne 2 sur le satellite TDF 2. La chaîne publique y occupera le canal 17, qui n'est plus secouru sur

le satellite jumeau TDF1 à cause de la défaillance d'un tube émetteur. Canal Plus France, à qui ce canal 17 avait été attribué, déménage sur le canal 1 de TDF 2, qui dispose de deux tubes émetteurs (sécurité interne).

□ Le Monde Éditions devient le partenaire de la Revue d'économie financière. — Le Monde Éditions, filiale du quotidien le Monde, vient de conclure un accord de partenariat avec l'Association d'économie financière. Cette association, qui regroupe les principaux établissements financiers — du ministère de l'économie et des finances à la COB ou à la Caisse des dépôts, etc., — publie depuis 1987 le trimestriel la Revue d'économie financière. Le Monde Édi-

tions sera chargé de la distribution et de la promotion de cette revue économique de haut niveau et le service économique du quotidien collaborera à sa rédaction.

□ Automobile : le Belge Thierry Boutsen engagé par Ligier. — Le pilote belge de formule 1, Thierry Boutsen, quittera l'équipe Williams-Renault après avoir signé un contrat avec Ligier pour les saisons 1991 et 1992, ont annoncé, samedi 29 septembre, les responsables de l'équipe française.

□ Trois morts à Saint-Domingue. — Le bilan final de la grève de soixante-douze heures déclenchée mercredi 26 septembre en République dominicaine est de trois morts, quarante blessés par balles et environ trois cents arrestations. — (AFP.)

(Publicité)